

The state of the s

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 15794 - 7 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 NOVEMBRE 1995

FONOATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La fusion de Daiwa et de Sumitomo donnerait naissance à la première banque mondiale

LA DAIWA BANK, lourdement sanctionnée par les autorités américaines et japonaises pour les pratiques frauduleuses de sa succursale new-yorkaise, pourrait fusionner avec la Sumitomo Bank. Ce rapprochement, prévu pour le mois d'octobre 1996, donnerait naissance à la plus puissante banque du monde. La nouvelle entité disposerait d'actifs évainés à 61 000 milliards de yens (près de 3 000 milliards de francs). Les deux établissements seraient parvenus à un accord de principe, selon des informations publiées, samedi 4 novembre, dans la presse financière nippooe. Cette opération aurait également obtenu l'accord du ministère japonais des finances.

Les autorités nippones cherchent à rassurer au phis vite les investisseurs et les épargnants sur la solidité du système bancaire japonais. Depuis plusieurs jours, le yen est victime de la défiance des opérateurs des marchés financiers. La devise japonaise s'inscrivait, vendredi soir, en clôture à New York, à 103,90 yens pour 1 dollar, son plus bas niveau depuis la mi-septembre.

Lire pages 12, 13 et 14

Un basketteur aux couleurs vives



DENNIS RODMAN est un basketteur hors normes, un homme étrange, d'un caractère aussi changeant que la couleur de ses cheveux. Jaune, rouge, vert ou bleu, la teinte est toujours vive, criarde, agressive. Comme soo goût pour les tatouages à grand spectacle, comme soo attitude sur les parquets de basket et dans la vie. Ce joueur de trente-quatre ans, devenu indéstrable dans son ancien club de San Antonio, est aussi imprévisible pour son entraîneur et ses partenaires que pour l'équipe adverse. Les dirigeants des Bulls de Chicago ont fait un pari risqué en intégrant ce fou géniai à une équipe déjà riche eo personnalités - Michael Jordan, Scottie Pippeo et Toni Kukoc. Gräce au remort du meilleur re-bondeur de la NBA, les Bulls es-pèrent renouer avec le titre. Pour le premier match du championnat, vendredi 3 novembre, l'entente a régné entre les géants et l'équipe de Charlotte en a fait les frais (105-91). Rodman a réussi 11 rebonds et

Lire page 15



Le gouvernement se prépare à réformer la Sécurité sociale par ordonnance

La hausse de la CSG servirait aussi à financer l'allocation autonomie

A L'APPROCHE du débat parlementaire sur le financement de la Sécurité sociale, qui s'ouvrira le 13 novembre à l'Assemblée nationale, la volonté du premier ministre est d'agir vite et fort. Afin de ne pas heurter les députés de sa majorité, Alam Juppé leur demandera de lui accorder leur confiance au terme de ce débat, et non pas, comme certains le craignaient, aussitôt après la déclaration liminaire du chef du gouvernement. Toutefols, l'Hôtel Matignoo envisage de recourir à des ordonnances pour faire passer rapidement les mesures législatives nécessaires. Le gouvernement compte ainsi montrer sa détermination à réduire les déficits publics, comme le lui a demandé le chef de PEtat. Le traditionnel collectif budgétaire de fin d'année en donnera un premier signe, puisqu'il devrait prévoir l'annulation de près de 20 milliards de francs de crédits, soit le double de ce qui était initialement prévu. Dans le cas de la réforme du financement de la Sécurité sociale, le premier ministre ne devrait guère excéder 0,5 point,



pourrait, toutefois, faire une entorse à cette nouvelle ligne de conduite : la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), qui

servira oon seulement à rééquilibrer les comptes sociaux, mais aussi, indirectement, à financer l'allocation autonomie pour les

réforme promise par M. Chirac pour laquelle aucun crédit o'avait

Les couples homosexuels new-yorkais acquièrent le droit à l'adoption

WASHINGTON de notre correspondant

Pour les juges de la cour d'appel de l'Etat de New York, c'est une manière de tirer les conséquences des « changements fondamende la société américaine, et notamment de la multiplication par slx depuis 1970 du nombre de couples non mariés avec enfants : par quatre voix contre trois, les magistrats de la juridiction new-yorkalse viennent de décider qu'un couple, queile que soit son orientation sexuelle, ne doit pas nécessairement être marié pour adopter un enfant. Pour la communauté homosexuelle, il s'agit d'une victoire significative dans la longue bataille en vue d'obtenir les mêmes droits que les hétérosexuels. Autant dire que, pour les conservateurs de tout poil, c'est une décision particulièrement néfaste...

Dorénavant, les concubins auront les mêmes droits et responsabilités en matière d'adoption que les couples mariés. Tous les couples < non traditionnels > sont concernés, mais les homosexuels sont les premiers | auxquels ont droit les deux conjoints.

bénéficialres: chacun des deux partenaires pourra devenir, légalement, « parent » de l'enfant, et non plus seulement la mère ou le père biologique. C'est bien ainsi que l'ont compris les associations de gays et de les-biennes, pour qui cette décision « histobiennes, pour qui cette décision « histo- : foyer possible pour l'enfont. » Précisément, a rigoe » (déjà appliquée dans les Etats du Ver- mont et du Massachusetts, ainsi que dans le créer une multitude de conflits potentiels district de Colombia), va permettre aux mil-liers de couples et foyers homosexuels de New York d'obtenir « une sorte de reconnoissonce » indirecte.

Dans la mesure où la législation locale accorde déjà à tous les adultes célibataires, homosexuels ou non, le droit d'adopter (sous réserve de l'approbation des tribunaux pour enfants), une décision inverse, a estimé le juge Judith Kaye, « ouroit signifié que des milliers d'enfonts de New York, octuellement élevés dons des foyers constitués por deux personnes non moriées, n'ouroient qu'un seuf porent légol ». A l'avenir, ces enfants pourront bénéficier des avantages et prestations

C'est à l'enfant, a souligné le juge Kaye, que le tribunal a d'abord pensé: « Le stotut de l'odoption doit être oppliqué en hormonie ovec les principes humanitaires selon lesquels l'adoption est un moyen de trouver le meilleur entre parents adoptifs et biologiques, s'agissant notamment de l'éducation, des droits de visite, des choix religieux, etc. Avant tout, a-t-il souligné, c'était à l'Etat, c'est-à-dire aux législateurs, et non à la justice, de se prononcer sur un tel sujet.

C'est aussi la position du gouverneur républicain de New York, George Pataki, du président régional du Grand Old Party, Michael Long, pour qui il s'agit d'« un revers pour la civilisation occidentale », et des associations proches de la Coalition chrétienne, unanimes à dénoncer une « ottaque contre les valeurs fomiliales traditionnelles ».

Laurent Zecchini

🖂 Attentats : Paris demande l'aide de Londres

La justice française s'apprête à demander la coopération de Londres dans l'enquête sur la vague de terronsme qui sévit en France depuis juillet. p. 7

Pechiney prépare sa privatisation

L'assemblée générale de Pechiney devrait approuver la modification des statuts de la société, lundi 6 novembre. Si les conditions du marché le permettent, le groupe pourrait ainsi être privatisé dès la fin du mois. p. 12

Elections générales en Géorgie

Les élections présidentielle et législatives qui se deroulent en Géorgie, dimanche 5 novembre, devraient permettre à Edouard Chevardnadze de renforcer son pouvoir.

Lire page 5 🖃 Les évêques à Lourdes sans Mgr Gaillot

L'assemblée plénière des évêques francais se reunit à Lourdes. Au centre des débats : les dysfonctionnements de l'Eglise et la situation de Mgr Gaillot, grand absent de cette réunion. p. 8

= François Hollande au « Grand Jury »

François Hollande, porte-parole du PS, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 5 novembre à

Les éditoriaux du « Monde »

Espoirs en Afrique du Sud. Le ministre et les magistrats.

L'imprescriptible leçon de Nuremberg

IL Y A CINQUANTE ANS, le 20 oovembre 1945, s'ouvrait dans la ville de Nuremberg presque totalement détruite le procès de vingt-deux « grands criminels de guerre » nazis, tous présents dans le box des accusés, à l'exception de Martin Bormann, jugé par contu-mace. Ce procès a fait date dans l'histoire de la justice internatio-nale, et sert depuis de référence, pas toujours adéquate d'ailleurs, lorsque surviennent dans les guerres et les conflits d'aujourd'hui des massacres et des horreurs méritant la qualification de crime contre l'humanité ou de génocide.

Un important colloque, qui s'est déroulé au Mémorial de la paix à Caen sous l'égide du CNRS et du Centre d'histoire quantitative de l'université de Caen, a permis de faire un point juridique et historique sur le statut de ce procès hors du commun, fondateur d'une iustice transcendant le cadre de la nation, autorisant l'humanité à s'ériger en juge de dirigeants politiques et militaires coupables de transgressions criminelles des lois de la guerre. Contrairement à une idée fort répandue, Nuremberg ne fut pas le procès du génocide des juits perpétré par le régime nazi. Le crime contre l'humanité apparaît certes pour la première fois, mais comme indissolublement lié à deux autres crimes, le crime contre la paix et le crime de guerre. Sans l'existence des deux premiers, Il ne peut pas être poursuivi. Cette jurisprudence est à la

source du débat juridique qui s'est développé à l'occasion de la mise en accusation de Paul Touvier. Comme le note l'historienne Annette Wievlorka, co-organisatrice du colloque, et auteur de l'ouvrage Le Procès de Nuremberg (éditions Mémorial-Ouest France), « un nouveau crime est défini, mois sa définition est verrouillée ».

C'est donc dans la postérité de Nuremberg, à l'aide des témoi-

PHILIPPE SOLLERS

LE CAVALIER

DU LOUVRE

VIVANT DENON

gnages qui surgiront au cours des débats, mais aussi à l'occasion d'autres procès, que l'oo preodra toute la mesure de la Shoah: le procès du commandant d'Auschwitz, Rudolf Höss, eo Pologne, le procès Eichmann à Jérusalem et, plus près de nous, ceux de Klaus Barbie et de Paul Touvier. Ce retour sur Nuremberg a mis en lumière les difficultés auxquelles se heurtent des eotreprises de ce

type, et que reocontrent encore aujourd'hui les juridictions mises en place par la communauté internationale pour juger les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie et au

Dans le cas du procès de Nuremberg, ce o'est pas tant le reproche d'avoir pratiqué une « justice des vainqueurs » qui est pertinent : les vainqueurs et les plaignants constituaient alors la quasi-totalité de

PHILIPPE SOLLERS

"Saluons, cette façon sérieuse de nous amuser, ou gaie de nous instruire." DOMINIQUE FERNANDEZ. LE MONDE

l'humanité. Mais, à ce procès, comme à celui de Tokyo qui lui succéda, oo ne pouvait faire abstraction de la conjoncture géopolitique du moment. L'inclusioo du massacre des officiers polonais par les hommes de Staline dans la liste des crimes oazis et la con-mise eo accusation de l'empereur du Japon Hirohito pour cause de guerre froide soot les exemples les plus spectaculaires de cette donnée ma-

Et pourtant, en dépit de ces taches, Nuremberg a jeté les bases d'un droit supérieur à celui qui émane des nations particulières. Qu'oo l'appelle « droit humanitaire » ou « droit d'ingérence », il permet de faire peser sur les crimioels de guerre, quels que soient leur rang et leur grade, la menace d'avoir à reodre des comptes. Cette menace n'est certes pas plus dissuasive que o'est la peine de mort pour le meurtrier en puissance. Il lui manque encore les instruments essectiels pour s'exercer de manière efficace : l'existeoce d'une juridictioo permaneote et universelle, émanant des Nations unies par exemple, et surtout la force sans laquelle tout jugement reste lettre morte. L'avenir proche nous le dira : si les crimes perpétrés dans l'ex-Yougoslavie ou au Rwanda passent aux pertes et profits d'un règlement politique de ces conflits, la leçon de Nuremberg sera sur le chemin de l'oubli.

Luc Rosenzweig

une apparence d'unité, l'évolution des cette semaine, après l'adoption d'une voisin russe. ● EN BIÉLORUSSIE, en re-Constitution en Crimée, majoritaire-ment peuplée de Russes, comment Kiev cherche, et réussit, à exercer sa té de faire retourner son pays dans l'or-bite de Moscou. • EN GEORGIE, après

des velléités d'indépendance, le président Chevardnadze, qui brigue sa réélection dimanche, est contraint de s'appuyer sur Moscou pour imposer

Leonid Koutchma apaise le conflit entre l'Ukraine et la Crimée

Le président ukrainien semble avoir trouvé un compromis sur le statut territorial de la presqu'île, qui ne sera pas rattachée à la Russie. En Biélorussie et en Géorgie, l'influence de Moscou reste, en revanche, toujours aussi forte

correspondance L'adoption par le Parlement de Crimée d'une Constitution, mercredi 1ª novembre, stipulant que cette République autonome «fait partie intégrante de l'Ukraine » marque la fin de la dispute qui opposait depuis plus de trois ans les autorités de Kiev aux dirigeants de la péninsule russophooe, tournés vers Moscou. La mise eo veilleuse du séparatisme criméen - dont un rapport de la CIA prédisait en 1994 qu'il pouvait déclencher une troisième guerre mondiale - représente un rare exemple d'apaisemeot de conflit territorial dans l'ex-Union soviétique.

Le règlement en douceur de l'affaire criméenne reflète la politique de bon voisinage élaborée entre Kiev et Moscou depuis l'arrivée au pouvoir de Leonid Koutchma, le deuxième présideot de l'Ukraine postsoviétique. Ce technocrate,

qui dirigeait par le passé l'une des plus grandes fabriques de missiles de l'URS5, ne cache pas son «chaleureux respect envers le grand peuple russe », sans doute l'une des clés du madus vivendi qu'il s'efforce d'eotretenir avec Moscou. « Tout homme politique ukrainien qui jouerait lo corte ontirusse est condomné », aime-t-il répéter ; un programme qui lui avait permis de succéder, en juin 1994, au nationaliste Leonid Kravtchouk.

MANGEUVRE EN FINESSE Leonid Koutchma aura manœu-

vie en finesse pour damer le pion aux velléités d'indépendance apparues en Crimée après la levée du joug soviétique. Cette petite République de 2,5 millions d'habitants (dont deux tiers de Russes), « offerte » à l'Ukraine par le Kremlin eo 1954, s'était dotée en janvier 1994 d'un président, louri Mecbkov, qui promettait de rejoindre la

« mère Russie », mais dont la po-pularité s'était vite effritée, notam-thousiasme manifesté par Moscou ment en raison de la crise écooomique. Soucieux de ne pas déclencher les foudres des nationalistes russes, tout en maintenant le cap de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, Leonid Koutchma aura agi en deux temps. En mars dernier, profitant à la fois de l'enlisement russe en Tchétchénie et des divisions au sein du mouvement indépendantiste criméen, il place la péninsule sous soo administration directe. annulant au passage la Constitutioo et la présidence de la République autocome. Fin juillet, à la faveur d'un remaniement politique en Crimée, il rétablit l'autonomie et autorise le Parlement de Simferopol - devenu, entre-temps, favorable au dialogue avec Kiev - à préparer une oouvelle Constitu-

tion locale. Mais ce tour de force aura sur-

à l'égard des politiciens « prorusses » de Crimée, en perte de vi-

« POINT CHAUD » POTENTIEL

Ces derniers ont désormais l'œil rivé sur les prochaines élections législatives et présidentielle russes, estimant que « tout peut changer si de vrais patriotes arrivent au pauvoir à Moscou ». La Crimée reste, par ailleurs, un «point chaud» potentiel en raison du mécontentemeot de sa minorité tatare, un problème qui a déjà provoqué cette année de violents affrontements inter-ethniques.

Le souci d'une bonne eotente avec Moscou (tout en se gardant de participer à la moindre alliance militaire au sein de la CEI) et les constants efforts de rapprochement avec l'Ouest (l'Ukraine a été la première République ex-sovié-

BIÉLORUSSIE

Des évolutions distinctes

UKRAINE

tique à rejoindre le « Partenariat pour la paix » de l'OTAN) constituent les deux axes de la politique conduite par Kiev depuis plus d'un an. Dans cette République de 52 millions d'habitants (dont 22 % de Russes), qui dépeod presque entièrement de la Russie pour son approvisionnement en gaz naturel et en pétrole, un consensus perdure sur la oécessité d'une « étroite coopération économique » avec l'ancien « grand frère ». Cette semaine, le gouvernement ukrainien est parvenu à un accord avec la compagnie russe Gazprom, sur les fournitures en gaz pour l'année 1996 et les modalités de paiement (la dette énergétique ukrainienne s'élève au total en 1994 à 3,2 mil-

hards de dollars). il reste néanmoins entre les deux capitales des points de friction qui font dire à un diplomate nisse en poste à Kiev : « Nos rela-

FEDERATION DE RUSSIE

restent incrayablement compliquées ». « Les dirigeants utrainiens ont peur des Russes, mais ne veulent pas le dire », estime, de son côté, un attaché militaire occidental. En dépit d'un accord signé à Sotchi en juin dernier par les présidents Eksine et Koutchma, le partage de la flotte de la mer Noire et le statut du port de Sébastopol font l'objet d'interminables marchandages. Boris Eltsine a d'ailleurs affirmé qu'il ne signera pas le traité d'amitié et de coopération prévu avec l'Ukraine tant que le problème de la flotte, « question très importante pour la Russie », ne sera pas résolu - même si cette flotte n'est plus qu'une collection de navires rouillés. Et la perspective des prochains scrutins en Russie inquiète certains dirigeants ukrainiens qui craignent une surenchère nationaliste à Moscoul

Natalie Nougayrede

KAZAKHSTAN

Alexandre Loukachenko fait rétablir le drapeau rouge et supprime les libertés en Biélorussie

MINSK (Biélorussie)

de notre envoyé spécial « J'ai le pressentiment qu'an n'evitera pas la dictature .: Pavel Cheremet, le jeune rédacteur en chef de la Bielorossia Delavaïo Gazeta, le principal journal d'affaires de Biélorussle, est d'humeur sombre. « Il restait quotre lournaux indépendants, explique-t-il, trois d'entre eux viennent de recevoir un nouveou coup. . Après avoir été interdite d'impression dans la capitale il y a un an, la presse indépendante doit trouver depuis la mi-octobre des rotatives à l'étranger. Et l'organisme d'Etat chargé de la diffusion, le seul qui existe, refuse de distribuer les jour-

Les médias d'Etat, eux, oot été mis au pas depuis longtemps, et la seule chaîne indépendante a tout simplement été fermée. Pour « informer la population de la situatian réelle », le très autoritaire et populiste président biélorusse, Alexandre Loukachenko, vient de décider d'instaurer « une journée politique » dans les entreprises. Il forme aussi une garde présideotielle et vient de oonver des fidèles à la tête des « organes d'ordre » (intérieur, défense, KGB et conseil de sécurité).

Après avoir réussi à discréditer un nouveau Parlement élu en avril, le numéro un biélorusse a récemment promis d'introduire un régime présidentiel direct si, fin novembre, les électeurs ne se rendaient pas suffisamment oombreux aux urnes pour compléter la oouvelle Assemblée. En attendant, le présideot Loukachenko refuse de reconnaître l'autorité de l'ancien 50viet suprème, malgré un jugement de la Cour coostitutionnelle. L'hiver risque donc d'être agité. D'autant plus que les experts prédisent un sombre avenir pour le rouhle biélorusse, resté stable depuis uo an maleré une inflation persistante. * Dans un mais au deux mais, la banque centrale, qui dépense près de 100 millions de dallors par mois en interventians, n'aura plus de reserves. Le cours va s'effandrer », met en garde Stanislav Bogdankevitch. Ce docteur en économie à l'autorité reconnue a démissionné il y un mois de la présidence de la Banque nationale, car « le président se ser-vait de l'institution comme de so banque personnelle et aucun des programmes de réformes n'a été applique », explique-t-il dans soo hureau glacial. En ce début d'hiver, le chauffage, toujours collectif, o'a pas encore été mis en route. Malgré l'entrée en vigueur, fin mai, d'une union douanière avec la Russie, Moscou refuse de fournir le gaz et le pétrole à des prix cassés.

Située « au cœur de l'Europe », la petite Bielorussie est devenue une souvent inquiétant. Alors que les

pays de l'ex-bloc soviétique se lan est de deux Américains tués, de batteot pour leur indépendance, ce pays de 10,5 millions d'habitants, fortement russifiés, semble tout faire pour abdiquer sa souveraineté, faire fi de sa nouvelle indépendance et confier son destin à Mos-

Les deux prohièmes sont liés : les autorités et la majorité de la population craignent les réformes et voient dans la Russie leur planche de salut économique. C'est la tentation d'un impossible retour en arrière au « bon vieux temps », où la République biélorusse vivait mieux que le reste de l'URSS, en transformant des matières premières peu bas prix. Cette nostalgie a son symbole. En mai, le drapeau rouge, soviétique, a été restauré, par référendum (75 % des voix pour), comme emblème national.

Ce pays semble tout faire pour abdiquer sa souveraineté. faire fi de sa nouvelle indépendance et confier son destin à Moscou

Si l'union douanière, aussi approuvée par référendum, est eotrée en vigueur, la perspective d'une union mooétaire, et plus eocore poirtique, avec la Russie est très incertaine. L'an dernier, la Russie avalt annulé le projet, déjà signé, d'unioo monétaire. « Pourquai acheter la vache quand an a le lait gratuitement ? La Russie a déjà tous les avantages ; une présence militaire, un corridar vers l'Europe, un sautien diplomatique, et aucun des inconvénients », souligne un diplomate à

Pour plaire à Moscou, les autorités hiélorusses en font pourtant beaucoup. Trop sans doute. Minsk devance la Russie dans le combat pour reconstituer un hloc militaire dans l'ex-URSS face à l'« expansiannisme » de l'OTAN. La Biélorussie a mème relancé uoe « mini-guerre froide », illustrée par un incident meurtrier. La défense aérienne de la petite République a réédité, à son niveau, un exploit de l'Union soviétique, qui avait abattu en 1983 un Boeing civil sud-coréen, tuant tous ses passagers. Le 12 septembre, les forces biélorusses ont descendu, en plein vol. une montgolfière qui participait à une

quelques « regrets » (mais pas d'excuses officielles) et de 60 dollars d'amende infligée à deux rescapés...

L'incideot du balloo n'est que la plus visible des actions musclées dn pouvoir. Fin août, le présideot signait un oukase pour « assurer la stabilité politique, renforcer lo discipline et le respect de lo loi » et pour décret « suspend » les activités du syndicat libre et l'immunité des députés du Parlement comme des assemblées locales.

pendu », Guennadi Alexandrovitch Bikov a été arrêté dans son bureau le 21 août, « par des hommes en cagoule, avec des gilets pare-balles », puis condamné à dix jours de prison ferme pour avoir « organisé une grève illégole », dit-il en souriant. Réclamant le versement des salaires, la branche des transports du syndicat avait lancé le 17 août un mouvement de grève. Une trentaine de personnes ont été arrêtées, 82 ont été licenciées. Et trois leaders syndicaux, dont M. Bikov, ont été emprisonnés.

la colonne vertébrale. »

les parlementaires ont été privés de passeport diplomatique. A la présideoce, on préfère « ne pas commenter » ces événements. Oural Latipov, cooseiller du présideot Loukachenko, explique ces « pro-blèmes internes » par la divisioo en cours du pouvoir, recommandée « par Mantesquieu ». Ce partage, dit-il, « n'a été simple dans aucun pays », faisant remarquer qo' en Grande-Bretagne le Parlement o fait exécuter le roi ». Il « espère » cepen-dant que les choses vont se passer « de fuçon plus civilisée ». Les adversaires se font peu d'illusions. « Le peuple croit vraiment que l'apposition, le Parlement, la Cour constitului donner le bonheur », soupire un opposant. C'est finalement ce qui rassure un peu. Le président Loukachenko peut difficilement se passer d'avoir une opposition.

Iean-Baptiste Naudet

LITUANIE

« prévenir les grèves îllégales ». Le Président du syndicat libre « sus-

Député du Soviet suprême, louri Bilinki, un jeuoe écocomiste de treote-cinq ans, vice-président du Front populaire (opposition), avait entamé, le 12 avril, une grève de la faim avec dix-huit autres députés pour protester contre de multiples violatioos de la Coostitutioo. « Nous étions dans lo salle du Soviet suprême et, à 3 heures du matin, des hommes en cagoule ont fait irruption, raconte-t-IL Ils nous ont frappés à coups de matraque et insultés. l'ai été saisi à la gorge par l'un d'eux. pendant qu'un autre me tordait le bras dans le dos. Un député a eu le nez cassé, un autre un traumatisme à

Après avoir perdu leur immunité,

dernières ressources. nnelle, empêchent le président de

ROUMANIE

Les élections en Géorgie devraient permettre à Edouard Chevardnadze de renforcer son pouvoir

MOSCOU

de notre correspondante Les élections générales en Géorgie, dimanche 5 novembre, doivent permettre à Edouard Chevardnadze de rester, maigré cinq rivaux, à la tête d'un Etat qui semble sortir tout juste du chaos. La Constitution, adoptée en octobre, donne au président de grands pouvoirs, comme à la plupart de ses collègues de l'ex-URSS, et devrait en outre limiter les effets « destabilisants » de l'électioo simultanée d'un oouveau Parlement, où le parti d'Edouard Chevardnadze, l'Unioo des citoyens, pourrait être minoritaire. Ce qui serait en soi un hommage à la « voie géorgienne » vers la démocratie, qui fut par ailleurs dévoyée par un nationalisme ayant entraîné le pays dans deux guerres, noo pas contre l'ex-puissance « coloniale » russe, mais contre des minorités locales, ossète et ahkhaze, accusées de jouer le jeu de Moscou. Ces guerres avaient laissé le pays sous la coupe de milices armées, qui pillaient ses

LA SORTIE DU GOUHFRE Mais, il y a un an, un programme économique soutenu par le FMI ainsi que de savantes alliances avec Moscou ont commencé à sortir la Géorgie du gouffre. Depuis le printemps, elle se sent « revivre » : non sculement les milices oot finalement été jugulées (laissant ainsi à la police le monopole du racket), mais l'électricité revient, le pain ne manque plus, les cafés et les magasius out rouvert, l'hyperinflation a disparu et une nouvelle monnaie le lari - a été imposée. Si les salaires ne permettent toujours pas de se nounir plus de quelques jours (c'est comme ailleurs la « débrouille » qui marche dans un pays doté en outre d'uoe riche agriculture), le contraste avec les hivers passés est suffisant pour engendrer l'espoir. Les Géorgiens, tablant sur la

« stabilité », veulent donc renouveler le mandat de celui qui a déjà dirigé leur pays durant quinze ans, avant et après un septennat à la tête de la diplomatie gorbatchevienne. Venu de Moscou, après la guerre civile géorgienne de 1991-1992, réconcilier ses concitoyens avec la Russie, si ce n'est entre eux, il fut élu à la présidence du Pariement - ce qui ne le mettait pas à l'abri des surenchères nationalistes.

porté à cooduire lui-même, eo

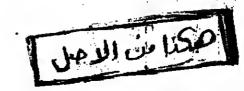
CONCESSIONS À MOSCOU Edouard Chevardnadze fut donc

1993, la guerre perdue contre les « séparatistes » abkhazes, qui l'a obligé à plier devant la Russie alors qu'il révait sans doute d'une indépendance garantie par ses liens, restés privilégiés, avec les dirigeants occidentaux. Ceux-ci ont certes facilité l'afflux d'aide étrangère qui a contribué an sauvetage du pays, mais c'est Moscou qui tient toujours les clés de son approvisionnement, énergétique et alimentaire.Ce qui ne s'obtient pas sans contreparties: M. Chevardnadze dut signer des accords sur le maintien des bases militaires russes en Géorgie, confirmés et élargis après l'entrée de troupes russes en Tchétchénie, doot le président géorgien fut le plus enthousiaste des partisans. Il rendait ainsi un fier service au Kremlin, critiqué par ailleurs de toutes parts, espérant sans doute que ses propres « séparatistes » abkhazes, alliés en 1993 aux Tchétchènes, seront de même ramenés un jour dans le bercail séorgien avec l'aide militaire de la Rus-

La question désormais est de savoir si Edouard Chevardnadze, une fois élu – dimanche ou lors d'un se-cond tour éventuel – à la nouvelle présidence, se sentira assez fort pour cesser de jouer sur les vifs sentimeots « revanchards » de ses électeurs vis-à-vis de l'Abkhazie,

malgré les 200 000 réfugiés géor-giens qui s'entassent tonjours dans des hôtels du pays. Ou s'il mettera à exécution la menace, encore brandie à la veille du scrutin, de repartir en guerre contre les Abkhazes an cas où les négociations menées depuis deux ans sous l'égide de Moscou o'aboutissent pas. Mais, là en-core, c'est la Russie qui détient les clés d'une réponse. C'est, par exemple, à Moscon que s'est réfu-gié le chef des services de sécurité de M. Chevardnadze, accusé par ce dernier d'avoir organisé l'attentat à la voiture piégée qui l'avait visé le 29 août dernier (afin, seloo certains, de nuire an projet de faire passer par la Géorgie un oléoduc rival de celui de la Russie pour évacuer le pétrole de la Caspienne).

Vétéran du KGB soviétique, igor Gueorgadze accuse à son tour le chef de l'Etat de corruption à grande échelle et d'avoir mis en scène l'attentat pour se débarrasser des demières milices qui sévissaient dans le pays et obtenir un surcroît de soutien à la veille des élections. Çela s'est, en effet, réalisé, même si nen ne prouve la version de l'attentat « fabriqué », ni d'ailleurs la culpabilité de Gueorgadze. Mais les alliances entre services de sécurité russes et opposants dans les Etats de la CEI en délicatesse avec Moscou (l'Azerbaïdjan et le Turkménis-tan sont aussi dans ce cas) restent apparemment un des instruments de la Russie pour tenter de recréer le « bloc militaire » dont elle menace l'Occident en cas d'élargissemeot de l'OTAN. Les ennuis d'Edouard Chevardnadze pourraient ainsi se poursuivre malgré un triomphe électoral, alors que, par ailleurs, il ne manque pas d'opposants qui lui reprochent de miser sur la Russie, dont la tactique dans le Caucase fut toujours de diviser



Boris Eltsine est apparu très affaibli sur les images diffusées par la télévision

Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, s'est entretien pour la première fois, vendredi 3 no-vembre, avec Boris Eltsine depuis son hospitalisa
tion pour troubles cardiaques il y a huit jours. A l'issue de cet entretien, au cours duquel M. Eltsine depuis son hospitalisasine paraissait fatigué et hésitant. M. Tchernomeurs sur la guerre de succession au Kremlin.

MOSCOU de notre carrespondant

Boris Eltsine est réapparu, vendredi 3 novembre, pour la première fois depuis son hospitalisatioo d'urgeoce il y a huit jours pour des troubles cardiaques. Malgré leur brièveté (moins d'une mi-

nute) et un montage acrobatique, les quelques images diffusées par le Kremlin de la première rencontre entre le président, assis sur une chaise de l'hôpital, et soo premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, oot clairement montré que le président russe, officiellement toujours en charge de l'Etat, est un bomme malade.

Habillé de son survetement bleu préféré, Boris Eltsine avait le regard éteint, le visage pale et bouffi d'un malade. Et même quand il a dit: « Subjectivement (sic), je ne me sens pas mai », ou : « Mon rétablissement se déroule camme prévu », ou encore: « Je dais retrouver un état narmal, mais il n'y a pas de raison maintenant de s'inquiéter », il parlait comme un bomme malade, avec une voix blanche, leote, en heurtant les mots.

Après cette rencontre officiellemeot baptisée « de travail » et « d'une demi-heure », le premier ministre, Viktor Tchergomyrdine, a annoncé d'un ton ferme, au cours d'une conférence de presse, qu'il « avait compris dans le regard du président qu'il devait travailler plus », que Boris Eltsine devait 2%. - (AFP)

« être libéré de certaines tâches conflit avec une partie de l'entoupour avoir des chances de mieux récupérer ». « Chaque ministère dait remplir ses fonctions, les ministères de force [défense, affaires étrangères, intérieur et services spéciaux, soumis au président] comme les autres. Mais décider, coordanner et résoudre les problèmes, c'est à Tchernamyrdine de le faire davantage », a dit le premier ministre. Il a aussitôt ajouté que Boris Eltsine et hii-même cootinueraieot « à dêcider ensemble sur toutes les questians clés, écanamiques et palitiques ». En cas d'incapacité do président russe, le premier ministre dolt, selon la Constitution,

Même si la oécessité d'un transfert, fîlt-il temporaire, de pouvoirs semble évidente, les précautions oratoires du premier ministre viseot sans doute à éviter uo

assurer le relais.

rage du président. A couteaux tirés avec le chef du gouvernement, particulièrement sur le dossier tchétchène, le ministre de la défense, Pavel Gratchev, a ainsi déclare qu'il « répondait aux ordres du président ». Le service de presse du Kremlin o'avait « pas d'infarmatian officielle », mais « ne pensait pas que le président ait transféré des pouvoirs, notamment car il se sent mieux ». Bref, comme l'a dit Naîna, la femme de Boris Eltsine, * taut va aussi bien que possible (...). Naus sammes taus dans les mains de Dieu »....

Alors que l'bospitalisation du président fait craindre une recrudescence des intrigues politiques, ootammeot le report ou l'annulatino des élections législatives du 17 décembre, les choses ont semblé se oormaliser sur ce front.

114 % d'inflation depuis le début de l'année

Le taux d'inflation en Russie pour le mois d'octubre s'est étabil à 4,7 %, contre 4,5 % au mois de septembre, a indiqué vendredi 3 novembre, le Comité d'Etat pour les statistiques. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 3,4 %, ceux des produits non alimentaires de S,1 % et ceux des services de 8,9 % par rapport an mois dernier. Depuis le début de l'année, la hausse des prix en Russie a été de 114 %. « La housse des prix va retomber d'ici à la fin de l'année à 4.3 % ou moins », avait estimé, lundi, le ministre de l'écocomie, Evgueni Yassine. Selon le ministre, le taux d'inflation mensuel atrendo pour 1995 « sera de 3 points de plus que prevu ». Le gouvernement avait prévu pour la fin de l'année un tanx mensuel d'inflation de 1 à

même si beaucoup de responsables demandent le changement de la loi électorale, ou n'a excluent pas » une annulation, alors que la campagne a officiellement commencé. La Cour suprême a ainsi ordonné, vendredi, à la commissioo électorale de revenir sur l'interdiction d'enregistrer le mouvement nationaliste Derjava de l'opposant Alexandre Routskoï.

La Cour devait trancher, samedi,

sur le recours déposé par le parti bbéral labloko, dont l'interdiction avait déclenché une levée de boucliers: les partis démocratiques menaçaieot d'un boycottage, d'autres déonnçaieot «une farce ». Le parti labloko, du présideotiable Gregori lavlinski, devrait donc être autorisé à participer aux élections, car c'est maintenant au tour de la commission électorale de se retrouver sur la sellette. labloko a ainsi présenté un témoignage devant la Cour qui, selon M. lavlinski, « prouve les tentatives de la cammissian électorale de falsifier les dacuments et met en questian toute l'activité de la commission ». Paradinalement, même si tous les partis exclus du scrutin sont réintégrés, la crédibilité des élections législatives semble donc déjà atteinte. Qui pourra, en effet, croire à des résultats prononcés par une commission électorale discrédi-

Jean-Baptiste Naudet

L'accord de paix en Bosnie lié à la mise à l'écart des criminels de guerre

LE TRIBUNAL pénal international pour «preuves formelles» qui lieraient le président l'ex-Ynugoslavie (TPI) a appelé les Etats-Unis, serbe Slobodan Milosevic à ces exactions.

Bosnie a, une nouvelle fuis, démenti, vendre-di, la mise à l'écart de ses chefs civils et milidan de naix en Bosnie. Ce souhait du TPI installé par les Nations unies à La Have, est. contenu dans une lettre dn procureur Richard Goldstooe à l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, selon le New York Times. Le département d'État américain a confirmé avoir reçu cette demande.

- C'étuit notre intention depuis le début », a commenté le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns. Le secrétaire d'Etat adinint aux droits de l'homme, John Shattuck, devait quitter samedi la base aérienne de Dayton, nu se déroulent les pourparlers de paix, pour se rendre en Bosnie afin de continuer à enquêter sur les accusations concernant les exactioos commises par les mílices serbes contre des civils musulmans. M. Shattuck a répété que les Etats-Unis n'avaient pas de

vendredi 3 novembre, à faire du jugement des L'Union européenne a, pour sa part, affirmé taires, en niant que des «prépatatifs pour leur remplacement » alent commencé à Pale, lequel le chef des Serves bosniaques, Radovan Karadzic, et son chef-d'état-major, Rakto Mladic, doivent abandonner leurs fonctions dans le cadre d'un éventuel accord de paix. « Il est difficile d'imaginer que des programmes d'assistance soient menés dans les territaires serbes si ceux-ci sont toujours dirigés par des persannes identifiées comme des criminels de guerre », a précisé Nico Wegter, porte-parole du commissaire en charge de l'Europe de l'Est.

> UN JOURNALISTE TOWOURS DÉTENU Le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a

affirmé que les soldats américains oe participeraient pas à une mission de l'OTAN pour appliquer un éventuel accord de paix en Bosnie si MM. Karadzic et Mladic conservaient leurs postes. Le « gouvernement » serbe de

di, la mise à l'écart de ses chefs civils et milicomme l'agence yougoslave indépendante Beta l'avait amoncé.

Les Etats-Unis ont d'autre part demandé, vendredi, « la libération immédiate » de David Robde, le journaliste américain du quotidien Christian Science Manitar déteou en Bosnie. Les Serbes de Bosnie ont confirmé qu'ils détenaient le journaliste; ils l'accusent de s'être introduit «illégalement » eo « République serbe ». David Robde était porté disparu depuis samedi. Il avait quitté Sarajevo seul à bord d'une voiture de locatico à destination de Srebrenica, une des enclaves musulmanes de Bosnie orientale tombée aux mains des Serbes de Bosnie. Washington avait demandé en vain pendant cinq jours des informations à son sujet aux dirigeants de Pale.- (AFP, Reu-

L'Argentine extrade l'ancien nazi Erich Priebke vers l'Italie

Il avait participé au massacre des fosses Ardéatines

BUENOS AIRES

de notre carrespondante L'aocieo officier nazi Ericb Priebke (quatre-vingt-deux ans). réfugié en Argentine depuis près d'un demi-siècle, sera extradé vers l'Italie, où il sera jugé pour sa participation au massacre des fosses Ardéatines, à Rome, en 1944. Les nazis avalent fusillé sommairement 335 civils italiens, doot 70 juifs, en représailles à un atten-

tat qui avait fait 32 morts. La Cour suprême de justice argentioe a donné soo avis favorable le 2 novembre à la demande d'extradition présentée il y a un an par l'Italie, estimant que les accusations contre Priebke relevaient de · crimes cantre l'humanité ». Eo août dernier, la Cour fédérale avait, priur sa part, rejeté la requête, jugeant qu'il y avait prescription. A soo tnur, le gouvernement allemand avait alors présenté une demande d'extradition.

Après avoir été retrouvé par une chaine de télévision américaine en mai 1994, l'ancien capitaine de la Gestapo avait été arrêté à San Carlos de Barlinche, la grande statinn touristique de Patagonie (1 450 kilomètres au sud de Bueoos Aires). Il avait été placé sous arrêt domiciliaire, pour problémes de santé, dans une élégante clinique dont il est propriétaire. Priebke, qui avait trouvé refuge en 1948 eo Argentine avec sa femme et ses deux fils, était devenu un notable à Bariloche. Il était le président de l'Association culturelle germano-argentine et le directeur d'un collège renommé. L'ancieo officier nazi avait reconnu avoir participé au massacre des finsses Ardéatioes. « J'ai tué. Mais comment pauvais-ic jaire outrement? », avait-il déclaré à la télévisioo, en affirmant qu'il avait obéi à des ordres de ses supérieurs.

Daos uo autre entretien, finanút, avec la télévision italienne, Priebke avait affirmé qu'il avait voyagé sans problèmes, et à plusieurs reprises, en Allemagne, en Italie et aux Etats-Unis, muni de son passeport allemand et sous sa véritable identité. Il avait également fait allusioo à l'aide qu'auraient apportée la Croix-Rouge et le Vatican aux criminels de guerre pour s'enfuir vers l'Amérique la-

Bras droit de Herbert Kappier, le chef de la Gestapo en Italie, Priebke avait été arrêté après la guerre. mais avait réussi à s'enfuir. Eo Ar-

geotine, il béoéficia, comme des centalnes d'autres nazis, de la protection du gouvernement du général Péroo. Sa présence à Bariloche avait été signalée dès 1989 par Simon Wiesenthal, le chasseur de na-

Au total, une quinzaine de hauts responsables oazis auraient trouvé refuge en Argentine après la chute du Ille Reich. Uo des plus recherchés, mais sans succès, fut Martin Bormann, qui serait arrivé à bord d'un sous-marin transportant le fameux « trésor nazi ». Adolf Eicbmann vécut de oombreuses années en Argeotine avaot d'être enlevé, en 1960, par un commando israélien dans la banlieue de Buenos Aires. Conduit à Jérusalem, il fut jugé et exécuté. Josef Mengele, - l'ange de la mort », responsable d'expérimentations sur des étres humains à Auschwitz, était arrivé en 1949 à Bueoos Aires, mais avait préféré s'enfuir au Paraguay après l'enlèvement d'Eichmann. Il serait mort au Brésil en 1979, à l'âge de

soixante-huit ans. Récemment, un rapport d'Interpol avait indiqué que Alnis Brunner (quatre-vingt-trois ans) pourrait se trouver dans le oord-est de l'Argentioe, près de la frontière avec le Brésil et le Paraguay. Mais le ministère argentio de l'intérieur avait indiqué que ses recherches avaieot été vaines.

Avaot Priebke, l'Argeotine n'avait accepté qu'une seule fuis d'extrader un criminel de guerre. En 1990, la Cour suprême avait au-torisé, après dix-sept ans de négoclatinos, l'extraditino de Josef Schwammpberger, ancien officier SS accusé d'avnir assassioé 5 000 juifs polonais.

Christine Legrand

· Le ministère public de l'Audience pationale (la plus haute instance péoale espagnole) s'est apposé, veodredi 3 novembre, à l'extraditioo du nazi autrichieo Gerd Honsik, résidant en Espagne et condamné dans son pays à dixhuit mois de prison pour un « delit d'activités national-socialistes ». Honsik, ågé de cinquante-quatre ans, est l'auteur d'ouvrages niant l'existence de l'holocauste juif et des chambres à gaz. Madrid s'est oppose à son extradition pour des « raisans techniques », notamment du fait de l'absence de délit similaire en Espagne. - (AFP).

Le respect des droits de l'homme, « élément essentiel » des relations de l'Europe avec ses anciennes colonies

PORT-LOUIS (ile Maurice) de notre envoyé spécial

La coopération eurafricaine se politise: conclue pour dix ans en 1989, avec une clause de mise à jour à mi-parcours, la convention de Lomé IV - dont les ministres des Quinze ainsi que leurs collègues des soixante-dix pays parteoaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) devaient signer, samedi 4 novembre à l'île Maurice, la version révisée - recoooait désormais comme un « élément essentiel » de la relation préférentielle établie depuis vingt ans entre l'Europe et ses anciennes colonies le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit ou encore la bonne gestion des affaires publiques. A l'avenir, l'Union européenne

(UE) pourra légalement, en s'appuyant sur des procédures inscrites dans la convention, sancdécives tionner des particuliérement graves, aotrement dit limiter, voire complètement suspendre l'aide financière qu'elle accorde à chacun des pays ACP. Cependant l'Idée sous-jacente, du côté de l'UE, est certainement moins de jouer les gendarmes que de faciliter des évolutions qui oe s'opèrent encore qu'imparfaitement, de promuuvoir ces valeurs démocratiques auxquelles elle est attachée. C'est pourquoi elle affectera un magot de 80 millions d'écus à inciter à la réforme des institutions politiques et des administrations.

comme l'un des terrains de prédilection de la lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest, la Communauté s'était montrée peu sourcilleuse en matière de droits de l'homme. Mieux valaient des tyrans fidèles que des démocrates contestataires I L'Europe a maintenu son aide au colonel Mengistu, le dictateur éthiopieo, plutôt que de le laisser en tête-à-tête avec ses amis

Depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de la rivalité Est-Ouest, I'UE s'est progressivemeot montrée plus regardante avant d'accorder soo aide.

Lomé IV considérait les droits de l'homme comme un objectif de la convention, mais restait muette sur les moyens pratiques de le prendre en compte. C'est cette lacune que comble la version révisée. L'acceut ainsi placé sur l'Etat de droit et la bonne gestino répond à une évidente oécessité, compte tenu des désordres que compaissent l'Afrique et, dans une moindre mesore, les Caraïbes. « Dans une quinzaine de pays ACP, l'aide eurapéenne au dévelappement a du être réduite ou stoppée. Avec trois de nos plus importants partenaires, le Nigéria, le Zaire et le Soudan, la coopération ne marche pas. 30% à 40% de la population des pays ACP est victime de cette situotion », oote Philippe Soubestre, directeur général adjoint à la Commission européenne, chargé Au temps de la guerre froide, du Fonds eurnpéen de développe-alors que l'Airique apparaissait ment (FED). La liste des pays ACP

ravagés par la guerre ou soumis à au Togo, ferait certainement fron-de fortes tensions politiques n'en cer les sourcils à Paris, voire à de fortes tensions politiques n'en finit pas de s'allonger. La Somalie, le Soudan, le Libéria ne font pratiquement plus partie de la Convention de Lomé. C'est seulement une aide très ralentie que l'UE peut fournir à la Gambie et à la Sierra-Leone. Conséquence des traumatismes passés, la situation

Bonn La Commissioo de Bruxelles a le souci de se montrer mobile, d'accompagner les évolutions, de trouver des solutions adaptées à chaque cas. L'aide à Halti, interrompue après le coup d'Etat militaire, a été rétablie après le retour demeure difficile eo Angola, au du président Aristide. Au Zaire,

De Lomé I à Lomé IV

La convention de Lomé I a éré signée, le 28 février 1975, cotre l'Eorope des Neuf et quarante-six pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (ACP). Elle élargissait la convention de Yaoundé qui liait, depuis 1963, la CEE à dix-hult pays africains francophones. Cet accord « historique » prévoyait un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des produits de base des pays signataires (le Stabex), la libre entrée des produits exportés par les pays ACP sur les marchés de la CEE, et une importante aide financière. Cette conventioo a été renouvelée eo octobre 1979 (Lomé II), en décembre 1984 (Lomé III) et en décembre 1989 (Lomé IV).

les cas douloureux do Rwanda et du Burundi.

Sous l'influence des Etats membres, la commission est parfois contrainte d'adopter des positions plus ambigues qu'elle ne le souhaiterait : malgré la dictature militaire, le conseil des ministres oe hi a jamais donné le feu vert pour suspendre complètement l'aide au géant nigérlan; elle continue donc à y financer des projets de lutte contre la panvreté. S'interroger sur l'opportunité d'aider comme par le passé le régime maintenu, ce qui n'est

Mozambique, sans même évoquer bien que la situatioo reste chaotique, reodant impossible le fonctionnement normal de la coopération, elle a donné son feu vert à un programme de rébabilitation de 90 millions d'écus - renforcement des infrastructures dans les zones eovahies par les réfugiés et lutte contre la pauvreré - à la condition qu'elle le gère directement avec les ONG, sans intervention gouvernementale. Le président Mobutu n'inspire qu'une confiance limi-

d'assainissement économique maintenu, ce qui n'est qu'à moitié

Bruxelles, où l'on dénonce comme anachrooique l'afro-pessimisme eocore ambiant. « Dans deux grandes zanes d'Afrique. on voit apparaître des signes de reprise caractérisée. En Afrique australe, au la meilleure insertian de l'Afrique du Sud dans l'econamie regianale iaue camme un facteur de dynamisation décisif, mais aussi en Afrique de l'Ouest où, grace à la dévaluation reussie du franc CFA, grace aussi ou redressement des prix des matières premières (café, cacao, cotan), la situatian s'améliare, notamment en Côte-d'Ivaire et cela, maigre la tache sombre du Libéria ou les incertitudes du Nigéria », souligne M. Soubestre, faisant état d'un « optimisme roisanné ».

EFFORT MAINTENU

Grace à la France qui, tout au long du semestre passé, a ferraillé dur avec l'Allemagoe et le Ruyaume-Uni, lesquels vuulaient réduire leurs contribution, l'UE continuera de disposer de moyens importants pour mettre en œuvre sa politique d'alde au développement des pays ACP. Les crédits affectés au 8 FED, qui couvrira la période 1996-2000, se situeront, en termes réels, c'est-à-dire compte tenu de l'inflation, au même niveau que ceux du 7º FED: 13,127 milliards d'écus (83 milliards de francs) au lieu de 10,8 miliards (68 milliards de francs) pour la Malgré ces zances sambres, le période quinquennale précédente. processus de democratisation et l'effort communautaire est donc

qu'entend soutenir l'Europe est satisfaisant puisque dans l'interbel et bien eo cours, assure-t-oo à valle l'UE est passée de douze à valle l'UE est passée de douze à

quinze membres... La convention révisée prévoit des dispositions pour éviter les gaspillages: ainsi les programmes indicatifs qui sont coaclus avec chacun des pays ACP et où sont décrits les secteurs devant bénéficier des subventions du FED seront revus en cours de parcours. Si leur exécution laisse à désirer, une partie des crédits qui leur étaient initialement réservés pourra être réorieotée vers des pays ACP plus performants.

Ce souci de perfectionner uo outil familier, mais parfois vieillissant, touche aussi la coopération commerciale. Les ACP se plaignent de voir les préférences tarifaires dont ils béoéficiaient pour exporter vers l'Europe sérieusement écornées, notamment à cause des réductions de droits de douane décidées dans le cadre du GATT remplacé par IOMC. L'UE, sensible à l'argument, s'est engagée à aider les entreprises des pays ACP à retrouver le chemin de la compétitivité. Elle plaidera pour une libéralisation de la production et, plus géoéralement, soutiendra le développement du secteur privé. Les ACP unt aussi ubtenu un meilleur accès pour leurs exportations de produits agricoles. Enfin, iogredieot désurmais ubligatoire de tout accord conclu par l'Europe, les deux parties donneront une ampleur accrue à leur dialingue politique...

Philippe Lemaitre

L'hostilité à la politique nucléaire française est le facteur d'unité le plus puissant du Pacifique sud

Les liens économiques entre les seize Etats du Forum demeurent très ténus

PORT-MORESBY

Le Pacifique sud est certainement la région du monde ou la poursuite des essais nucléaires géographie, ainsi que certaines perceptions déterminants entre les seize Etats du Forum, monde ou la poursuite des essais nucléaires culturelles, expliquent pour une bonne part cet çaise tend à y devenir le principal ciment.

(Papouasie-Nouvelle-Guinée) de notre envoyé spéciol Le troisième tir nucléaire, à Mururoa, a provoqué l'émoi, entre

autres, des pays de l'« Océonie », amourd'hui réunis dans le Forum du Pacifique sud (FPS). Déjà le FPS a décidé de ne plus compter la Fraoce, jusqu'à nouvel ordre, comme un de ses « partenoires de diologue ». Né en 1971, le Forum compte à présent seize membres et rassemble 27 millions d'babitants. Rapprochés, seloo le mot du premier ministre australien Paul Keating (le Monde du 28 juin), par leurs « liens motériels et spirituels profonds » avec le grand océan, les Etats du FPS n'en composent pas moins un ensemble disparate. D'évidence plus égale que les

autres est l'Australie, le plus vaste, le plus peuplé, le plus riche des seize. La prééminence de Canberra se mesure, entre autres, à l'aide qu'elle accorde à la région: 400 millions de dollars l'an. C'est là un facteur décisif dans une zone dont les économies sont, pour la plupart, en déséquilibre. Précieuse est aussi la coopération de la Nouveile-Zélande, l'autre « Etat pâle » du Pacifique sud : pour avoir plus tot et mieux que l'Australie apporté des réponses à son problème indigène (les Maoris), et aussi parce qu'il a eu, depuis dix ans, une attitude plus consistante eovers le nucléaire, ce pays, plus modeste, est perçu de manière plus fraternelle.

Les quatorze pays « non blancs » dn FPS sont tout aussi divers entre eux. Avec un territoire treize fols plus vaste que celui des autres archipels du FPS réunis, avec ses richesses potentielles ou en exploitation (or et cuivre...), la Papouasle-Nouvelle-Guinée (PNG) dépasse de beaucoup ces partenaires. Colonie australienne jusqu'en 1975, elle demeure un destinataire privilégié de l'alde de l'ex-métropole - elle en reçoit les trois quarts -, contrepartie de la position qu'y a maintenue Can**вента.**

«flottille »: les Fidji. Ce pays n'est pas sorti d'une crise constitutioonelle née du coup d'Etat de 1987 - fomenté par le colonel (devenu général) Sitivenl Rabuka, au-Jourd'hui premier ministre. Sa réussite n'est pas moins réelle. L'archipel a ainsi réussi à diversifier une économie longtemps fon-



dée sur la canne à sucre, créant notamment une florissante industrie du vêtement. Son tourisme s'est aussi développé, grâce à son aéroport, Nadi, bien situé au centre du Pacifique sud, tout comme son port de Suva, la capitale. Cette position lui vaut aussi d'accueillir diverses institutions régionales, dont le secrétariat du FPS. Fidji est un peo le « grand frère » des autres insulaires, avec les ambiguités de cette position.

Parmi les Etats de rang moyen (de 350 000 à 100 000 habitants) figurent trois pays mélanésiens : les Salomon, surtout riches de leurs forets, sauvagement déboisées, et dont le premier ministre s'adonne aux affaires et au jazz avec plus d'assiduité, dit-on, qu'à la politique; les Samoa occidentales. plus dotées en hommes qu'en ressources; et le Vanuatu, ex-condominium franco-britannique, qui jouit de productions diversifiées et s'ouvre au tourisme. Dans cette catégorie entrent aussi les Tonga, polynésiennes, qui ont vu leur économie récemment dopée par de massives exportations de... elles étalent jusqu'icl surtout connues comme destination tou-

Souvent dépendants pour leur survie de maigres cultures vivrières et d'une modeste pêche côtière, viennent enfin les buit micro-Etats du FPS (moins de 100 000 habitants). Ils ont pour

unique exportation le coprah, et le tourisme pour seule activité en développement - ainsi que, pour certains, la distribution de droits de pêche, au thon principalement. Avec quelques singularités améliorant l'ordinaire : la base américaine des Marsball ou... les timbres à Tuyahı.

Ces minuscules Etats sont, pour la plupart, encore dépendants de leur « ex »-pays de tirtelle pour la défense et les affaires étrangères : les Etats-Unis pour les Micronésiens (Palau, la Fédérations des Etats de Micronésie et les Marshall); la Nouvelle-Zélande pour Cook et Niue. Seuls trois de ces « tout-petits » naviguent sans protecteur officiel: outre Tuvalu (ex-Ellice), les Kiribati (ex-Gilbert) et Nauru, laquelle compte une majorité d'Australiens, et a vu sa population enrichie par l'exploitation de phosphates.

REGAGNER LA CONFLANCE

Le général Rabuka a défendu, lors du dernier sommet du FPS, en septembre, en PNG, une thèse lconoclaste: il a dit à ses partecourges vers le Japon. Dirigées par naires - Nouvelle-Zélande et Ausune des ultimes monarchles tralie étant bien sur exclues du ralplus vivre longtemps avec des économies protégées et aidées, et que l'avenir consiste pour eux à s'intégrer, avec précaution, dans le plus vaste ensemble Asie-Pacifique, groupé au sein de ce Forum à dix-buit qu'est la Coopération Asle-Pacifique (APEC, avec notamment les Etats-Unis, le Japon,

la Chine, etc.). Une telle évolution obligerait pourtant la plupart des membres do FPS à de profondes adaptations, ce dont la première conséquence serait une chute du niveau de vie de leur population, dans l'ensemble très supérieur à celui des autres pays en développement.

Pour la plupart de ces Etats, l'émigration - vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis procure d'importantes rentrées de fonds. Et aussi l'aide étrangère, dont les principaux bailleurs, outre Canherra et Wellington, sont la France, le Japon, et les Etats-Unis. La Chine anssi s'intéresse au Pacifique sud, et certains Etats la courtisent, comme ils le faisaient avec l'URSS, avec l'espoir de provoquer un surcroît de coopération des Occidentaux.

Outre la certitude d'appartenir à un ensemble magique - ces 31 miltions de kilomètres carrés d'océan qui ont façonné les mentalités des Polynésiens, des Microoésiens et des Mélanésiens-, le ciment le plus évident du FPS est une opposition ancienne et tenace à divers aspects de la politique française dans la région. Sont visés non seulement les essais nucléaires - on glisse sur le fait que des Etats (les Marshall, les Tonga) sont prêts à créer des dépôts de déchets, y compris nucléaires, afin d'en tirer des royolties -, mais aussi le « néocoloniolisme » reproché à Paris dans ses trois Territoires d'outremer (TOM), singuliérement en Nouvelle-Calédonie, où la situation est jugée par le Forum « virtucliement explosive », comme approche le référendum de 1998.

L'objectif du FPS, au moins du plus influent de ses membres, l'Australie, serait-il alors de bouter la France hors du Pacifique? Cette conviction exprimée par le président Chirac est lci tenue pour absurde, notamment parce que l'aide de Paris est jugée indispensable. Mais il est certain que le dommage créé dans les opinions par la reprise des essais est abyssal. « Il faudra quinze ans, juge Hequi publie le mensuel Pacific Report, pour retrouver le capital de confiance qui avait difficilement été gagné ici par Paris entre les accords de Motignon [sur la Nouvelle-Calédonie, 1988) et le moratoire de

Jean-Pierre Clerc

L'épidémie survenue en Inde en 1994 était bien due à la peste pulmonaire

IL Y A UN AN, les autorités indiennes déclaraient l'état d'urgence sanitaire après avoir identifié un foyer épidémique que l'on supposait dil au germe de la peste. dans la région de Surat, à 270 kilomètres au nord de Bombay. L'affaire devait rapidement déclencher un intense mouvement de panique se traduisant notamment par de très lourdes pertes financiéres pour un pays en voie de « décollage » économique.

Rapidement, une question paradoxale se posa : s'agissait-il véritablement de la peste? Les historieos et les épidémiologistes savaient, certes, que les frontières du nord de l'Inde étaient des foyers séculaires de cette maladie hautement contagieuse qui continuait à sévir dans l'ensemble du sons-continent indien jusqu'en 1948. Pour autant, la peste semhlait avoir définitivement disparu de l'inde depuis trente ans et une série d'informations contradictolres firent dire à d'éminents spécialistes que l'épidémie de 1994 n'était eo aucune manière due au bacille découvert par Yersin. Cette hypothèse était renforcée par le fait que personne n'avait réussi à isoler de souches bactériennes.

La vérité, tardive, vient néanmoins d'erre établie. Les conclusions d'une série d'expertises réalisées par trois centres spécialisés collaborant avec l'Organisation mondiale de la santé et basés à

Fort Collins (Etats-Unis), Stavro-pol (Russie) et à l'Institut Pasteur de Paris ne laissent plus place au doute : les microbes isolés à Surat à partir des expectorations de malades correspondent bien à Yersinio pestis, l'agent de la peste de touiours. «L'épidémie survenue à Surat en septembre 1994 était donc bien de lo peste pulmonaire », ex-pliquent ainsi les spécialistes pastoriens dans le dernier numéro du bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé.

Pourquoi aura-t-il fallu attendre

si longtemps pour connaître une vérité microbiologique que l'on sait établir en quelques heures ou en quelques jours dans tous les lahoratoires de hactériologie des pays industrialisés? La question reste posée. Diplomatie ou pas, elle ne doit pas occulter l'essentiel. « Des foyers octifs de peste existent aujourd'hui dans une vingtaine de pays du monde et font choque onnée des victimes, explique le spécialiste de l'Institut Pasteur de Patis. On ne peut exclure qu'un jour ou l'outre un rat infecté ou un ma-lade en période d'incubation n'opporte à nouveau la peste en France. Il faut donc garder cette moladie à l'esprit, mais ne pas oublier non plus que nous disposons octuellement de traitements préventifs et curatifs efficaces. »

Jean-Yves Nau

Le Pérou va pouvoir de nouveau emprunter auprès des banques

endettés d'Amérique latine, va 30 ans de même montant que la pouvoir à nouveau demander des crédits bancaires. Le gouvernement a réussi à condure, à la fin de la semaine dernière, un accord sur l'allégement de sa dette à l'égard des banques commerciales, qu'il avait cessé de rembourser depuis 1984. Du coup, les arriérés approchaient 10 milliards de dollars, en capital et intérêts. En revanche, les Péruviens avaient recommencé, à partir de 1990, à payer les institutions financières internationales et les Etats créanciers. Les banques, notamment la Citibank, chef de file, désiraient que Lima reprenne les versements interrompus, et le Pérou souhaitait retrouver rapidement une capacité d'emprunt. La négociation, commencée en mai, a donc pu se conclure plus vite

Les dispositions sont conformes au plan Brady de réduction des dettes commerciales, lancé en 1989 par le secrétaire américain au Trésor Nicholas Brady, Le Pérou est le dernier pays d'Amérique latine à hénéficier de ce système, inauguré par le Mexique. Comme dans les accords récents signés avec l'Equateur et Panama. les hanques peuvent échanger leurs créances contre trois types d'ohligations, au choix : bous du Trésor à trente ans à intérêt variable, avec une réduction de 45 %

LE PÉROU, un des pays les plus de la valeur sur le capital ; bons à créance initiale, mais à faible intérêt (3 % au départ, 5 % à l'arrivée); enfin bons à vingt ans, avec une période de grace de huit ans.

Le Pérou a bénéficié de deux avantages supplémentaires qui répondent en partie aux espoirs do ministre de l'économie et des finances, Jorge Camet (le Monde du 28 octobre) : celui-ci avait souhaité que les efforts et les performances macro-économiques de son pays soient récompensés. D'une part, les hanques ont accordé une remise sur les intérêts supplémentaires que Lima devait sur ses arriérés de paiement, ce qui a ramené le total des intérêts à 95 % du capital ao lieu de 165 %. D'autre part, le gouvernement péruvien va pouvoir racheter offi-ciellement, par enchéres, l'équi-valent de 1,4 milliard de créances anciennes, ce qu'il avait commencé de faire discrètement. Mais, lorsque la mise an point pratique de l'accord sera achevée, vers mai 1996. Lima devra effectuer un ver-sement forfaitaire de 225 millions de dollars et, à partir de la fin de l'année, remhourser annuellement 230 millions de dollars au départ, et jusqu'à 600 millions au hout d'une quinzaine d'années. C'est le prix à payer pour pouvoir de nouveau emprunter...

G. H.

Un arsenal militaire explose en Argentine

BUENOS AIRES. Une série de violentes explosions dans une usine d'armement a transformé en véritable champ de bataille, vendredi 3 novembre, la ville de Rio Tercero, dans la province de Cordoba, à 700 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires. Le hilan provisolre s'élève à 9 morts, plus de 300 blessés et 10 000 personnes évacuées. Plus de 750 personnes, dont on est sans nouvelles, travaillaient dans cet arsenal. Le président Carlos Menem, qui s'est rendu sur les lieux, a affirmé qu'il s'agissait d'un accident et non pas d'un attentat. La région a été déclarée zone sinistrée et des avions chargés de médicaments ont été envoyés depuis Buenos Aires. - (Cor-

Coups de filet

contre l'extrême gauche espagnole

MADRID. Quinze personnes liées aux Groupes de résistance antifasciste du 1º octobre (Grapo), organisation clandestine d'extrême gauche responsable de quelque 80 assassinats depuis vingt ans, out été arrétées, vendredi 3 novembre. Deux des chefs bistoriques du Grapo, Enrique Cuadra Echeandia et sa compagne Concepcion Gonzalez Rodriguez, ont été interpellés à Barcelone, cinq autres militants à Valence et buit à Cadix, selon la police. Ces arrestations sont liées à l'enlèvement, le 27 juin, d'un industriel de Saragosse, Publio Cordon, qui serait toujours entre les mains de l'organisation, selon l'hypothèse « lo plus sûre » de la police. - (AFP.)

■ AFRIQUE DU SUD : le vice-président Frederik De Klerk, dernier chef d'Etat blanc, se rendra en visite aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en Irlande du 12 au 23 novembre. - (AFP.)

■ SOUDAN : les rebelles sudistes de l'Armée de libération des peuple dn Soudan (SPLA) ont tué 36 rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) lors d'affrontements dans le sud du Soudan, assure le journal gouvernemental ougandais New

■ CUBA: la seconde conférence « La nation et l'émigration », réunissant des représentants du gouvernement et quelque 330 exilés et émigrés résidant dans trente-quatre pays s'est ouverte, vendredi 3 novembre, à La Havane. Cette rencontre doit permettre d'examiner les moyens de normaliser les relations entre les 11 millions de Cubains de l'archipel et les émigrés, installés pour la plupart aux Etats-Unis. - (AFP.)

■ ÉTATS-UNIS : le Sénat a voté, jeudi 2 novembre, une prolongation de trente jours du programme d'assistance aux Palestiniens. La suspension de ce programme avait conduit le département d'Etat à annoncer, jeudi, la fermeture du bureau de l'OLP à Was-

■ QUÉBEC : le premier ministre démissionnaire, Jacques Parizeau, a procédé, vendredí 3 novembre, a un léger remaniement ministériel moins d'une semaine après la courte défaite dn « oui » au référendum sur l'indépendance de la province. Le remaniement a consisté en une redistribution des fonctions ministérielles du vice-premier ministre ainsi que de trois autres membres du gouvernement. - (AFP)

SRI LANKA: les Tigres tamouls ont évacué leurs services administratifs de Jaffna, leur « capitale », au nord de l'île, menacée par l'avance des troupes de Colombo. Cette évacuation a été confirmée, vendredí 3 novembre, par la représentation à Londres du mouvement de libération de l'Eelam tamoul, le LTTE. L'armée sri-lankaise se trouve à 4,5 kilomètres de la ville. - (AFP.)

EUROPE

■ ESPAGNE: la campagne pour les élections régionales en Ca-talogne du 19 novembre s'est officiellement ouverte, vendredi 3 novembre. Le parti nationaliste Convergencia i Unio (CIU), conduite par le président de la Généralité, Jordi Pujol, est le grand favori de ce scrutin. - (AFP.)

■ ESTONIE : le président de la République, Lennart Meri, a approuvé, vendredi 3 novembre, la formation d'un nouveau gonvernement de coalition dirigé par Tilt Vahi. M. Vahi avait démissionné le 11 octobre de ses fonction de chef du gouvernement, après un scandale d'écontes téléphoniques, mais le président et le Parlement lui avaient renouvelé leur confiance. - (AFP.)

■ TURQUIE: vingt-six personnes condamnées pour « propagande séparatiste », conformément à l'article 8 de la loi antiterroriste, ont été libérées, vendredi 3 novembre, après l'adoption d'un amendement à cet article, la semaine dernière, par le Parlement. De nouvelles libérations pourraient intervenir dans les jours

ÉCONOMIE

■ MEXIQUE : le peso mexicain est tombé, vendredi 3 novembre, à son plus bas niveau depuis buit mois face au dollar américain. Il s'échangeait en clôture à 7,37 pesos pour 1 dollar.

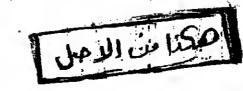
■ OMC: Mickey Kantor, représentant américain pour le commerce, a déclaré vendredi 3 novembre que les Etats-Unis continueraient de s'opposer à l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) aussi longtemps que Pékin ne fera pas des « progrès réels » dans l'application de ses accords commerciaux hilatéraux avec Washington, et qu'il n'oovrira pas son marché. - (AFP.)

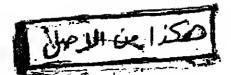
■ ALLEMAGNE: les dépenses de l'Etat fédéral pour l'aide aux chômeurs de longue durée vont être réduites de 3,4 milliards de deutschemarks (11 milliards de francs) à partir du 1° avril 1996, vient de décider le gouvernement. - (Corresp).

■ La production industrielle a diminué de 1,9 % en septembre par rapport à août après correction des variations saisonnières. Sur un an (septembre 1995 comparé à septembre 1994), la baisse

L'économie américaine continue de créer des emplois

WASHINGTON. Le taux de chômage a baissé en octobre, revenant à 5,5 % de la population active contre 5,6 % en septembre. L'économie américaine a créé 116 000 emplois nets le mois dernier, après 50 000 en septembre. Les chiffres de l'emploi reflètent assez hleo l'évolution de la conjoncture qui s'est nettement tassée au premier semestre, avant de repartir vivement au troisière tri-mestre, à un rythme annuel de 4,2 %. En fait, Il semble que les chiffres de l'activité entre juillet et septembre ont corrigé ce que pouvait avoir d'excessif le ralentissement, causé par un déstockage important, enregistré au cours de la première moitié de l'an-





FRANCE LE MONDE / DIMANCHE 5 - LUNDI 6 NOVEMBRE 1995

DÉFICIT Le gouvernement envi-sage de confier à un nouveau fonds l'ensemble des dettes de la Sécurité sociale. Le Fonds de solidarité vieillesse réaliserait ainsi une économie

de 12 milliards de francs et, en échange, prendrait en charge la part de l'Etat dans le financement de l'allocation autonomie. • LA CSG devralt être augmentée d'environ

0,5 point, une partie de la recette ment envisagées par Matignon. ainsi dégagée permettant de financer cette promesse chiraquienne. DES ORDONNANCES pour réformer la Sécurité sociale sont sérieuse-

Après le débat parlementaire sur la protection sociale, le gouvernement devrait donc demander au Parlement de lui transmettre ses pouvoirs législatifs. • LES CRÉDITS accordes aux différents ministères par la loi de finances pour 1995 seraient réduits de 20 milliards de francs dans le collectif de fin d'année

La hausse de la CSG servira aussi à financer l'allocation autonomie

Le gouvernement envisage de relever d'environ 0,5 point la contribution sociale généralisée pour combler partiellement le déficit de la Sécurité sociale, mais aussi afin de permettre la réalisation d'une promesse de M. Chirac

L'ANNONCE en a été si souvent faite que cela ne fait plus aucun doute : les contribuables seront de nouveau appelés à la rescousse, vraisemblablement des le 1º janvier prochain, pour combler les déficits abyssaux de la Sécurité sociale. Mais un effort de quel montant ? Et est-il certain qu'il ne s'agira bien que de renflouer les comptes sociaux ? En réalité, Matignon travaille confidentiellement à un dispositif qui pourrait lui permettre de faire d'une pierre deux coups : obtenir un relèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) en expliquant qu'il servira à limiter ces déficits, alors qu'il pourrait aussi être utilisé pour financer la création de l'allocation d'autonomie, promesse chiraquienne en faveur des personnes agées dépendantes, pour laquelle aucun crédit n'a encore été trouvé.

Pour comprendre le tour de passe-passe auquel on travaille dans les sommets du pouvnir, il faut avoir à l'esprit que le gouvernement doit résoudre deux problèmes. D'abord, il lui faut trouver un moyen de financer les 119,2 milliards de francs de déficit cumulé de la Sécurité sociale qui sera constaté à la fin de 1995, soit 54,S milliards en 1994 et 64,4 milllards en 1995. En second lieu, il s'est engagé à réduire de moitlé le déficit prévisible pour 1996, c'està-dire à le ramener aux alentours de 30 milliards. Pour résoudre cette équation, on laissait entendre, jusqu'à présent, que différentes pistes, en apparence très rigoureuses, étaient à l'étnde : création d'un fonds spécial pour

gérer le déficit cumulé, relèvement ser l'Etat qui a repris sur sa dette, de la CSG (dont le taux actuel est an 31 décembre 1993, les 110 milde 2,4 %), bausse de la cotisation vieillesse, instauration d'une franchise sur chaque feuille de soins,

Au fil des réunions interministérielles, ce plan a pris forme. Il est maintenant acquis que la hausse de la CSG, éventuellement élargie aux revenus qui en sont exonérés actuellement, ne devrait guère ailer au-delà de 0,5 point et, dans tous les cas de figure, ne devrait pas atteindre 1 point. Les sommes ainsi engrangées devraient servir uniquement à financer le fonds spécial qui gérera le déficit cumulé. On devine l'intérêt de cette affectation: elle permettra de souligner que, si les contribuables sont appelés à la rescousse, c'est parce que la gestion des années antérieures a été « cnlamiteuse ». D'autre part, la hausse de la cotisation vieillesse pourrait atteindre 0,8 point. L'arbitrage sur la franchise - 5 francs ou 10 francs snr chaque feuille de soins - n'est toutefois pas encore

Dans ce schéma, il y a une question qui intrigue ; pourquoi le gouvernement envisage-t-il de créer une structure nouvelle - une structure de « cantonnement », selon le vocable des experts - pour gérer le déficit cumulé à fin 1995 de la Sécurité sociale ? On pourrait penser que c'est inutile puisqu'il existe déjà un organisme ad hoc, le Fonds de solidarité vieillesse (FSV). Institué par la loi du 22 juillet 1993, ce fonds a deux missions : financer les avantages vieillesse qui n'ont pas donné lieu à des cotisations et rembour-

liards de déficit cumulé de la « Sécu » des années 1991, 1992 et 1993. Pour faire face à ces dépenses, qui dans le cas de la reprise de la dette atteindront 12 milliards de francs à partir de 1996, le FSV dispose de deux recettes : l'essentiel des droits sur les alcools et les boissons non alcoolisées, ainsi que la majoration de 1,3 point de la CSG instituée au 1" juillet 1993.

Le FSV aurait donc pu, de nouveau, prendre en charge le remboursement du déficit cumulé des années 1994 et 1995. Or ce n'est pas ce schéma qui est à l'étude. Plus Intrigant encore, le gouvernement envisage de faire reprendre par ce fonds de « défaisance » l'intégralité des déficits de la Sécurité sociale, soit les 110 milliards enregistrés à la fin 1993 et les quelque 120 milliards attendus pour la fin 1995, soit 230 milliards de francs au total. Le récent « Rapport du gouvernement au Parlement sur la protection sociale » l'avouait à mi-mot :

«Aussi, y est-il écrit, un traitement

que cette charge snit clairement identifiée, couverte et étalée dans le temps. Aucume ressource suffisante ne pouvant être dégngée n cnurt terme, une recette muvelle devra y ètre affectée, pour couvrir le remboursement en capital et intérets de In dette de 230 milliards de francs. » Ouel serait l'intérêt de ce dispo-

sitif? 5i le FSV se voit, de la sorte, retirer la charge de 12 milliards de francs qu'il doit rembourser tous les ans à l'Etat, à partir de 1996, mais garde l'intégralité de ses ren-trées fiscales, il bénéficiera d'un excédent d'un même montant. C'est toute l'astuce du système : ces 12 milliards pourraient ainsi servir à financer l'allocation d'autonomie. Autrement dit, sous couvert d'un plan de rigueur, le gnuvernement mettrait en œuvre un dispositif beaucoup moins vertueux qu'il n'y paraît,

La décision n'a pas encore été prise, mais elle est sérieusement envisagée. Le premier ministre a en effet reçu, jeudi 26 octobre, les présidents et rapporteurs des commissions du Sénat pour débattre avec eux de cette prestation

tien, le président de la commission des finances, Christian Poncelet (RPR, Vosges) s'est dit « rnssure » sur le financement de la réforme dont le coût est évalué à 20 milbards par an. M. Juppé a, en effet, confirmé à ses interlocuteurs (Le Mnnde du 28 octobre) qu'en plus des 9 milliards apportés par les départements, le FSV pourrait être aliégé des remboursements de la dette de la « Sécu » pour apporter le complément, soit... 12 milliards

de francs! Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce schéma est astucieux. Il l'est d'ailleurs d'autant plus qu'il permet aussi de diminuer l'effort à faire pour réduire le déficit courant de la 5écurité sociale en 1996. Car. si la structure de cantonnement absorbe la dette de la Sécurité sociale, le régime général se trouverait du même coup débarrassé de 8,2 milliards de frais financiers pour 1996. Autrement dit, l'effort d'économies pour l'an prochain serait non pas, comme on le pensait, d'une trentaine de milliards de francs mais à peine de plus de

Il y a, cependant, plusieurs revers à la médaille. D'abord l'Etat peut-il rétrocéder à une structure extérieure une partie de sa dette, c'està-dire les 110 milliards de déficit de la fin 1993 ? Si la décision est prise, elle pourrait être, selon des experts, cassée par le Conseil constitutionnel, car la dette de l'Etat est un ensemble dont aucune partie ne peut être identifiée.

De plus, le gouvernement s'exposerait à de vives controverses, car, complexe du point de vue technique, l'affaire, politiquement, peut se résumer de manière très simple : en usant de cette astuce, le gouvernement créerait, quoi qu'il en dise, une recette nouvelle pour financer une dépense supplémentaire. Or c'est précisément l'une des critiques majeures que lui adressent l'aile la plus libérale de sa majorité, comme les marchés financiers : dépenser trop et, à cette fin, pousser les prélèvements obligatoires à des niveaux historiques. Au sein même du gouvernement, des voix se sont élevées pour recommander un autre arbitrage.

Laurent Mauduit

M. Arthuis veut réduire les droits de succession

Le ministre des finances, Jean Arthuls, a affirmé devant la commission des affaires économiques du Sénat qu'il fallait « réduire le niveau des droits de mutation en France, et particulièrement des droits de succession », qui sont, selon lui, supérieurs de près « de dix points par rapport aux pays voisins ». L'annonce risque de provoquer des controverses, car s'il est exact que certains pays, tel l'Allemagne, ont des fiscalités sur les successions très faibles, c'est parce qu'ils disposent souvent, en contrepartie, d'un véritable impôt sur le capital, ce qui tr'est pas le cas en France.

Le gouvernement prévoit d'annuler 20 milliards de francs de crédits en 1995

APRÈS que Jacques Chirac eut armonce que la réduction des déficits serait désormais la priorité de sa politique, le gouvernement entend apporter la preuve qu'il va taire diligence pour mettre er œuvre l'engagement présidentiel. Le projet de loi de finances rectificative pour 1995, qui devrait être examiné mercredi 15 novembre par le conseil des ministres, en apportera la preuve : les annulations de cré-

dits devraient approcher 20 milliards de francs, dont 5,5 milliards pour la défense, soit le double de ce qui avait été annoncé. Le ministère des finances refuse d'en apporter la confirmation.

Devant la commission des affaires économiques du Sénat, Jean Arthuis a simplement indiqué, jeudi 2 novembre, qu'aucun « ministère ne sera éparené ».

Si le gouvernement est obligé de revoir ces crédits à la baisse, c'est que la croissance s'essouffle et que les rentrées fiscales sont moinares que prévu. Par rapport à la loi de finances initiale pour 1995, les moins-values pourraient approcher 35 milliards de francs. Le gouvernement doit donc durcir son plan d'annulation de crédits. Les sommes qui manquent pour que le déficit ne dérape pas seront apportées par des crédits reportés de l'année précédente et des ponctions sur les trésoreries de certains orga-

nismes, comme la Caisse des dépôts. Le débat autour du ralentissement économique a provoqué des tensions entre le ministère des finances et le Sénat. La commission des affaires économiques de cette assemblée a publié, vendredi, un communiqué faisant état des propos que, selon elle, M. Arthuis au-

CONFIDENCE

Celui-cl aurait confié que « la croissance pourrait n'être que de 2,5 % en 1996 au lieu de 2,8 % » tout en précisant qu'« un mfléchissement de l'ordre de 0,3 % ne devrait pas être de nature à modifier les prévi-

sions de rentrees fiscules ». Le ministre conteste cette relation des faits qui intervient malencontreusement en pleine discussion budgétaire. Il se serait borné, dit-il, à rappeler que le budget a été construit sur une hypothèse de croissance de 2,8 %, alors que la movenne des instituts est de 2,5 %, mais il n'aurait pas revu à la baisse

la prévision de croissance officielle. D'une version à l'autre, la différence est minime, mais elle souligne la difficulté à laquelle le gouvernement se trouve confronté. Qu'adviendra-t-il si l'activité continuait de fléchir, au point de ne pas dépasser 2 % ?

O. B. et L. M.

M. Juppé est tenté de légiférer par ordonnances

« NOTRE TENDANCE est d'aller dans la voie des ordnnnnnces. » On ne cache pas à l'hôtel Matignon qu'il faut aller vite et fort dans la réforme du financement de la « Sécu », des après le débat parlementaire sur la protection sociale qui s'ouvrira le 13 novembre à l'Assemblée nationale. Pour y parvenir, Alain Juppé ne serait pas hostile à l'utilisation des ordonnances dans la foulée du vote de confiance qu'il réclamera au terme de cette discussion avec les députés.

Le premier ministre demandera aussi aux sénateurs d'approuver ses projets sur la protection sociale. Ni au Palais Bourbon ni au Palais du Luxembourg le chef du gouvernement ne court le moindre risque, car personne, dans la majorité, n'envisage de le mettre en minorité sur une question aussi cruciale alors même que l'opinion est en attente de solutions pour le long terme, même si les syndicats sont sur le pied de guerre.

A moins de deux semaines de ce débat parlementaire, le premier ministre met la dernière main aux arbitrages. « Aucune décision définitive n'est prise », affirme-t-on dans son entourage, en soulignant qu'il ne s'agit pas de présenter un simple plan de sauvetage de la Sécurité sociale, un de plus, mais une réforme structurelle qui accompagnera les inévitables mesures prises prise, tout incite à penser que M. Juppé procé-

pour dégager des recettes nouvelles. Le but est de « crédibiliser » cet assemblage aux yeux des assurés.

En onverture du débat parlementaire, un membre du gouvernement - on évoquait le nom de Jacques Barrot, confirmant ainsi son intronisation comme chef de file des ministres sociaux, mais ce sera « sans doute » M. Juppé luimême - présentera un état des lieux en s'appuyant sur le dernier rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale et sur le rapport du gouvernement au Parlement traitant de la protection sociale.

« De in problématique, il tirera un certain nombre d'orientations », précise un proche dn premier ministre pour résumer ce propos liminaire. Ce n'est qu'au terme du débat que le chef du gouvernement demandera la confiance de l'Assemblée sur une série de mesures précises.

Certaines de ces mesures étant d'ordre réglementaire, elles pourront être prises immédiatement. D'autres étant d'ordre législatif, la question se pose de savoir quelle sera la méthode la plus rapide pour les faire entrer en application. Bien que la décision ne soit pas officiellement

dera par ordonnances après avoir fait voter une loi d'habilitation. « Les présidents des groupes de la majorité ne nous donnent pas le sentiment d'être hostiles à cette procédure », assure-t-où à Matignon, où l'on remarque que « pas un député sondé n'n répondu : ne faites pas ça », en nntant de surcroît que «l'apinion va s'agacer, n force d'attendre ».

Cette combinaison - vote de confiance en fin de débat et ordonnances - sera-t-elle de nature à sastifaire le président de l'Assemblée, Philippe Séguin, et ses « compagnons » du RPR, ainsi que le président du groupe UDF, Gilles de Robien? Ils s'étaient inquiétés à l'idée de voir le vote de confiance suivre immédiatement la déclaration liminaire du premier ministre (Le Monde du 2 novembre).

Sur ce point, ils auront satisfaction. Pour autant, les ordonnances participent-elles de la revalorisation du travail parlementaire cher a M. Séguin? Une chose est sûre, le maire d'Epinal ne pourra pas reprocher au gouvernement d'endosser l'impopularité des mesures en épargnant aux députés d'entrer dans leur détail. Pour sa part, M. Juppé pourra toujours se prévaloir de leur quitus.

Olivier Biffaud

Lundi 6 novembre Le vrai débat sur la protection sociale

• 19h15-20h : débat animé par Jean-Yves CHAPERON et Gabriel MILESI avec :

Pierre MEHAIGNERIE, Co-Président de la Mission Parlementaire sur la Sécurité Sociale Nicole NOTAT, Secrétaire Générale de la CFDT Louis VIANNET, Secrétaire Général de la CGT

Marc BLONDEL, Secrétaire Général de FO Claude MAFFIOLI, Président de la CSMF Arnaud LEENHARDT, Président de la Commission Sociale du CNPF

• à partir de 20h : "Générations Europe 1" avec Michel FIELD Commentaires et réactions



Toutes les fréquences FM Europe 1 : tél 36 65 73 74 - 3,71F l'appel ou minitel 3615 Europe 1 : 2,23F la minute

La majorité prépare dans la désunion les sept législatives partielles du début décembre

Les socalistes pourraient reprendre à la droite des circonscriptions perdues de peu en 1993

Des élections législatives partielles auront lieu début décembre afin, notamment, de pourvoir scrutins, s'annonce difficile pour la majorité, qui

pourrait perdre plusieurs circonscriptions au

sagent d'être candidats.

SEPT ÉLECTIONS législatives Castells (UDF-CDS), maire et François Mancel au secrétariat gépartielles auront lieu le 3 et, éventuellement, le 10 décembre. Six d'entre elles ont pour objet de oourvoir au remplacement de députés de la majorité élus sénateurs le 24 septembre. La septième fait suite à la démission de l'Assemblée nationale de Gérard Trémège (UDF-PR, Hautes-Pyrénées), contraint de se démettre de son mandat après que le Conseil constitutionnel l'eut déclaré incompatible avec sa présidence de l'Assemblée des chambres francaises de commerce et d'industrie. Deux autres législatives partielles seront encore organisées uitérieurement pour remplacer Christian Demuynck, RPR, dans la 13 circonscription de Seine-Saint-Denis. et Hubert Falco, UDF-PR, dans la 6º circonscription du Var, lorsque le Conseil constitutionnel, saisi de recours contre leur élection au Sénat, se sera prononcé.

au remplacement de six députés de la majorité

Contrairement à la série de législatives partielles qui avaient permis, en juin et en septembre, aux anciens ministres d'Edouard Balladur de retrouver leurs sièges au Palais-Bourbon, ces sept scrutins ont toutes chances de réserver quelques déconvenues à la majorité. Plusieurs des circonscriptions soumises à renouvellement le 3 décembre semblent en effet à la portée de l'opposition, qui les avaient perdues en mars 1993. C'est d'abord le cas de la 1° circonscription des Hautes-Pyrénées. Pierre Forgues, PS, n'avait été battu par M. Trémège que par 51,47 % des voix en mars 1993. Il a de bonne

conseiller général de Bagnières-de-Bigorre, candidat unique de la ma-

La majorité craint également de perdre la 9 circonscription de Seine-Maritime, convoitée par Frédérique Bredin, PS, maire de Fécamp, Battue en 1993, avec 46,40 % des voix au second tour, par Charles Revet (UDF-PR), elle sera opposée à David Fidelin, UDF-PR, conseiller général de Montivilliers. La position du candidat de la majorité dans la 8º circonscription du Rhône, Maurice Pouilly, UDF-PR, maire de Saint-Loup et conseiller général de Tarare, semble en revanche moins précaire et devrait lui permettre de succéder à Michel Mercier, UDF-CDS.

DISSIDENCES

Les craintes de la majorité ne s'arrêtent pas là. Ses positions dans les départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne, où quatre circonscriptions sont en jeu, pourraient en effet souffrir de ses rivalités internes. En Seine-et-Marne, où les 3° et 4° circonscriptions sont soumises à renouvellement, la querelle remonte aux sénatoriales. L'UDF avait alors accepté de céder un siège au RPR pour permettre l'élection d'Alain Peyrefitte. En échange, elle avait demandé, et cru obtenir, l'engagement du RPR de ne pas lui contester la circonscription de Jean-Jacques Hyest, UDF-CDS, entré au Sénat.

La situation actuelle lul fait craindre d'avoir été dupée, puisqu'Yves Jégo, maire de Montereau et directeur de cabinet de Jean-

néral du RPR, a fait acte de candidature dans la 3 circonscription. La nosition de l'UDF est fragilisée par l'absence de candidat qui s'impose dans ses rangs. Richard Brun, UDF-Rad, conseiller général et adjoint au maire de Melun, ainsi que Patrick Septier, proche du CDS. maire et conseiller général de Moret-sur-Loing, sont aiosī sur les rangs. Mais leur insuffisante notoriété conduit le CDS à envisager la candidature d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports.

Si la désunion à droite devait se confirmer, on n'exclut pas, dans la majorité, qu'aucun de ces candidats ne soit présent au second

M. Raffarin et M. Barnier quittent le Sénat

Le Journal officiel du samedi 4 novembre indique que Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR) et Michel Barnier (RPR), respectivement ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, et ministre délégué aux affaires européennes, se sont démis vendredi de leur mandat de sénateur. M. Raffarin est remplacé comme sénateur de la Vlenne par Guy Robert, qui étalt sénateur sortant (Union centriste), et M. Barnier, comme sénateur de la Savoie, par Jean-Pierre Vial (RPR). Les deux ministres avalent été éins aux élections sénatoriales do 24 septembre.

tour, ce qui mettrait alors aux prises Pierre Carassus, MDC, maire de Vaux-le-Pénil, et le candidat du Front national. En outre, des primaires dans la 3 circonscription pourraient susciter des représailles de l'UDF dans la 4º circonscription, où le candidat du RPR, Christian Jacob, député européen, devrait pourtant avoir la partie plus facile.

La situation interne de la majorité est tout aussi confuse dans l'Essonne. Là eocore, la position de l'UDF semble la plus périlleuse, puisque la 5 circonscription, qui était celle de Michel Pelchat, UDF-PR, est loin de lui être acquise. La solution envisagée coosiste à présenter la candidature du suppléant de M. Pelchat, Bernard Mantienne, divers droite, maire de Vernèresle-Buisson et conseiller général de Bièvres, tout comme celle du suppléant de Xavier Dugoin, RPR, Jean-Jacques Boussaiogault, conseiller général (RPR) de Millyla Forêt, dans la 2 circonscription.

Pierre Lasbordes, secrétaire départemental du RPR, n'exclut cependant pas d'être candidat dans la 5° circonscription, fragilisant un peu plus la position de M. Mantienne (M. Pekhat avait été réélu au second tour de 1993 avec S6,15 % des voix). La situation serait sans doute clarifiée si Christine Chauvet, UDF-PR, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, qui a manifesté son intérêt pour cette circonscription, devait finalement obtenir le feu vert du premier ministre pour être candi-

L'opposition veut infléchir la politique d'urbanisme à Paris

Le marché des Enfants-Rouges sera rouvert

VIADUC de Tolbiac, marché des Enfants-Rouges, zones d'aménagement concerté (ZAC) d'Alésia-Montsouris et de Ramponneau-Belleville : plusieurs quartiers de Paris font l'objet d'opérations d'urbanisme lourdes. Avec des associations actives, les habitants bataillent pour sauver un cadre de vie qu'ils aiment.

Au cœur de Paris, le marché des Enfants-Rouges, dont la transformation fut le principal enjeu de la bataille municipale du 3 arrondissement, devrait bientôt rouvrir. Cet espace de 2 000 mètres carrés dévolu depuis Louis XIII aux étals des marchands a failli être transformé en crèche, bibliothèque et parking. Depuis décembre 1994, la triste grille de la rue de Bretagne est toujours close. Soutenu par trois associations, le nouveau maire. Pierre Aidenbaum (PS), a obtemu l'autorisation de Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, de rouvrir le marché, à condition de trouver une structure juridique pour chapeauter cette opération. Par ailleurs, des travaux de remise en état sont nécessaires, leur coût est estimé eotre 215 000 et 250 000 francs. « Ces oménagements devront être suffisamment légers et modulobles pour hypothéquer le moins possible les projets de réhabilitotion de l'ilot », explique M. Aidenbaum.

Dans le 13º arrondissement, les habitants, déjà réservés sur le gigantesque projet de la ZAC Seinerive gauche, se désolent de la disparition du viaduc de Tolbiac. Le démontage de ce pont en fer centenaire de 162 mètres de long Cécile Chambraud commencera eo janvier. Coût : environ 15 millions de francs. « Il diai: impossible de l'intégrer dans le projet, notamment à cause des différences de niveau avec la future avenue de France », explique un responsable de la Semapa, la société chargée d'aménager ce quartier. En attendant de réinstaller cet ouvrage d'art dans un lieu qui n'est pas encore choisi, la SNCF en entreposera les éléments à Auneau,

petite commune d'Eure-et-Loir. Non loin de là, les chanceux proches du parc Montsouris, dans le 14, s'inquiètent de la ZAC prévue sur les 5 hectares libérés par la RATP. Plusieurs associations militent contre un projet qui devrait entraîner l'arrivée de quelque 2 500 habitants supplémentaires. A la demande du commissaire-enquêteur, les responsables de la Ville ont acccepté d'abaisser la densité et la proportion de logements sociaux. Les associations se plaignent du manque de concertation. Le conseil de Paris en discutera lundi 20 novembre. Il ne recueillera sans doute pas les voix de l'opposition. Pierre Castagnou, élu (PS) du 14°, a déjà prévenu en ecrivant à M. Tiberi : « Je vous suggère de mettre à l'étude un nouveau projet et de rouvrir lo procedure relative

Les habitants du bas Belleville, eux, attendent impatiemment « la nouvelle réflexion » sur ce quartier. Après l'abandon de la ZAC Ramponneau-Belleville, les associations ne désarment pas. Six d'entre elles se sont réunies dans le collectif Belleville plurielle.

Françoise Chirot

DISPARITION

■ LE GÉNÉRAL JACQUES RE-VOL est décédé mardi 31 octobre, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Saint-cyrien, Jacques Revol a notamment appartenu, en 1943, au cabinet militaire d'André Le Troqueur, commissaire à la guerre ra le gouvernement animé par le général de Gaulle. Il a aussi appartenu à plusieurs cabinets des ministres de la France d'outre-mer (Louis Jacquinot, Pierre Pflimlin et Pierre-Henri Teltgen) sous la IV République. Général de brigade, il a servi, entre 1959 et 1961, à l'état-major particulier de Charles de Gaulle, alors chef de l'Etat. Le général Revol a quitté l'armée en 1970 avec le rang de général de corps d'armée. Grand officier de l'ordre du Mérite, le général Jacques Revol était commandeur de la Légion d'honneur.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Didier Destreman, ambassadeur au Mozambique, a été nommé ambassadeur au Swaziland en résidence à Maputo, en remplacement de Robert Puissant, par décret paru au Journal officiel du 1º novembre.

INé le 25 novembre 1937, Didier Destremau est ancien élève de l'Ecole militaire de Sainl-Cyr. Il a été notamment en poste à Djeddah et à Ryad (Arabie saoudite) et chargé de mission auprès du directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient. De 1988 à 1991, il a été consul général à La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis), puis, de 1992 à 1995, consul général à Cracovie (Pologne). Depuis mars, il bassadeur au Mozambie

Michel Lunven a été nommé ambassadeur au Gabon, en remplacement de Jean-Pierre Courtois, par décret paru au Journal officiel daté 2-3 novembre.

INé en février 1933. Michel Lunven est IIcencié en droit et ancien inspecteur central des douanes. De 1961 à 1973, il a été détaché auprès des missions d'aide et de coopération en Côte-d'Ivoire, en Haute-Volta, au Gabon et au Tchad. il a ensuite occupé diverses fonctions su ministère de la coopération (1973-1976, 1982-1984, 1985-1986) et été chef de la mission de coopération, successivement à Niamey (1977-1979) et à N'Djamena (1984-1985), avant d'être chargé de mission au cabinel de lacques Chirac à Matignon 11986-1988). De mars 1988 à mars 1993. M. Lunven a éte ambassadeur au Niger.

AU CARNET DU MONDE

Naissances Christine WILLAUME, Jean-Paul BOUREAU

Pierre WILLAUME-BOUREAU, sont heureux d'annoncer la paissance de

le 3 novembre 1995, à Lagny-sur-Marne.

Rue de Champagne.

Rentilly, 77600 Bussy-Saint-Martin.

Nathalie el Gérard TOMAT

ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent.

le le novembre 1995.

11-13, mail Victor-Jarra, 93160 Noisy-le-Grand.

M. et M. Hubert RAOUL-DUVAL, M. et M. Jacques FAISANDIER,

<u>Mariage</u>

ont la joie d'annoncer le mariege de leurs

Olivier et Anne,

célébré à Tonneins, le 29 octobre 1995.

rue Escarpée, Le Havre, Grandjean, Tonneirs. <u>Décès</u>

Alessandro Fergola
 a la douleur de faire part du décès de

BARUSCOTTO FERGOLA,

survenu le la novembre 1995, à l'Institut

Une cérémonie aura lieu le mardi 7 no-vembre, à 9 h 30, au funérarium, 25, rue Une seconde cérémonie aura lieu le mercredi 8 novembre. à 10 heures, en l'église de la Consolation, à Gênes IVia

- M™ Pauleue Bordeaux a la grande douleur de faire port du décès

de son eher époux

M. Pierre BORDEAUX.

né à Paris, le 25 novembre 1904,

mort à Lausanne (Suisse) le 23 octobre 1995.

Les familles Bordeaux, Proust, Pinon, Gabet et autres familles alliées en France

- Le docteur Claude Brette.

sa mere, Mehdi et Julia,

Laurent Bothereau, son mari, Isabelle Chaumeil-Gueguen,

El leurs enfants. ses sœur, beau-frère et neveux.

> Brigitte BOTHEREAU-RIMBAUT,

L'inhumation a eu lieu dans la plus striete intimité dans le caveau de famille

de Fléac-sur-Scugne, 17800.

Famille Chaumeil-Gueguen, 192, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

- M. Jacques Bass,

Nathalie Bass,

sa petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M= Suzanpe BOYER,

survenu le 29 octobre 1995.

- Rennes, Neuilly-sur-Seine, Meudon.

Mª Pierre Orvain,

n epouse, Le docteur et M= Jacques Orvain, M. et M. Jean-Pierre Orvain, M. Christine Orvain,

Nathalie et Patrick,

Thierry et Anne. Pierre et Frédérique, Frédérique et Arnaud, Anne, Stephanie, ses uctits-enfants.

Céline, Antoine et Aurélie, Alexandre et Anne-Sophie, Augustin, Alban, Daphné et Victoria,

ses arrière-petits-enfants. Toute la famille Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre ORVAIN, avocat général honoraire
à la Cour de cassation,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945
avec palme,
ancien déporté à Dochau,

survenu dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le lundi 6 novembre 1995, à 9 h 30, ed l'église Saint-Etienne de Rennes et sers, sulvie de l'inhumation dans l'intimité.

destinés à l'ARSEP (Association pour la recherche sur la selérose en plaques).

CARNET - Paris. Revercourt. Versailles. For

son épouse, Hélène et Hadrien. ses enfants.

sa belle-mère. M. et Me Yann Clerc. Me et Me Bernard Lemétayer,

Ses neveux et nièces, Les familles Guilloux, Blanchet, Janvier, Van Ten Ten, Bertin, Poullin, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Hugues PICOT.

survenu à Paris, le 2 novembre 1995, à l'âge de soixante et un ans.

La levée du corps aura lieu le mardi 7 novembre, à 14 h 15, amphithéâtre hô-pital Lariboisière. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 novembre, à 16 h 30, en "église de Revercourt (28).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle. Les membres du Laboratoire de conservation des espèces animales. L'ensemble des personnels du Mu-

ont le regret de faire part du décès, surve-au le 3 novembre 1995, de Jean RINJARD, sous-directeur honoraire du Parc zoologique de Paris.

- M™ Brigine et Bermard Untersinger, Le docteur Laurent Zamitsky et son épouse, Isabelle Saurat,

Nathalie, Nicolas, Sophie et Claire, onl la tristesse de faire part du décès de

M= Irène WEJGMAN, veuve ZARNITSKY,

survenu le 3 novembre 1995, dans sa soixante-dix-septième année, quelques jours après la disparition de son époux, Robert ZARNITSKY.

dont oous rappelons la mémoire.

Les obsèques auront lieu à Pantin, le mardi 7 novembre 1995, à 10 h 30.

CARNET DU MONDE

Téléphone 40-65-29-94 40-65-29-96 Avis de messe

Found RIZK quitté sa famille et ses amis le 21 sep-

Une messe sera célébrée à son intention le mardi 7 novembre 1995, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 15, rue

Cet avis tient lieu de faire-part. Messe anniversaire

- Nice, Aix-en-Provence. Il y a uo an, Dieu rappelail à lui

Pierre BABEAU,

En ce jour anniversaire, une messe est célébrée en la chapelle du monastère des elarisses, à Aix-en-Provence. Se famille demande à tous ceux qui

l'oni connu el aimé de prier pour lui. Anniversaires de décès

Bernhard BLUMENKRANZ, au CNRS e.r.,

nous quittait le 4 novembre 1989.

La rigueur de son esprit, sa générosité, aident les siens et ses disciples à conduire lear action.

- Le 6 povembre 1994.

Georges GERIN, franchissait la douzième porte.

Yvonne, sa famille, ses FF., ses umis

- Le 5 novembre 1992.

Sam LÉVIN quittait son épouse, sa famille, ses amis.

Tous ceux qui l'ont connu, aimé et esti-

mé ne l'oublient pas et gardent vivant son

Spiru MITTELMANN, 17 mars 1912-2 novembre 195

Télécopieur 45-66-77-13

Communications diverses

- Théime : Le journal d'Anne Frank. deux représentations, dimanche 5 on-vembre à 14 h 30 et 20 heures, saile Rossini, mairie du 19 arrondissement. 6, rue Drouot, 75009 Paris, M. Richa-

lieu-Drouot. Réservations no Centre co taire de Paris, au 49-95-95-92.

Contetences - Alliance Isrealite universeile. Collège des études juives, 45, rue La Bruyere, 75009, conférence inaugurale « Jérusalem et l'espérance d'Israèl », lundi 6 novembre 1995 à 20 h 30 (PAF). Debut des cours mardi 7 novembre. Renseienements: 42-80-35-00.

Séminaires

16.5

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE :

Seminaires

Sylvie Dreyfus: « La transformation des matières : problèmes de la représentation » 16, 23 et 30 nov., 7, 14 et 21 déc., 20 h-22 h, Jussieu, université Paris-VII, salle RC2; Cutherine Audard: « Y a t-til salle RC2; Catherine Audard: "Y 3-t-il un modèle libéral de la citoyenneté? " 17 nov., 18 h-20 h. Jussieu, université Paris-YU, salle Espace Jussieu, Rectifica-tif au sémioaire de Miehel Sicard: "Sartte: le sujet Flaubert ", 15 et 22 nov., 6 et 20 déc., 19 h 30-21 h, Jussieu, univer-cité Decie MT entle RC1

sité Paris-VII, salle RC1.

Samedi autour d'un livre Ce que l'homme fait à l'homme : essoi sur le mai politique, de Myriam Revauli d'Allounes, intervenants : A. Badiou. F. Proust, J. Rancière, P. Rieccur et A. Scala, 25 nov., 9 h 30-12 h 30, ENS, salle Paul-Celan, 45 rue, d'Ulm.

Toutes les activités du Collège international de philosophie sont libres et

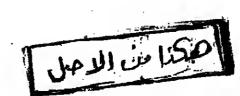
44-41-16-85. Antres renseignements: 44-41-46-80.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Télécopieur : 45-66-77-13 Tarif : la ligne H.T.

Les lignes en capitales grasses eont l'acturées sur le bese de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et fecturées. Minimum 10 lignes.

naires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Moude », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.



ATTENTATS L'enquête sur la vague d'attentats commis en France depuis juillet pourrait s'orienter vers la Grande Bretagne, après la série d'arrestations effectuée mercredi 1

et jeudi 2 novembre. • UNE COMMISSION ROGATOIRE Internationale pourrait être délivrée par le juge d'instruction Laurence Le Vert.

Fares, pseudonyme d'Abdelkader Benouif. Cet Algèrien, responsable d'une des tendances du GIA installé Boualem Bensaïd, arrêté mercredi à Londres, est présenté par les enpour éclaireir le rôle joué par Abou quêteurs français comme ayant

Boualem Bensaïd, arrêté mercredi soir, et présenté comme le coordinateur des équipes agissant en France,

a reconnu au cours de sa garde à vue sa participation à la tentative d'attentat contre le TGV Lyon-Paris le 26 août, et à l'attentat perpétré le

Londres se dit déterminé à lutter avec Paris contre le terrorisme

Le gouvernement britannique a accueilli avec prudence les informations selon lesquelles un dirigeant du GIA installé en Grande-Bretagne, Abdelkader Benouif, alias « Abou Fares », aurait coordonné le réseau ayant commis la vague d'attentats

LONDRES

de notre correspondont Londres a réagi très rapidement aux accusations venues de Paris selon lesquelles un responsable do Groupe islamique armé (GIA) algénen basé dans la capitale britannique aurait coordonné les récents attentats eo France (Le Monde du 4 novembre). Ces réactions se sont, pour le moment, limitées à des déclarations de bonnes intentions, le Home Office (ministère de l'intérieur) se refusant à «commenter des cas individuels ». il nous a toutefois confirmé sa « pleine cooperation avec [ses] homologues fronçois dans l'enquête sur le terrorisme en France ». Même son de cloche ao Foreign Office, où l'on affirme que le Royaume-Uni « partoge beoucoup d'informations et continuera à le faire ».

Ces propos reprennent ceux du premier ministre britannique, John

Major, au Monde il y a une se-maine, à la veille de la visite à Londres de Jacques Chirac: « Si des éléments laissaient à penser que des individus ou des groupes organisaient ou commanditaient sur notre sol des octivités terroristes, en violotion de la loi, notre police y mettrait bon ordre de toute urgence » (Le Monde daté 29-30 octobre).

La presse britannique a largement repris, samedi 4 oovembre, les informations venues de Paris. The Guordion rappelle que, à la suite de l'attentat commis à l'aéroport d'Alger en 1992, un certain oombre d'islamistes algériens se sont réfugiés à Londres - dont une dizaine de députés élus sous l'étiquette du Front islamique du salut (FIS) -, profitant d'une politique d'accueil libérale. Ce qui n'est plus guère le cas anjourd'hui.

La positioo du gouvernement britannique dans cette affaire est particulièrement délicate. En rai- tales pour le Times, qu'il existe ici son de sa traditionnelle politique arabe, Londres est devenue le centre international de la presse en langue arabe. Il s'y édite plusieurs quotidiens, sans compter de nombreuses aotres publications, qui profitent du libéralisme de la législation locale. Ils ne risquent pas de censure tant qu'ils ne violent pas les lois britanniques. Al Ansar est, pour sa part, distribué devant certaines mosquées servant de centres de propagande islamique.

INTERNATIONALE ISLAMIQUE »

Des groupes islamistes comme le Hezb ut Tahrir sont particulièrement actifs. Recrutant essentiellement parmi les jeunes musulmans originaires du sous-continent indieo, ils sont ouverts aux extrémistes d'autres nationalités. Ce qui fait dire à Hazhir Teimourian, spécialiste des affaires proches-orien-

une véritable «internationale islo-mique toute dévouée à la cause de l'islom, par lo force ou lo persua-

On ne connaît pas le nombre exact des résideots algériens eo Grande-Bretagne. Ils seraieot entre dix et vingt mille, légaux ou clandestins. Uo certain nombre d'extrémistes (jusqu'à une cinquantaine) sont surveillés par la police et les services de sécurité comme le fameux MI-5, dont la directrice, Stella Rimington, a récemment déclaré que « les récents attentats en France montrent comment émergent de nouvelles menaces ». Selon un expert des questions arabes, il est de plus en plus difficile aux Algériens d'obtenir un visa britannique. Le temps n'est plus où Charles Pasqua pouvait dénoncer le laxisme de ses collègnes d'outre-Manche

l'on paraît ressentir un certain malaise à Loodres devant ces mises eo cause. La Grande-Bretagne est excessivement sensible au terrorisme après un quart de siècle d'attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). En même temps, Londres, comme d'autres capitales occidentales, n'a jamais cessé de soutenir qu'une solution au drame algérien passait inévitablement par une négociation avec le FIS. Ses partisans s'expriment ouvertement, y compris dans des instances ayant

pignon sur rue.

Certains, à Loodres, se demandent si, par ces révélations, Paris n'a pas voulu forcer un peu plus la main aux Britanniques au lendemain de la visite de Jacques Chirac et de ses conversations avec M. Majnr. Londres avait invité le ministre français de l'intérieur à participer à ce sommet mais

Il n'en demeure pas moins que M. Debré o'avait pas fait le déplacement. Par ailleurs, il paraît difficile à certains experts de croire qu'Abou Fares, ou quelqu'uo d'autre, pourrait avoir compromis sa couverture légale. L'activité ouverte, y compris la propagande et la collecte de foods, a, jusqu'à préseot, été séparée de l'action clandestine. L'un de ces experts s'interpee sur une éventuelle entreprise d'intoxication des services algériens après la rencontre manquée à New York entre M. Chirac et le président Zeroual.

Si jamais la France voulait demander l'extraditioo d'Abdelkader Benouif, alias « Abou Fares », il hii faudrait fournir à une justice britannique tatillonne un dossier bien fourni. Sinoo, elle risquerait les mêmes déconveoues que dernière-

Patrice de Beer

L'homme-clé

TROIS JOURS après l'interpellation, à Paris, de Boualem Bensaid, alias « Mehdi », l'enquête devrait s'orienter vers l'Angleterre. où pourrait se trouver le véritable * donneur d'ordres » du réseau terroriste partiellement démantelé (Le Monde du 4 novembre). Le iuge d'instruction Laurence Le Vert pnurrait délivrer nne commission rogatoire internationale assortie d'une demande d'entraide adressée aux autorités britanniques, afin d'éclaireir le rôle loué dans les actions commises contre la France par «Abnu Fares », pseudonyme derrière lequel se cacherait un Aigérien de trente-six ans. Abdelkader Benouif. De source proche de l'enquete, on indiquait, samedi matin 4 novembre, que la justice française envisageait aussi l'hypothèse d'un mandat d'arrêt international visant « Abou Fares », comu des services de renseignement français comme l'un des dirigeants en

M. Debré répond aux critiques

« Merci pour la nation, merci pour l'Etat, merci pour la France », a déclaré le ministre de l'intérieur, Jean-Lonis Debré, inrs d'une rencontre organisée. vendredi 3 nnvembre place Beauvau, avec les responsables policiers en charge des dossiers antiterroristes.

Se félicitant de l'action des services agissant sous sa respon-sabilité, M. Debré a répondu explicitement aux critiques qui, émanant de sphères policières, judicaires et politiques (Le Monde dn 19 octobre), visalent son action à la tête du ministère. Avant de s'adresser, dans les mêmes termes, aux députés en fin d'après-midi (lire aussi poge 20), le ministre a mis l'accent sur la « mobilisation » et la « coordination » des services de police, qu'il a jugées « exemplaires ».

Europe du Groupe islamique armé (GIA) algérien, responsable à Londres du bulletin de ce mouvemeot. Ai-Ansar.

De même source, Abdelkader Benouif aurait séjourné un temps sur le territoire français pendant la vague d'attentats, sous un autre pseudonyme, « Ilies ». Il eotretiendrait des contacts suivis avec les responsables do GIA en Belgique. Egalement comu sous le surnom de « Hamza ». Abdelkader Benouif aurait enfin été, seloo le quotidien algérien El Woton, condamné à mort par continuace en Algérie, à la suite de l'attentat perpétré à Alger le 26 août 1992, à l'aéroport Hnuari-Boumediene, qui avait fait 9 morts et 123 bles-

C'est en surveillant les appels téléphoniques passés depuis Paris, dans des cabines publiques, par « Mehdi » que les enquêteurs auraient identifié le numéro d'un téléphooe portable appartenant à Abdelkader Bennuif. Le contenn des diaingues entre les deux bommes, dont la transcription a été versée au dossier du juge Le Vert, pourrait indiquer, selon certains enquêteurs, que l'étudiant «en poste» à Paris rendalt compte de ses activités au dirigeant Islamiste, son « officier traitunt - basé à Londres. Il montrerait aussi qu'Abdelkader Benouit avait pour fonction d'« assurer le financement des opérations terroristes » menées ces derniers mois en Fraoce, a-t-on indiqué au

Monde, de source policière.
Selon l'AFP, « Mebdi » aurait informé son correspondant londonien, au cours de l'une de ces conversations, que « le groupe de Paris est hors d'état ». Les enquêteurs effectuent un rapprochement entre ce propos et l'interpellation, à la fin du mois d'octobre à Evry (Essonne), de deux Algériens liés au réseau d'activistes de Chasse-sur-Rhône (Isère) et à celui de Khaled Kelkal: Mebdi Ghomri et Khaled Kheder, mis en examen le 27 octobre par le juge Le Vert pour « association de malfaiteurs en relation ovec une entreprise terroriste ». L'un des numéros de téléphnoe à Londres d'« Abou Fares » avait aussi été remarqué par les policiers dans un des carnets appartenant à Khaled Kelkal.

Ainsi l'enquête semble-t-elle en voie d'établir le lien existant entre plusieurs groupes de jeunes sympathisants islamistes, sans doute coordonnés par « Mehdi », et les attentats commis sur l'ensemble du territoire français revendiqués, dans un communiqué du 23 septembre, par le chef du GIA, Diamel Zitouni (Le Monde du 10 octobre). An cours de sa garde à vue, l'étudiant algérien a d'ores et déjà reconnu sa participation à la tentative d'attentat cootre le TGV Lyon-Paris, le 26 août, et à l'atteutat perpétré le 6 octobre près de la station de métro Maison-Blanche à Paris. Ses empreintes digitales avaient été retrouvées sur les deux engins explosifs. Il admet en outre avoir hébergé, le 17 octobre, des hommes ayant pris part à l'attentat contre le RER entre les stations Mosée-d'Orsay et Saint-Michel, précisant que ces individus unt quitté son appartement tôt le matin, pour n'y revenir qu'en fin de journée. Dans l'appartement de « Mehdi » ont enfin été découverts des relevés de chronométrages transcrits sur un carnet et mentionnant la sation Saint-Michel - celle où explosa la première bombe, le 25 juillet, inaugurant la série d'attentats.

> Hervé Gattegno et Erich Inciyan



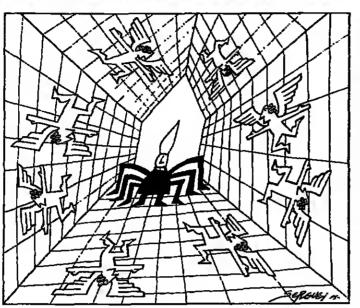
Les évêques français veulent tourner la page de l'affaire Gaillot

L'assemblée plénière de l'épiscopat se réunit sans l'ancien prélat d'Evreux

Pour la première fois depuis sa destitution par Rome, il y a huit mois, les évêques, qui se rêunissent en assemblée plénière, à Lourdes du 4 d'Evreux. Si la majorité des membres de l'épisconambreux dysfonctionnements de l'Eglise.

CETTE FOIS, les évêques de France ont promis de tout se dire sur l'affaire Gaillot. Lancée, juste après l'exclusion de l'évêque d'Evreux, par des personnalités mécontentes comme Mgr Jacques Nover (Amiens) ou Mgr Jean Vilnet (Lille), la proposizion d'une assemblée extraordinaire de l'épiscopat avait été écartée, après consultation plus large, par le Conseil permanent. L'assemblée pleniere ardinaire, qui s'est ouverte samedi 4 novembre a Lourdes (Hautes-Pyrénées) et se poursuivra jusqu'au 10, est donc la première delibération collective sur la destitution de Mgr Gaillot et le trouble provoqué.

Certe affaire a été vécue comme un « choc affectif » par la plupart des évêques. Fallait-il donc, huit mois après, reprendre un débat qui, comme dit l'entre eux, sent le « recliauffe »? Seul un tiers des membres de la conférence épiscopale, après consultation de la présidence, y étaient favorables. Depuis janvier, les oppositions et les divisions se sont émoussées. Le long article, dans La Croix du 7 septembre, de Mgr lean Vilnet, reprenant la proposition d'un « état des lieux » de l'Eglise de France - souhaité par des proches de l'anclen évêque d'Evreux -, a provoqué chez ses confréres plus d'agacement que d'approbation. Et le cavalier seul de Mgr Gaillot (ul-même n'en finit pas de désespérer des évêques irrités par ses volte-face (Le Mande du 22 sep-



Le principal intéressé ne sera pas là. Les statuts de la conférence épiscopale ae permettent pas, en effet, à un évêque » transféré » de participer à cette assemblée rituelle de Lourdes. Mgr Gaillot n'en tire aucune amertume. Mais son absence est bien la confirmation de l'échec, au moins provisoire, de la mission de Mgr Reaé Picandet (Orléans) et de Mgr Gastoa Poulain (Périgueux), qui avaient été chargés de trouver avec lui un terrain d'entente et les voies d'une réintégration.

Pour toutes ces raisons, les

évêques vont tenter de reprendre

Un strict huis clos

L'assemblée plénière de l'épiscopat se tiendra pendant une semaine à huis clos. Les journalistes sont seulement invités à assister, lundi 6 novembre, à la visite du patriarche de Constantinople, Bartholomée In. Cette décision est donc d'autant plus étannante que, ontre de l'affaire Gaillnt, les évêques vont discoter de l'avenir du diaconat permanent et du rapport Dagens sur l'état de la foi en France, des sujets dont on comprend mal qu'ils snient tenus au secret. Cela « ne peut que renforcer l'incompréhension entre la hiérarchie cathalique, les jaurnolistes et l'opinion publique, a protesté l'Associatinn des journalistes de l'information religieuse. Privant les médias d'un occès direct aux débats et aux sources, l'épiscopat serait bien peu fondé à leur reprocher une vision partielle de la vie de l'Eglise. »

les questions posées. De méthode d'abord : pourquoi leurs instances régionales et nationales ont-elles été incapables d'empêcber l'isolement de Mgr Gaillot ? Pourquoi la conférence épiscopale a-t-elle été impuissante à gérer elle-même le processus disciplinaire, rendant inéluctable l'intervention du Vatican? Les questions de foad sur l'exercice du ministère de l'évêque, sur sa capacité d'intervention dans les débats de société et sur ses relatioas avec Rome devraient être également réexami-

Mais l'espoir est bien mince d'aboutir à des résultats neufs et concrets. Le désir profond d'un certain nombre d'évèques est même de tourner la « page Gaillot », de remobiliser les énergies sur les synodes diocésains, de préparer les deux visites que le pape doit faire en France, en 1996 (Reims, Tours, Sainte-Anne-d'Auray) et en 1997 (Journée mondiale de la jeunesse à Paris), de s'atteler à la préparation du jubilé de l'an 2000, devenu la ligne d'horizon de jeao Paul II, enfin d'exploiter à fond le rapport Dagens, qui se veut « une nouvelle proposition de

foi chrétienne » à la société moderne. Déjà présenté l'an dernier à Lourdes par Mgr Claude Dagens. évêque d'Angoulème et ancien doyen de la faculté de théologie de Toulouse, ce rapport fait quasiment l'unanimité au sein de l'épiscopat. Examinant les difficultés et les chances de la foi chrétienne aujourd'hui, il s'articule autour des demandes de plus en plus nombreuses de baptêmes d'adultes, de « recommençants » (terme désignant ceux qui reprennent contact avec l'Eglise à l'occasion d'un baptême ou d'un mariage), autour des questions d'éthique et des rapports nouveaux à établir avec la société civile, au nom d'une « nouvelle laïcité * à inventer (Le Mande du 12 novembre 1994).

C'est un « chantier » qui ne peut pourtant pas dispenser l'épiscopat de s'interroger sur ses propres dysfonctioanements, révélés, entre autres, par l'affaire Gaillot. Ceux-ci tiennent largement à des différences de sensibilités et de générations, eacouragées par une politique de nominatioas épiscopales jugée aberrante par certains évêques eux-mêmes. Si le nonce qui vient de quitter Paris, Mgr Lorenzo Antonetti, à la différence de son prédécesseur, avait su faire émerger des candidats souhaités par les instances consultées de l'Eglise de France, une certaine perplexité naît après l'arrivée de son successeur, Mgr Tagliaferri, venant d'Espagne, précédé d'une réputation de stricte orthodoxie.

Or, un ample renouvellement est attendu dans l'épiscopat dans les deux années à venir, au cours desquelles les sièges suivants sont ou vont devenir vacants: Strasbourg, Toulouse, Clermoot-Ferrand, Tours, Montpellier, Agen, Laval, Sens, Montauban, sans oublier le siège d'Evreux, où la succession de Mgr Galllot risque d'être difficile et qui pourrait être confiée à une personnalité d'expérience, comme Mgr Michel Saudreau, évêque du Havre depuis

Henri Tincq

Trois magistrats anticorruption rappelés au devoir de réserve

LA LETTRE ADRESSÉE le 13 octobre par les magistrats Renaud Van Ruymbeke, Eric Halphen et Thierry Rolland, au procureur general de Genève, qui se voulair une réponse à un rappel à l'ordre du garde des sceaux sur la transmission des commissions rogatoires internadonales (Le Monde du 19 octobre), a provoqué une réaction de la chancellerie. Le directeur des services judiciaires au ministère de la justice, Marc Moinard, a envoyé, au début de la semaine, un courrier aux premiers présidents des cours d'appel de Rennes, Paris et Aix-en-Provence – dans le ressort desquelles officieat les trois magistrats –, afin de les interroger sur la possibilité d'adresser des remontrances aux auteurs de la lettre du 13 octobre. Le texte de M. Moinard fait explicitement référence à l'indignation de M. Toubon à la lecture de la

lettre des juges. MM. Van Ruymbeke, Halphen et Rolland, qui travaillent tous trois sur des dossiers politico-financiers sensibles, avaient iustifié leur fréquent recours à la clause d'urgence pour obtenir directement des informations de leurs homologues suisses, en expliquant notamment que l'usage de la voie diplomatique normale « ouroit paur effet de relentir considérablement lo tronsmission des procedures ».

Lire notre éditorial page 11

Laval: la légitime défense accordée au policier qui a abattu un jeune

DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE sur la mort de Djamel Bennaka, vingt-six ans, tué par balle mercredi 1º novembre alors qu'il tentait, selon la police, de s'échapper d'un commissariat de Laval (Mayenne) avec une arme de service volée, le substitut du procureur de la République, Evelyne Le Morlec, a déclaré, vendredi 3 novembre, que « la thèse de la légitime défense a bien été confirmée ». « Le gardien de la pair [a] fait feu pour proteger son collegue », a conclu le parquet.

La garde à vue du policier, qui avait été prolongée de 24 heures, a été levée jeudi à 21 heures, a precise le substitut du procureur, ajoutant toutefois que le parquet avait requis l'ouverture d'une information pour recherche des causes de la mort. La famille du jeune homme a décidé de se constituer partie civile afin « d'occéder au dossier, dans le but de connaître toute la rérité ».

■ IMMIGRATION : le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a demandé, vendredi 3 novembre. au gouvernement de « condamner fermement » la décision du maire (RPR) de Savigny-sur-Orge (Essonne) de ne plus signer de certificat d'hébergement présenté par des ressortissants étrangers. Jean Marsaudoo avait estimé jeudi qu'en signant ces certificats « les maires sant malgré eux complices de l'immigration clondestine »

■ DROGUE : 1 024 kilos de cannabis marocain unt été saisis, jeudi 2 novembre, dans les Pyrénées-Atlantiques, par la brigade des douanes d'Hendaye lors de l'inspection d'un autocar belge qui rentrait du Maroc sans passager et faisait route vers Anvers.

■SÉCURITÉ ROUTIÈRE: plus de trois jennes sur quatre affirment enfreindre « souvent » les règles de la circulation, selon une enquête réalisée auprès de 501 personnes de 18 à 24 ans dans quinze pays de l'Union européenne pour le compte de l'Association des constructeurs europeens d'automobile (ACEA) et publiée vendredi 3 novembre par la Prévention routière. 80,4 % des jeunes interrogés estimeot « sauvent » conduire en état de fatigue ou après avoir absorbé de l'alcool ou des drogues et 82,2 % avoue « souvent » conduire de

■ MEURTRE : un caporal do 1º régiment parachutiste d'infanterie de marine (RIPMa) de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) a été mis en examen mardi 31 octobre et écroné pour le meurtre et le vol du portefeuille d'un Marocain battu à mort fin septembre dans une rue de la ville. Le caporal, agé de vingt ans, originaire de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), avait été interpellé une semaine après la liberatioo d'un autre « marsouin » qui avait toujours nié.

Le ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion souhaite un « gigantesque appel au calme » dans les banlieues

d'adopter un discours plus modéré sur les banlieues? Vendredi 3 novembre, en tout cas, Eric Raoult, le ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, a préconisé que soit « lancé, dans les jaurs qui viennent, un gigantesque appel ou calme en direction des banlieues ». Invité de la convention nationale de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), à Lyon, il n'a pas tout à fait abandonné le registre répressif en dénonçant le « noyau dur de 1 % », responsable des troubles dans les quartiers difficiles, « tondis que 99 % des gens regardent et ne bougent pas. Et souvent, ces durs sont des enfants ». « Il ne doit pas y avoir de no flic's land », a-t-il encore ajouté. Mais il a surtout insisté sur la nécessité de « lancer de nouvelles bases de négociations avec les papulations de ces quartiers ».

Le ministre semble donc avoir choisi l'apaisement. Mercredi pourtant, il comparait la situation des banlieues à l'« Intifuda » et prônait la mise en place d'un » plan Vigicasseurs ». L'ex-

LE GOUVERNEMENT auralt-il décidé pression faisait bondir son collègue, Xavier Emmanuelli. « Il fout arrêter de faire l'amalgame pauvretė, islam, terrorisme, Intifada », déclarait jeudi le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Plutôt que de continuer à manier des «imoges de coincidences », il appelait à « traiter le mol à la racine ». Quant au secrétaire d'Etat chargé des quartiers en difficulté, Françoise de Veyrinas, elle estimait que « ce qui réglera le probleme des bonlieues ou des quortiers, c'est d'abord la famille ».

L'OPPOSITION SE RÉVEILLE TIMIDEMENT

A l'image du gouvernement, la majorité s'exprime de façon dissonnante. Pendant que le député RPR du Val-d'Oise, Pierre Lellouche, estime qu'« il ne fallait pas avoir peur de remettre de l'ardre » dans les banlieues, son collègue RPR des Hauts-de-Seine, Patrick Devedjian, regrette que « la prisan française ne [remplisse] pas son rôle de prévention », puisque « 97 % des jeunes qui vont en prisan récidivent ». Le député

UDF des Yvelines et maire de Chanteloup-les-Vignes, Pierre Cardo, juge «inacceptable que l'on tienne des propas purement répressifs ». « Aujaurd'hui, le pouvoir policier ne peut pas avoir d'efficacité réelle », ajoute-t-il, tant que

« le droit essentiel » - l'emploi - n'est pas assuré. Dans ce paysage, l'opposition, plutôt discrète jusqu'à préseat, a de nouveau fait entendre sa voix. Le maire (PS) de Sarcelles (Val-d'Oise), Dominique Strauss-Kahn, a regretté que « paur peu que vaus soyez un peu jeune ou un peu basané, an vous arrête cinq fois dans la journée ». Le maire (PS) d'Athis-Mons (Essonne), Marie-Noëlle Lienemann, a comparé la société française à « une cocotte-minute », devant laquelle, « il ne suffit pas d'avoir de lo bonne volanté [...]. il faut des politiques offensives qui rompent avec un libéralisme débridé ». Les Verts, de leur coté, ont demandé la démission d'Eric Raoult, qualifié de « nouveau Terminator des banlieues ».

Nathaniel Herzberg

Les étudiants de Toulouse et Metz revendiquent à leur tour

perspectives », disent depuis jeudi 2 novembre plusieurs responsables des syndicats étudiants. Le succès des étudiants rouennais. qui ont obtenu au terme de trois semaines de grève une rallonge budgétaire de 9 millions de francs et des créations de postes (Le Monde du 4 novembre), a fait des envieux dans d'autres universités qui manquent de movens. Ainsi depuis vendredi, mouvements et manifestations se multiplient à Metz et Touiouse, alors que des assemblées générales se sont tenues dans des facultés de Besançon, Amiens, Créteil et Montpellier. La journée d'action prévue le 9 novembre, jour de la dicussion à l'Assemblée du budget de l'éducation nationale, pourrait prendre quelque ampleur. La plupart des organisations d'enseignants, de personnels administratifs, d'étudiants et de parents d'élèves appellent à y participer, demandant dans un communiqué commun « un budget qui puisse répondre aux besoins réels de l'enseignement

supérieur et de la recherche ». Depuis mardi, le mouvement de « mécontentement » des 17 000 étudiants de l'université de Metz (Moselle) s'est durci. Vendredi 3 novembre, son président, Gérard Nauroy, a adressé une lettre au ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, énumérant les besoins financiers, humains et d'infrastructures nécessaires pour faire à une augmentation de 15 %

des effectifs en 1995. M. Nauroy réclame dans un premier temps la création annuelle de trente postes d'enseignants-chercheurs et de vingt postes de personnel administratif et technique. Il demande, en outre, le versement

« ROUEN NOUS OUVRE des sur une période de quatre ans de la totalité de la dotation globale de fooctionnement, alors que celle-ci est, selon lui, amputée chaque année de près d'un tiers. Enfin, le président de l'université souhaite la construction d'un amphithéatre de 500 places et de 2 000 mètres carrés de salles de travaux dirigés et d'examens. D'ici là, il envisage de louer deux salles de cinéma afin d'assurer les cours. La veille, M. Bayrou avait annoucé le déblocage immédiat de 500 000 francs et de deux postes d'enselgnants pour l'université de Metz. De plus, le ministre déclarait qu'il allait mettre en place un plan de rattrapage quadriennal pour les universités en difficulté.

COURS SAUVAGES

De leur côté, les responsables de l'UNEF-ID à Metz appellent à la « mobilisation », mais n'envisageaient pas de grève. « On s'entasse dans des omphis exigus, a dénoncé l'un d'eux. Il y a deux ans déjà, le président de l'université de Metz nous avait dit qu'il monquoit soixunte-quotre postes d'enseignants. Aujourd'hui, c'est pire. » François Grosdidier, député RPR de Moselle, a également écrit à M. Bayrou, estimant « légitimes » les revendications étudiantes et demandant « un rattrapage budgé-

taire ». A Toulouse, des cours sauvages ont été organisés vendredi sur la place du Capitole. En grève depuis trois semaines, les étudiants de l'université Paul-Sabatier demandent des locaux et des enseignants. Le président Jean-Claude Martin réclame la création de deux cents postes sur quatre ans.

F. Bt

Cinq cents dessins pour comprendre le Palais de justice et ses secrets

DANS LA FOULE de ceux qui ont traduit leur regard sur la justice. Honoré Daumier est certainement le seul qui soit encore connu de tous. Ce n'était pas de la littérature, ce n'était



que des dessins, mais du dessin littéchaque trait contenait des milliers de

BIBLIOGRAPHIE mots. Cent ans plus tard. Noelle Herrenschmidt renoue avec cet art en livrant ses Carnets du Palais. Et comme ceux de son illustre prédécesseur, ses dessins ne se regardent pas, ils se lisent. Pendant trois ans, elle a parcouru les couloirs du Palais de justice de Paris - cette ville dans la ville - pour en croquer chaque personnage. C'est un cheminement initiatique plus clair, plus ricbe, plus complet que n'importe quel manuel sur la justice. En le parcourant, l'enfant comprendra tous les mécanismes de l'administration judiciaire, l'adulte pénétrera le monde secret de la magistrature et, qu'il soit militant politique ou philosophe, l'intellectuel y trouvera une abondante matière à réflexion.

Le pinceau de l'aquarelle caresse tendrement le tribunal des enfants, alors que les brèves légendes d'Antoine Garapon suggèrent les douteurs qui enveloppent cette juridiction. Le crayon devient une arme acérée quand la dessinatrice nous montre l'innommable dépôt des prisonniers, le regard égaré d'un

toxicomane ou les interminables couloirs souterrains de la souricière. Puis c'est le lustre des audiences, du blanc pour l'bermine, du rouge pour les robes, du noir pour les avocats et un rose presque gris pour ce masque de clown triste dans le box des accusés.

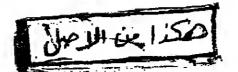
Au hasard des pages, ce sont des visages connus que l'on reconnaît : Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, l'avocat général Pierre Truche, M' Henri Leclerc ou le chroniqueur Frédéric Pottecher. Mais il y a aussi cette multitude d'inconnus que le dessin a figés pour l'éternité: l'bomme qui remonte la pendule, ceux qui réparent les meubles et cet ouvrier qui plante patiemment dans un placard 2715 pitons pour y accrocher les clés des portes du Palais.

Les cinq cents dessins de Noëlle Herrenschmidt, dont les originaux seront exposés du 8 au 18 novembre à la Cour de cassation, ne sont pas de simples Images. Devant le photographe, on prend la pose; devant la caméra, on joue un rôle. On ne trompe pas un dessinateur. Quand son regard va et vient du personnage à la feuille de papier, on peut croire qu'il s'attache à croquer les traits d'un visage. En fait, il regarde ce qui ne se voit pas. Et, sous le crayon, c'est un peu l'ame de l'être qui apparaît.

Maurice Peyrot

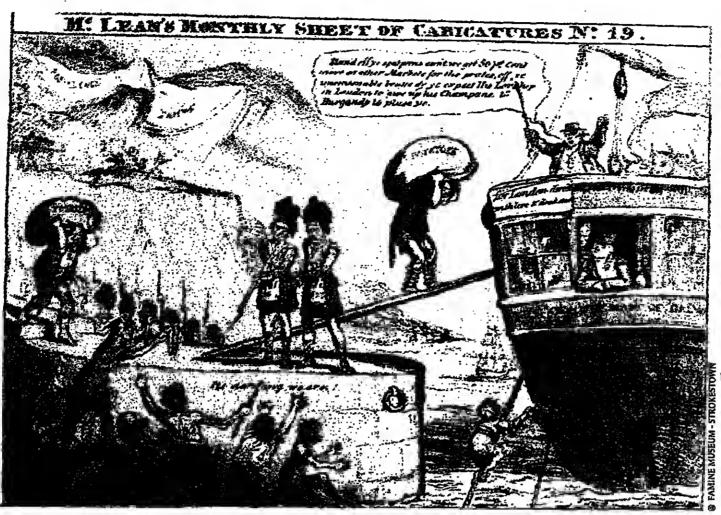
* Les Carnets du Palais, Noëlle Herrenschmidt et Antoine Garapon. Albin Michel, 144 pages,





HORIZONS

ll y a cent cinquante ans, une épidémie venue d'Amérique entraînait une famine qui allait coûter la vie à un million d'Irlandais. Elle fut aussi à l'origine d'une émigration qui, avec le temps, allait atteindre quelque soixante-dix millions de personnes



La grande famine en Irlande

L'Y A cent conquante ans, ie phytophtora infectors, à un climat particulièrement humide, détruisait l'aliment de base des neuf millions d'Irlandais. Elle frappa aussi d'autres pays européens, mais moins gravement. Trois années de catastrophe allaient réduire du quart la population de l'île, amorçant un processus d'émigration massive: en 1900, les Irlandais n'étaient plus que quatre millions et demi, à peine moins qu'aujourd'hui. Une nation faillit disparaître, une des civilisations d'Europe les plus anciennes et les plus riches fut ravagée au point que le gaélique n'est plus qu'une relique linguistique. L'île est actuellement divisée entre un Nord à maiorité protestante, sous souveraineté britannique, et un Snd indépendant depuis 1921, tandis que la diaspora irlandaise, avec ses soixante-dix millions d'âmes, est plus nombreuse que la chinoise. Le 20 août 1845, un savant du

Jardin botanique de Dublin découvrait la maladie qui allait détruire deux récokes d'affilée, faisant un million de morts de faim et de maladie et forçant un million et demi de personnes à s'exiler ; les chiffres

(1729), à suggérer que l'on en-graisse les bébés idandais pour les Kevin Whelan. Ayant connu une aux affamés. Pendant ce temps, vers l'Ouest pauvre. Une sorte de nettoyage ethnique ou de génocide avant l'heure, avant que la grande famine ne vienne causer à la « Verte Erin » un désastre de l'ampleur de celui infligé, en 1975, an

Cambodge par les Kluners rouges. L'épidémie se répandit comme une traînée de poudre du nord au sud du pays, mais de plus en plus à mesure que l'on avançait vers l'ouest. Le tubercule pourrit en terre oo après la récolte, semant la terreur parmi une population qui avait doublé depuis le début du siècle. Surpeuplée par une croissance démographique accentuée par une pomme de terre abondante et nourrissante - un adulte consommait jusqu'à sept kilos par jour de la variété dite Lumper, arrosées de petit lait -, l'Irlande était en même temps victime d'une révolution industrielle favorisant les filatures anglaises et de Belfast aux dépens de l'artisanat local, L'île, qui était l'un des greniers à céréales et à viande de l'Angleterre, ne cessa d'exporter son blé peodant les années noires, sous la protection de l'armée, alors que les fermiers qui l'avaient cultivé crevaient de faim. Ce qui a permis à la contestataire

Les familles de métayers incapables de payer leur fermage étaient chassées immédiatement par des régisseurs agissant au nom de propriétaires absents

exacts ne seront jamais connus. Introduite, dit-on, au XVI siècle par Sir Walter Raleigh, la pomme de terre avait permis aux paysans de survivre sur les terres désolées où les avait repoussés une colonisation anglaise eotamée au XIII siècle par les Normands et accélérée par Elisabeth Im et Cromwell, sous lequel un tiers de la population catholique était morte de faim. Les soulèvements suivis de sanglantes répressions, les famines - comme celles qui, au XVIII^e siècle, poussèrent le sarcastique Ionathan Swift, dans sa Modeste Proposition pour empêcher les enfonts des pouvres en triande d'être à la charge de leurs parents ou de leur pays et pour les rendre utiles au public je?»), et dans « la seule colonie in- Etais-Unis désarmèrent des navires de ses interlocuteurs britanniques : quillages, considérés comme Press.

Sinead O'Connor de chanter qu'« il

n'y a pas eu de famine ». L'année 1846 fut pire et, en 1847, il n'y avait plus de semences à planter car elles avaient toutes été mangées. Trois millions de paysans sans terre erraient sur les routes à la recherche d'une aumône ou de soupes populaires bien longues à organiser; certains étaient même trop faibles pour faire le trajet nécessaire pour recevoir une gamelle de gruau. Des témoins décrivent cette famine, qui ne frappait pas une lointaine colonie mais le pays le plus riche de l'époque qu'était la Grande-Bretagne victorienne (voir L'Ere victorienne, de François Bédarida, PUF, collection « Que sais-

manger - chassèrent les paysans famine aussi meurtrière que celles parlant de l'indemnisation des paydu tiers-monde, l'Irlande est devenue particulièrement sensible aux problèmes de développement, auquel elle consacre un pourcentage de son produit national brut plus important que la moyenne.

Les familles de métayers incapables de payer leurs fermages étaient chassées immédiatement par des régisseurs agissant au nom de propriétaires souvent absents. Des hommes de main détruisaient. sans ménagement, les chaimières des malheureux. L'occasion était trop bonne pour s'en débarrasser. faire « table rase ». Un quaker - cette communauté se dépensa sans compter pour les victimesdécrit des paysans de Bundonragha, près de Galway, « comme des cadavres ombulonts, les hammes frappés par lo marque livide de lo faim, les enfonts criont de souffrance, les femmes, dans certaines chaumières, trop faibles pour se tenir debout (...) Tout le bétail et la voloille ovait disparu, et même les chiens. » Selon Sidney Godolphin Osborne, qui travaillera plus tard en Crimée aux côtés de Florence Nightingale, « aucun mot ne peut décrire l'apparence des bras de ces enfonts, qui semblent avoir perdu toute chair. Si on soulève la peau qui flotte à l'articulation du coude, elle vient comme une sorte de petit sac dans lequel on aurait mis des os » (extraits de The Great Hunger, de Cecil Woodham-Smith).

L'alde de la Grande-Bretagne, qui avait annexé l'Irlande en 1800, fut lente, insuffisante, marque d'une « indifférence fondamentale » pour des Celtes rétifs, explique l'historien Liam de Paor. Le premier ministre Peel fit quelques efforts, mais il fut vite remplacé par lord John Russell, un libéral partisan du laissez-faire économique -déià et favorable à la loi du marché. Le secrétaire permanent au Trésor. responsable des opérations de secours, Charles Edward Trevelyan, n'avait que mépris pour ces traînela-faim et ne voulait pas que l'aide nuise au commerce, en particulier des marchands de grains. La reine Victoria donna 2 000 livres, deux fois plus que le Grand Turc, tandis que l'aide arrivalt massivement des Etats-Unis, mais aussi d'Angleterre. Après s'être vu un temps interdire d'accorder une aide directe, les

sans expuises, réfugiés dans des fossés recouverts de branches et de tourbe, lord Russell écrivait : « Autant dédommager des lapins pour le terrier qu'ils ont creusé. »

De tels propos ne sont pas isoles: Kevin Whelan cite Phistorien Carlisle, selon lequel le paysage de l'Irlande « porte en lui, camme la surface de cette terre rend tout ineffaçable, lo physianomie du peuple qui l'a hobité, un peuple oux chausses trovées, au visage crasseux, aux huttes mal couvertes, un peuple impétueux et inconstant, véhément, impatient, à l'assiduité ou travail et à lo fidélité imparfaites et capricieuses ». Il rapporte également que lord Palmerston, futur premier ministre et lui-même propriétaire en Irlande, voulait moderniser l'Ile en la débarrassant de paysans opposés à la modernisation et à la culture extensive : « On ne peut cacher au'une omélioration du système sociol passe par des chongements fondamentaux dont le moindre n'est pas l'éviction systématique des petits paysans et des métayers. »

ORD CLARENDON, lordlieutenant d'Irlande, voulait ■ « vider le Cannaught [la province occidentale de l'île], le livrer à des hommes nouveaux et à l'argent onglais comme on ferait d'une nouvelle colonie, ce qui résoudrait le " problème irlandais " ». Ainsi, selon le Times, « dans quelques onnées, le Celte sera aussi rare au Connemaro que l'Indien à New York ». Des Celtes accusés de se vautrer dans des tourbières malsaines où ils avaient été parqués après la confiscation de leurs terres, qui étaient assimilés à des « nègres blancs », génétiquement inférieurs, sales, bagarreurs et paresseux. On disait même qu'il fallait protéger « nos » pauvres, anglais et écossais, «ou coractère supérieur », du mauvais exemple de leurs homologues frianciais.

Ce passé douloureux explique encore le ressentiment de certains Irlandais envers les Anglais et même le soutien accordé à l'IRA nu à leur secours : leur père était par des émigrés, en particulier aux Etats-Unis, où l'organisation Noraid est très active et le lobby irlando-américain extrêmement puissant au Congrès. Un officiel de Dublin cite cette réflexion de l'un

« En laissant émigrer tant d'Iriondais en Amérique, nous avons créé un monstre que nous ne pouvons plus contrôler. Et oui est de retour aujourd'hui, pour se venger. » tur si l'on voulait moderniser le Combien de présidents américains. de John Kennedy à Ronald Reagan et à Bill Clinton, sont partis à la recherche de leurs racines irlandaises, réelles ou supposées? On affirme même avoir retrouvé à la frontière avec l'Ulster une chaumière ayant appartenu à la famille Cassidy, dont est issue la mère du président américain.

La famine et l'émigration out détruit toute une classe sociale, la plus pauvre et celle qui était la plus l'Irlande, dont par exemple une ex-

leur maison. L'Irlande est un pays qui vit son histoire au quotidien, où des familles se déchirent toujours sur des querelles séculaires. « i.es Irlandais ne peuvent aublier leur histoire parce que les Angiois refusent de s'en souvenir », a écrit l'historien anglais Terry Eagleton, cité par

« nourriture de famine ». Selon un membre d'un cabinet de consul

tants de Dublin, les Irlandais, marqués par la hantise de l'expulsion veulent tous être propriétaires de

Luke Dodd, conservateur du Musée de la famine, qui a ouvert ses portes à Strokestown. Strokestown a été choisi en raison de la richesse des archives tenues par les propriétaires locaux, les Mabon, dont un des membres fut assassiné pendant la famine. Il faut dire que, dans ce seul district, plus de quatre mille familles furent ainsi expulsées, soit plus que dans tout le comté de Cork. Déjà décimée par la grande calamité causée par le mildiou, la population y a baissé de 88 % entre

OUT cela explique pourquoi la famine a été et reste au cœur de controverses en Irlande et entre Irlandais et Anglais. Les relations entre les deux peuples ont toujours été délicates. Le mépris des Anglais pour les émigrants venus d'Irlande est proverbial. On aime brocarder « Paddy », sur lequel fleurissent autant d'histoires qu'en France sur les Belges. Et un Irlandals vient d'obtenir, auprès d'un tribunal anglais, réparation pour « discrimination raciale » par son employeur. Il fandra du temps pour que ces relations redeviennent normales entre un peuple qui a survécu à des siècles de colonisation et un pays qui n'a toujours pas bien compris pourquoi ce qui avait si bien marché avec le Pays de Galles et l'Ecosse a échoué avec les Irlandais.

Cheval de bataille des nationalistes et du clergé catholique contre les Anglais, la famine a été ensuite minimisée par l'histoire officielle de la République d'Irlande comme pas assez « moralement édifiante ». Puis des intellectuels « révisioonistes », réagissant contre une vision « romontique et théologique » du passé, en ont réduit la portée au nom de la nécessité de ne plus regarder vers le passé mais vers le fupays; il s'agissait aussi pour eux de couper l'herbe sous le pied de PIRA, qui jouait de la corde nanonaliste anti-anglaise. Depuis peu, surtout avec le cessez-le-feu au Nord, une nouvelle génération de chercheurs comme Kevin Whelan veut rétablir l'équilibre et faire la part des responsabilités.

De nombreuses manifestations sur la famine sont prévues au cours des deux années à venir dans toute

Un grand silence s'est abattu sur le pays; l'égoïsme, l'amertume, le désespoir et un sentiment de culpabilité d'avoir survécu se sont répandus chez les rescapés demoralisés

nel: les uns sont morts sur place ou pendant leur loog et pénible voyage par mer, les autres ont émigré, emportant sur le bateau leurs traditions et leur ressentiment. Ce qui fait que le souvenir de la famine soit resté longtemps plus vivant en Amérique du Nord qu'en Irlande même, où il faisait honte aux survivants. Un grand silence s'est abattu sur le pays. L'égoisme, l'amertume, le désespoir et un sentiment de culpabilité d'avoir survécu se sont répandus chez les rescapés démoralisés, leur famille souvent éclatée, et ce dans une société iusqu'alors ouverte et solidaire, où jusque-la on avait toujours accueilli un pauvre qui frappait à sa porte, ajoute Liam de Paor.

L'histoire a laissé des traumatismes. Liam de Paor raconte une anecdote héritée de sa grand-mère. A la fin du XIXº siècle dans le comté de Waterford, pourtant moins touché par la famine, deux enfants se sont noyés en jouant dans une carrière sans que personne ne soit vepolicier et les gens n'avaient toujours pas pardonné à ceux qui les avaient chassés de leurs terres des années auparavant. Un diplomate nous a raconté que, dans sa famille, on ne mangeait plus de co-

proche du fonds gaélique tradition- position sur les femmes et l'émigration au château de Dublin. Après cent cinquante ans, le temps semble désormais venu de regarder l'histoire en face. Mais ce ne sera pas facile. Luke Dodd veut que l'on dépasse le dénigrement onti-onglois » pour avoir enfin des relations normales avec l'encombrant voisin. Pour Mary Robinson, il s'agit de commémorer « un des chopitres les plus noirs de natre histoire » sans ressasser les rancœurs passées : « Chaque pays est prompt à faire la liste de ses triamphes. Choque culture est riche en celébrations de son héroïsme et de sa force. (...) Pour moi, il est important de ropporter aussi un passe plus sombre. (...) C'est une des forces des Iriondois de celébrer leur passé, non pas pour so puissonce ni pour ses victoires, mais pour lo profonde dignité de lo survie de l'hamme. »

Patrice de Beer

* A lire: The Great Hunger, Ireland 1845-1849, de Cecil Woodham-Smith, Penguin, le livre d'histoire le plus vendu en Irlande; This Great Calamity, de Christine Kinealy, Gill and Macmillan; The Great Irish Famine. edited by Cathal Portéir, RTE/ Mercies; Ireland Since the Famine, de F. S. L. Lyons, Fontana

Un entretien avec René-Daniel Dubois

« Le référendum québecois est une tentative de suicide qui n'a pas marché »

NÉ À MONTRÉAL en luillet 1955, René-Daniel Dubois est auteur et comédien, formé à l'Ecole nationale de théatre du Québec et à l'Institut Alain-Knapp de Paris. Prolifique, il a écrit quatorze pièces de théâtre, dont certaines ont été traduites en anglais, en espagnol, en italien et en tchèque. Il a aussi travaillé pour le cinéma, la télévision et la radio. Ses ceuvres, toujours attendues au Québec, ont été iouées au « Canada anglais », aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Europe. En 1990, il a rédigé un rapport intitulé . Pour une politique... culturelle », que le Conseil québécois du théâtre a remis à la Commission sur l'avenir constitutionnel du Québec. Polémiste, il y a défendu une approche de l'histoire québécoise qui a bousculé plu-sieurs clichés installés depuis la Révolution tranquille.

En octobre, cet independantiste deçu a été violemment pris a partie pour avoir refusé d'écrire un texte dans un recueil intitulé « Trente lettres pour un oui », où des artistes et intellectuels québécois défendaient la souveraineté de leur province. Accusé publiquement par une militante indépendantiste connue, Andrée Ferretti, d'être devenu un « pessimiste de luxe » qui, par son refus, contribuait à « la mort du peuple québécois por reconduction losse de son aliénation », il a répondu en substance: « Je n'oime pas ce que mon pays est devenu. » Il s'est finalement abstenu au référendum du 30 octobre sur la souveraineté, option repoussee par 50,6 % des électeurs.

René-Daniel Dubois s'apprête à remonter sur les planches à Montreal pour louer dans une pièce qu'il a écrite en 1981 sous le titre Ne blàmes jomais les bédouins.

« Quel commentaire vous fuspire le référendum sur la sonveraineté du Québec en fayeur de laquelle, vous, l'indépendantiste de longue date, avez refusé de prendre position?

On nous a dit qu'on avait le choix entre deux options : le fédéralisme canadien ou le nationalisme québécois. A mes yeux, on nous proposait en fait deux façons de devenir des Américains. C'est le réve qui habite les élites de chaque camp. Concrètement, elles ne nous offrent rien d'autre. La seule différence est la vitesse de l'assimilation proposée. Au-delà des pompes à trémolos patriotiques de ces dernières semaines, le débat référendaire a exclusivement porté sur le thème de l'argent, dans les termes du néo-libéralisme à l'américaine.

» On accroche à ce discours des décorations, teintées un peu à gauche ou un peu à droite, mais les gouvernements de Québec et d'Ottawa se contentent en réalité. l'un comme l'autre, de recommander des compressions budgétaires drastiques dans les programmes sociaux. Le premier ministre démissionnaire du Québec, Jacques Parizeau, avait d'ailleurs clairement expliqué que l'indépendance trahit ses ancêtres et les généra-

permettrait au Québec de choisir tout seul les secteurs dont il faudra sabrer les dépenses. Si le Québec était devenu souverain, les coupes budgétaires auraient été justifiées au nom de la sauvegarde de la nation. A présent, elles seront justifiées par la dette du gouvernement

- Vous avez été vivement pris à partie par une représentante du tions futures jusqu'à la fin des

» Ottawa et Québec considèrent que les artistes ne sont utiles que dans la mesure où ils relaient leurs mots d'ordre. Celui qui prétend penser se fait insulter, le ne veux pas de ce système. Le nationalisme uébécols, pas plus que le fédéralisme canadien, ne constitue, à mes yeux, une religion. Il ne m'est ja-Parti québécois pour avoir refusé mais apparu d'archange m'enjol-

Le mouvement souverainiste est devenu une vaste entreprise de chantage émotif qui tourne à vide et dans laquelle la pensée critique est non seulement absente mais chassée lorsqu'elle se présente

de vous prononcer publiquement en faveur de la souveraineté, pendant la campagne. Quelles réflexions en tirez-vous?

- Mes pires doutes ont été confirmés: le monvement souverainiste est devenu une vaste entreprise de chantage émotif qui tourne à vide et dans laquelle la pensée critique est non seulement absente, mais chassée lorsqu'elle se présente. On se retrouve devant l'alternative suivante : ou bien on est avec eux, dans les termes qu'ils utilisent, ou bien on est contre eux, autrement dit un salaud qui

gnant de conduire mon peuple hors d'Egypte. Ma responsabilité essentielle est de participer à la survie et au développement de la culture dans laquelle je suis né. Cette culture ne se résume pas au seul fait de parler français en Amérique du Nord.

- M. Parizeau a attribué la défalte « à l'argent et aux votes ethniques ». Qu'en pensez-vous ?

- Tout est dit dans ces mots. Il faut savoir qu'ils sont ceux d'un exprofesseur aux Hautes Études commerciales, dont le milieu est celui de la baute finance. De son côté, Lucien Bouchard, le « béros » de la campagne référendaire, a été ministre du gouvernement fédéral de Brian Mulroney, élu pour signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, donc, à terme, la suppression des avantages sociaux canadiens: les entreprises invoqueront leur manque de compétitivité par rapport à leurs concurrents américains. Les nationalistes québécois ont apporté leur appui décisif à cet accord bilatéral, puis à l'Alena, qui inclut le Mexique.

» M. Parizeau nous dit maintenant que « l'orgent » est le grand responsable, alors que, dans son esprit, l'argent est précisément le moteur du rêve nationaliste. L'argument central de son discours est que l'indépendance permettra de faire des économies en supprimant un palier de gouvernement. Le vice-premier ministre québécois, Bernard Landry, continue d'expliquer que nous devons devenir indépendants parce que les échanges commerciaux canadiens obéissent à une logique Est-Ouest, aiors que, pour le Québec, ses priorités économiques sont les échanges Nord-Sud, c'est-à-dire avec les Etats-Unis. Tous nous invitent à nous jeter dans la gueule du loup.

— Et les « votes ethniques »? - Les masques sont tombés. La notion de peuple québécois, telle que définie officiellement dans le projet souverainiste, est un leurre. Dans le préambule de ce projet, il est écrit : « Nous, peuple du Québec, sommes ici depuis trois cents ans et sont venus s'installer à nos côtés des onglophones, puis des immi-gronts. » Donc, le « nous, peuple du Québec » n'inclut pas les non-francopbones. La seule corde que l'on fait vibrer, c'est celle de l'ethnicité, base d'un racisme qu'on camoufle sous un discours politiquement correct. C'est dangereux. Depuis treote-cinq ans, les gouvernements québécois n'oot pratiquement rien fait pour intégrer les anglophones ou les immigrants ; ils n'ont pas essayé de connaître leurs centres d'intérêt. Le rejet n'est pas viscéral, il est politique.

- Pourquoi, à votre avis, le nationalisme québécois ne concerne-t-il véritablement que les francophones « pure laine » ?

- Parce que le Québec n'a jamais voulu définir un véritable projet de société attrayant et englobant, îl o'a pas réussi à esquisser les grandes lignes d'une véritable politique culturelle. Le Parti bbéral québécois s'y est risqué... Il a finalement réduit la culture à ses industries et assimilé l'art à un laboratoire de recherche. Le seul projet de société formulé actuellement est économique : nous intégrer au continent et donc y disparaître et nous y noyer, faire des économies en supprimant la fonction publique fédérale. Pourtant, tous les premiers ministres du Québec, avant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois Indépendantiste en 1976, out dit : la culture québécoise ne se limite pas à la langue, à la religion, et au code civil ; c'est aussi un rapport particulier avec le reste

» La langue n'est qu'un outil de la culture. Or, actuellement, le Parti québécois confond les deux et saborde la notion de culture. Ses élites en parlent à tout bout de champ mais les gouvernements péquistes ne lui ont pas même accordé 1 % du budget. Et les Québécois, d'après les sondages, trouvent que c'est encore trop. Collés à l'empire des Etats-Unis, nous sommes pourtant à l'avantgarde d'un combat. Mais le message que nous envoyons au reste du monde est tragique : il faut choisir entre son âme et la faim. Qu'importe s'il faut vendre son âme pour manger: ce n'est pas si

- Quels pourraient-être les contours d'un projet culturel qui soit salvateur, à vos yeux ?

- Il faut sortir de l'ethnicité, dans les faits, et non pas uniquement dans le discours. Par ce que j'appelle le génie français, à savoir le débat philosophique, les lettres et les arts. La pensée, le débat et l'esthétique. La prédominance de l'être sur l'avoir. Nous baignons dans le productivisme nord-américain présenté comme inéluctable. Nous, Québécois, devons dire qu'il y a d'autres façons d'être. Que l'individu responsable est plus impor- en Occident, ce u'est pas un ac-

tant que le groupe. Au Québec, le débat fait défaut ; il n'y a plus d'agora politique. La critique n'est tolérée que lorsqu'elle porte sur l'un des deux projets, indépendantiste ou fédéraliste. Les intellectuels et les artistes se taisent, ils ne remplissent pas leurs fonctions: c'est le syndrome de Polonius, le grand chambellan de Hamlet, le seul personnage qui comprend les enjeux de la situation du royaume. Mals II préfère fermer les yeux pour ne pas avoir d'ennuis avec

Quel devrait être la conception de la culture québécoise ?

- Il y a une conception française et une conception anglo-saxonne de la culture. Au Ouébec, les nationalistes ont adopté la seconde vision. En français, la culture se réfère notamment aux beaux-arts et aux lettres. En anglais, elle désigne le contraire de la nature. Le fait de parler français devrait être le signe d'un combat particulier, d'un rapport spécifique au reste dn monde. Ce combat doit signifier la promotion d'un projet et noo la simple défense d'une langue. Le libéralisme est présenté comme un fait de nature, LA facon d'être. La culture est assimilée aux loisirs, aux industries culturelles. Les producteurs donnent leur argent pour proposer des spectacles à des consommateurs qui tuent leur temps. On considère ce commerce culturel comme un signe de ri-

chesse, une attraction touristique. » Les institutions culturelles et

cident. Le vertige est réel. Les médias occultent cette réalité, on trouve même que parler de ce phénomène risque d'encourager les candidats potentiels au suicide. Les jeunes sont exposés aux valeurs. aux tensions et au grand paradoxe de cette société québécoise : les faits, les actes, les comportements montrent que notre véritable rêve est de devenir américains, tandis que le discours proclame notre volouté d'être libres, indépendants et différents. Le discours est en instance de divorce avec la réalité, il vit de manière autonome par-delà les faits. Les journaux télévisés offrent quotidiennement le spectacle de cette distorsion.

 Ce référendum a-t-li été, comme l'affirment certains, le dernier hoquet d'nu nationalisme suranné ?

- Non, c'est une tentative de suicide qui n'a pas marché. La démarche s'appuie sur une culture du ressentiment. On part du principe que le Québec, s'il n'est pas indépendant, n'est pas encore vraiment né, il n'en est qu'au stade utérin. Seuls existent les autres, qui nous font du tort : les Indiens nous ont combattus, les Français nous ont abandonnés, les Anglais nous ont conquis et ont continué de nous infliger des blessures. Le nationalisme québécois, tel qu'il s'exprime actuellement, sous-entend qu'avant la révolution tranquille des années 60, rien d'autre n'existait que des dinosaures. On occulte complètement la richesse des débats d'avant l'aube de l'ère indépendantiste. On refuse d'assumer le vécu de ceux qui nous ont précé-

» Les Québécois s'imaginent que la souveraineté sera leur acte de naissance. En attendant, ils se définissent non pas comme acteurs, mais comme victimes de la haine et de la méchanceté des autres. Pis, dans cette dynamique du ressentiment, le « je » n'est pas utilisé à la forme active, il n'est qu'un point focal, il oe sert qu'à formuler reproches et gémissements. Cette culture du ressentiment explique l'ampleur demesurée des réactions, chaque fois que quelqu'un, l'écrivain Mordecai Richler par exemple, s'avise de nous étriller sur un ton polémique. - Vous ne pensez pas que le

fait d'avoir un pays, représenté à rompre cette dynamique?

 J'ai été indépendantiste parce que je croyais cela. J'ai adhéré à cette cause pour des raisons ergothéraplques : dans l'espoir que l'absence de boucs émissaires aiderait à traiter la folie dont souffre mon peuple. Mais, depuis la fin des années 80, la distorsion entre les mots et les actes s'est trop exacerbée, les dernières semaines ont accentué ce délire de persécution. Résultat : si nous devenions indépendants, il y aurait radicalisation de ce ressentiment. Il fandrait alors défendre chèrement notre souveraineté et on trouverait, par

En fait, la véritable alternative est la suivante :

être le jeune homme en chemise blanche devant le tank de la place Tiananmen ou être le conducteur du tank

artistiques sont dans un grave état de délabrement. On ne bâtit de nouveaux théâtres au Québec que pour créer des emplois dans le secteur de la construction, mais ces théâtres n'ont pas de budget de fonctionnement suffisamment élevé pour chauffer leurs salles durant l'hiver. Ce type de politique est en train d'avoir raison des artistes et de la vie intellectuelle au Québec. Parallèlement, l'Etat prétend haut et fort défendre la culture et la protéger au mieux tandis que des collèges jettent leurs bibbothèques pour donner, dans l'espace gagné, des cours de formation au personnel des entreprises privées. La distorsion au Ouébec entre le discours et les actes a des conséquences dramatiques

- Quelles sont, selon vous, ces conséquences dramatiques ? - Nous avons au Québec le taux record de suicide chez les lennes

consensus, encore moins de raisons de débattre : la nation serait en danger. Toute critique risquerait de devenir menace. Un conseiller de M. Parizeau, Pierre Bourgault, a évoqué la possibilité de devoir, pendant une période transitoire, « baliser » la liberté d'expression. Ces propos d'une extrême gravité ont à peine été relevés. Je crois que je vis dans une société totalitaire « soft ».

» En fait, la véritable alternative est la suivante : être le jeune homme en chemise blanche devant le tank de la place Tiananmen ou être le conducteur du tank. Nos mythes nous disent que nous sommes le jeune homme, la victime, alors qu'en réalité nous sommes assis dans le char d'as-

Propos recueillis par



EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

Espoirs en Afrique du Sud

surprise, mais haut la main, les premières élections municipales mnitiraciales de Phistoire de l'Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela conforte sa position inante sur la scène politique (Le Monde du 4 novembre). Les oiseaux de mauvais angure en seront pour leurs frais: les populations paupérisées des cités noires - qui attendent toujours do gouvernement qu'il tienne les promesses faites, en 1994, pendant la campagne électorale pour les élections générales n'ont pas sanctionné PANC. Bien au contraire! Dix-buit mois après l'élection de M. Mandela à la présidence de la République, les résultats partiels du scrutin du 1ª novembre indiquent clairement qu'avec quelque 60 % des suffrages l'ANC égale - à très peu près - son score d'avril 1994 (62,65 %). Mieux encore, elle a progressé dans la province occidentale du Cap, à forte concentration de métis, où le Parti uational (NP) de Frederik De Klerk avait particulièrement bien réussi l'an dernier.

Avec 18 % des voix, je NP renforce son statut de principale formatioo de l'opposition. Mais, contrairement à ce qu'espérait M. De Klerk, il n'a pas élargi son audience, prouvant on'il avait fait le plein de soo électorat en 1994. La logique est, somme toute, respectée, puisque ce parti représente - théoriquement la majorité de l'électorat blanc (13 % de la population) et une frange de l'électorat métis et indien.

ganche ont été laminées. Les nitra-nationalistes blancs du Parti conservateur (CP), comme les nitra-nationalistes noirs dn Congrès panafricain (PAC), ont essuyé des revers cingiants dans tout le pays. En enlevant la municipalité-symbole d'Orania, fief afrikaner, le Front de la liberté (FF) de l'ancien chef d'état-major de l'armée, le génétal Constand Viljoen, qui obtient 6 % des voix an niveau national, émerge en troisième position, balayant définitivement le CP, son rival auprès de l'extrême droite, qui avait boycotté le scrutin de 1994.

Ces élections confirment aussi la marginalisation de l'Inkatha. Le parti à dominante zoulone du chef Mangosnthn Bntbelezi n'est représentatif que dans la province du Kwazulu-Natal, où les élections ont été reportées au 27 mars 1996. En revanche, les candidats indépendants et cens qui se présentaient sous des étiquettes d'associations locales ont fait une percée remarquée : ils récoltent une centaine de sièges dans le pays.

En célébrant la victoire, vendredi, le président Mandela a estimé que son pays était désormais « une démocratie nu sens propre du mot » et que les Sud-Africains avaient fait prenve d'une belle « matnrité politique ». L'ANC doit maintenant honorer ses engagements en réduisant au mieux, d'ici à 1999, date des prochaines élections présidentielle et législatives, les disparités criantes entre riches et démunis, entre Blancs et

Le ministre et les magistrats

procher à M. Tonbon un manque de persévérance. En juges Van Ruymbeke, Halpben et Rolland, trois magistrats chargés de délicates affaires de financement politique, le garde des sceaux vient de prendre une initiative nonvelle: son directent des services indiciaires. Marc Moinard, a écrit aux présidents des cours d'appel de Rennes, Paris et Aix, pour qu'ils rappellent à l'ordre leurs turbulents subordonnés.

Les Juges Van Rnymbeke, Halphen et Rolland ont la charge de dossiers financlers où out été mises en cause plusieurs personnalités de la majorité. Ils avaient, à cette occasion, mené plusieurs incursions en Suisse, sollicitant directement leurs collègues helvètes pour obtenir les informations financières néces-E saires à leurs instructions. Démarches qui n'ont guère plu à M. Toubon, legnel, le 4 août, a écrit à son homologue de Berne, Arnold Koller, pour hi rappeler les dispositions de la convention d'entraide indiciaire franco-hélvétique. Les transmissions directes de pièces entre magistrats des deux pays ne sont pas illégales, mais, rappelait M. Tonbon, la bonne règle veut qu'elles voyagent par la vole diploma-

La lettre ministérielle avait provoqué la réplique du procureur général de Genève, Bernard Berlossa, qui pensalt qu'elle nuirait à l'entraide judicaire entre les deux pays. Elle avait aussi suscité une réaction

Le Monde est édit. par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de sussession de la publication : Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication : Dournisone Aldry, directeur épiséal ; Noël-Jean Bergerbus, directeur de la rédaction

Est. Piallous, directeur de la gestion ; Anne Chapssebourg, directeur délègae

Descriper adjoint de la réduction : Edwy Pienel
Réductions en chef :
Thomas Serencei, Robert Solé, adjoints à la direction de la réduction
Jean-Paul Bessee, Bruno de Camas, Laurent Greifsanter,
Danièle Feynmann, Bertrend Le Gendre, Manuel Luchert, Luc Rosenzweig

Medianeur : André Lurens

Consed de sun effante : Alam Mine, président ; Ofivier Biffand, vice-président

Ancieus dur neum: Hubert Beutre-Mery (1944-1949), Jacques Pauvet (1969-1962), Andre Laurens (1982-1945), Andre Formine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est edité par la SA de Monde, Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital recal : NS 000 F. Prancipaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Au sociation Habert-Beuts-Méry, Société anonyme des locteurs du Monde, Le Mande-Entreprises, Jean-Marie Colombant, président du directoire

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15. RUE FALCUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 TEL : (1) 40-45-25-25 Telecopiem : (1) 40-45-25-99 Teles : 206-206F

ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BELVE-MERY 94852 IVEY-SUR-SEINE CEDEX TEL: 11 40-65-35-25 Telicappeur: (1) 49-60-30-30 Telex: 261.311F

Alam Rollar, conseiller de la direction ; Lamei Verner, directical des relacions internationales ; Alam Fourment, s

commune des trois juges francals estimant que l'application stricte des règles de transmis-.sion reviendrait à « renforcer verse ou percu de confortables commissions à l'étranger ». (Le Monde du 19 octobre). C'est cette déclaration qui, à son tour, a suscité la dernière intervention de la chancellerie.

M. Tonbon s'expose ainsi au soupcon de tout faire pour empêcher des juges intègres de faire leur travail de salubrité financière. D'autant que sa maladroite initiative disciplinaire, venant après son intervention contestable en faveur de M. juppé, survient alors que plusieurs poids lourds de sa majorité ne cachent pas leur exaspération devant la multiplication des enquêtes qui, potentiellement, visent leur camp. Il est vrai aussi que certains magistrats ont pris quelque liberté sinon avec la procédure, du moins avec son esprit, suscitant chez les avocats des protestations pas toujours infondées contre les atteintes

aux droits de la défense. La question n'est pas nonvelle : face à une loi qui, en matière financière encore plus qu'en d'antres domaines, est conçue pour défendre et protéger les possédants, certains magistrats n'hésitent pas à penser qu'il faut utiliser toutes les ficelles pour faire justice. C'est de ce cercle vicieux qu'il faudrait définitivement sortir : que les juges fassent leur travail à visage découvert, et que M. Tonbon ne dissimule pas la défense de ses amis sous le masque du nécessaire respect des textes.

L'éditorial gigogne

IL Y A, comme cela, des formulations qui font bondir. Ainsi, dans Le Monde du 21 octobre, le titre et la conclusion d'un éditorial sur l'amendement au projet de loi de finances qui aligne le régime fiscal des parents non mariés sur celui des couples mariés. Ce commentatre, non

signé parce qu'il est assumé globalement par le journal, s'intitulait «L'impôt bienpensant » et se concluait sur « les désagréables relents d'ordre moral » de cette ini-

tiative parlementaire acceptée par le gouvernement. Il n'en fallait pas davantage pour déclencher un courrier critique dont oo trouvera ci-dessous quelques extraits. Pour l'essentiel, nos correspondants reprochent an Monde non seulement d'avoir contesté d'une manière injuste une mesure de

justice mais, de plus, de s'être laissé aller à donner le coup de pied de l'âne à l'institution civile du mariage et à la religion qui en fait un sacre-

Le Monde n'a jamais prétendu que la disparité fiscale entre les couples, suivant leur statut,

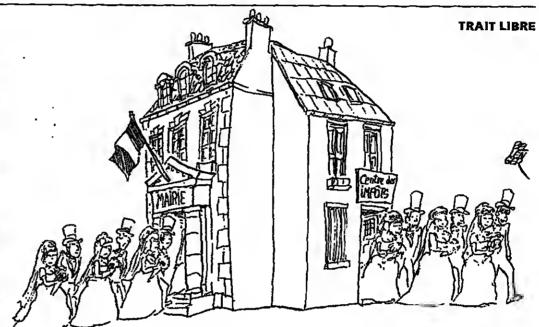
continuait de se justifier, bien qu'elle ait été instaurée initialement pour des raisons sociales, au profit d'enfants supposés être élevés par un seul parent: elle a effectivement abouti, avec l'accroissement des couples non mariés, à des distorsions qui oe sont plus défendables. Le souci de justice est blenvenu sur ce point, comme il le serait sur blen d'autres, pas moins significatifs et urgents, qu'engloberait une véritable réforme. Or sa mise en chanrier, si souvent annoncée, est promise pour l'année prochaine. L'impression prévaut que, dans cette affaire, on est allé au plus facile pour des raisons que n'inspire pas la seule exigence d'équité. Le Monde n'approuve ni la méthode retenue ni l'inspiration invoquée. Il le dit avec des mots qui ne soot pas neutres, puisqu'ils visent à sanctionner une manière de procéder qui hii paraît opportuniste, réductrice et biai-

Biaisée? Sur ce point, l'éditorial était, sans doute, trop elliptique et a couru le risque d'en dire trop ou trop peu: c'est la rançon d'un enre qui exige une formulation ramassée. Un éditorial en cache ou en contient souvent beaucoup d'autres, à l'instar des poupées gigognes.

Dans le cas considéré, s'il s'agit de rétablir l'équité, il apparaît bien vite que la démarche est unilatérale et ne met pas sur le même plan, au regard du fisc, les différentes formes statutaires du couple; elle exigera, en outre, des contrôles délicats. S'il s'agit de favoriser par l'incitation fiscale l'institution du mariage, on prend le risque, par le même raisonnement, de réduire la natalité dans le cadre de l'union libre, dont on sait qu'elle n'est plus marginale : il reste à espérer que l'un et l'autre de ces engagements, moins reliés qu'ils ne l'étaient dans le passé, continueront de se fonder sur d'autres motivations

Aurait-Il fallu, en somme, développer l'idée que la régulation d'une société soucieuse de protéger ses assises institutionnelles et culturelles, de prendre en compte des évolutions de fait, de satisfaire l'exigence de plus en plus individualisée de ses membres en faveur de davantage d'équité, en appelle plus à la réflexion qu'au réflexe ? C'eût été un autre éditorial, un peu loin du sujet mais proche, à l'évidence, des préoccupations de nos interpellateurs.

André Laurens



AU COURRIER DU « MONDE »

UN MAILLON FORT DES SOLIDARITÉS

Votre éditorial du 21 octobre sur «L'impôt bien-pensant » rejoint des commentaires que j'ai entendus à la radio. Nous aide-t-il à voir clair sur la «morale» et les solidarités de société qu'il exprime?

Que la réforme fiscale soit plus efficace que quelques amendements pris à la hâte, qu'il y ait là un souci électoraliste, que la pensée de ceux qui la proposent visent les moeurs... je peux en convenir avec

Mais pourquoi la mesure qui met sur le même plan couples mariés et concubins est-elle présentée comme une «punition» pour les seconds? Est-ce à dire que les premiers étaient « punis » depuis longtemps, et que personne - pas même Le Mande - ne s'en souciait ?

C'est vrai qu'on aurait pu envisager l'inverse et que les couples mariés scient alignés sur les concubins dans le compte des parts i Sans doute, l'Etat a besoin de trop de ressources pour aller dans ce sens.

Par ailleurs, je n'ignore pas que les mariages sont parfois plus frasiles que les concubinages, mais à Pheure où nous sommes tous inms, ne fa favoriser (ou ne pas défavoriser l) ce qui va dans le sens des stabilités familiales? La famille est l'un des lieux importants, et souvent le maillon fort des solidarités quand les autres s'effondrent. Désormais, en tout cas, le choix « individuel » du concubinage ou du mariage pourra se faire librement, sans avantages fiscaux. N'est-ce pas un plus pour

les libertés? Bien sur, si je situe mon propos à partir de ma «profession», je risque d'être disqualifié. Dans la logique de votre éditorial, être prêtre -catholique - ce doit être un péché! Mais j'oserai réclamer votre indulgence puisque voilà bientôt trente ans qu'abonné au Monde l'y puise informations et réflexions. La « morale » n'y perd pas, je pense? Jusqu'ici, aucune autorité religieuse ne me l'a dit, en tout cas.

Dominique Dewailly Brillon (Nord)

Of EST L'ORDRE MORAL? Le Monde, donneur de leçons émérite, a une fois de plus frappé. (...) L'éditorial sur « L'impôt bienpensant » se permet d'évoquer un retour à un ordre moral bonni (pourquoi pas l'alliance du sabre et du goupillon ?). Je trouve tout à fait bypocrite de vouloir disqualifier une mesure de justice fiscale, l'égalité devant l'impôt des couples manés ou non, au motif :

1. Que d'autres mesures d'équité fiscale devraient être également prises:

2. Que certains de nos élus anraient des arrière-pensées qui ne vous plaisent pas.

Faut-il attendre une nouvelle nuit du 4 août pour entamer des réformes? Faut-il interdire au Parlement d'exercer son droit de proposition? J'avais cru que Le Monde fustigeait l'immobilisme des gouvernements en matière fiscale et militait pour le renouveau de l'initiative parlementaire.

Enfin, sauf erreur de ma part, il existe deux mariages: l'un. religieux, qui est un choix privé; l'autre, civil, qui est en grande partie l'organisation juridique d'une union. Cela s'apparente beaucoup à un « contrat d'union civile » que, me semblait-il, Le Monde appelait de ses vœux. Où est l'ordre moral? Yves Girandeaux La Tronche (Isère)

Une de nos plus nobles INSTITUTIONS J'exprime mon désaccord total

avec l'article, volontairement provocateur, intitulé « L'impôt bienpensant » (Le Monde du 21 octo-

rer le mariage républicain, une de nos nius nobles institutions, au concubinage, au risque - dont ie n'ai cure - de passer pour ringarde. Ce type d'union a été institué pour enlever an parti des dévôts ses prérogatives abusives et garantir la liberté de pensée et de croyance de chacun. Notre pays est un modèle dans ce domaine. Il est - ou devrait être – la base de ootre société et la garantie de sa stabilité. Ne pourrait-on au moins encourager, par des lois adéquates, une institution progressiste par nature, et non l'inverse, au nom de ie ne sais quelle évolution des mœurs qui pe rend l'individu ni plus fort, ni plus heu-

reux, ni meilleur citoyen? Il n'est pas besoin de s'appeler Philippe de Villiers pour préférer la simple morale laique et républicaine au laxisme en tout genre. La loi ne peut cautionner ni encourager ce laxisme, sans se contredire.

sans se détruire elle-même. En réalité, il vous plaît de faire l'amalgame entre ce que vous appelez « l'ordre moral » et le simple civisme qui demande parfois, il est vrai, un minimum d'effort et de discipline à chacun. De plus, vous détestez tellement « les curés » que vous tombez dans l'anticléricalisme Spinsming.

Annie Dubernard-Laurent

LA RESPONSABILITÉ

DE L'ETAT Comment ne pas se réjouir que

l'on mette à profit la présente loi de finances pour supprimer enfin cette invraisemblable prime accordée au concubinage? Elle n'était nas seulement choquante du point de vue de la stricte justice, mais, parce qu'elle donnait une sorte d'encouragement à la décomposition de l'institution familiale. qu'elle favorisait sa précarité, elle fragilisait aussi les structures qui out pour fonctioo essentielle d'assurer la construction de la personnalité chez l'enfant et l'adolescent. Réhabiliter le mariage, même par le bials d'une disposition fiscale, c'est aussi contribuer à la solidité psychologique de notre jeunesse, et c'est dooc bien là une responsabilité de l'Etat.

Clande Brochard Saint-Savinien (Charente-Maritime)

LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET COUT COLLECTIF

Ce n'est pas la première fois que je vous sens inquiets d'un retour à l'ordre moral, sorte de peste noire fleurant quelque peu le pétairisme, et qui, si je vous ai blen compris, feiaueés en fonction d'une échelle de valeurs qui, en France, circonstance aggravante, serait fondée sur la religion catholique.

Je conçois que des esprits éclairés comme les votres soient préoccupés par ce retour supposé de l'obscurantisme.

Si je vous suis bien, tous les comportements sont équivalents à partir du moment où ils ne portent pas tort à autrui. Fort bien, mais, dans ce cas, il faut en assumer à titre personnel les conséquences et ne pas se retourner vers la société pour les corriger.

Qu'on juge normaux l'homosexualité, la drogue, le vagabondage sexuel, je veux bien; mais alors qu'on ne vienne pas demander à la société de combattre le sida, de prendre en charge les toxicomanes. de venir au secours des familles à la dérive, de prendre la place des parents démissionnaires, car, finalement, on constate que cette liberté individuelle revendiquée a finalement un coût collectif élevé et que ce que vous appelez l'ordre moral - en dehors de toute considération éthique ou religieuse - s'avère un code de vie en commun dont les cootraintes permettent le fonctionnement le plus barmonieux de la

> **François Jourdier** Toulon (Var)

L'équité

POUR LES CONCUBINS Effectivement, on ne voit pas trop pourquoi le fait de ne pas être mariés procurerait une ou deux demi-parts supplémentaires aux couples non mariés, selon qu'ils ont un ou deux enfants. C'est une niche fiscale pas vraiment justifiée... et pas vraiment désagréable pour ceux qui en bénéficient. On comprend ou'elle ait attiré l'attention de Bercv. On compreed moins l'argumentaire de l'énarque de service. d'après qui « l'Assemblée nationale n ndopté un nmendement du gouvernement destiné à rétablir l'éenlité entre couples mariés et non maries au regard de l'impôt sur le revenu ». SI c'était le cas, la règle serait l'établissement d'une déclaration de revenus commune. Car, si dans un couple de concubins, seul l'un travaille, il sera pénalisé puisqu'il ne sera pas possible de compter l'autre a charge.

L'équité et donc la morale exige raient que les concubins aient sinon l'obligation, du moins la possibilité de ne faire qu'une déclaration de

René Grison Vierzon (Cher)

SIDA: **TOUTES LES VILLES** MOBILISÉES

Aujourd'hai s'impose la nécessité de romare l'isolement des municipalités face au sida. Il leur faut oreaniser en réseau les expériences menées sur ce front. C'est le but des rencontres de Perpignan des 6 et 7 novembre. Un certain nombre d'initiatives et de réalisations ont été menées ces demières années. Lancées par des maires, soutenues par des fédérations d'élus, concertées avec les associations qui luttent contre ce fléau, elles ont nermis une action de terrain dont il faut maintenant partager les résultats pour aller plus loin. Cette mobilisation des réseaux de villes, activement soutenue par le ministère de la santé et de l'assurance-maladie, va permettre de définir une charte. Présentée à tous les maires, celle-ci sera leur guide dans la lutte contre le sida.

Ce n'est pas un hasard si, après Rueil-Malmaison et Toulouse, Perpignan organise, avec le concours de l'Association des maires de France, ces troisièmes Rencontres des villes contre le sida. Ce choix signifie que le combat à mener doit s'organiser sur l'ensemble des villes et ne pas se limiter aux seules grandes métropoles. Les cités moyennes ne sont pas épargnées: leurs responsables sont obligés à réfléchir et à agir.

Ces journées auront pour objet de créer les réseaux de compétences, qui faciliteront les échanges d'informations sur les succès et les échecs, sur ce qui peut être généralisé ou, au contraire, doit garder son aspect spécifique. Ainsi seront combattues ces énormes difficultés que sont, pour les maires, l'isolement et des circuits de décision trop

L'appel qui sortira de Perpienan sous la forme d'une charte d'action va s'adresser à toutes les villes de France qui veulent responsabiliser, informer et mobiliser. Bien que cela n'entre théoriquement pas dans les attributions municipales, cette coojonction d'actions aidera à fabriquer des réseaux aptes à regrouper l'ensemble des générosités et des compétences et donc à travailler sur les vraies cibles.

> Jean-Paul Alduy maire de Perpignan (Pyrénées-Orientales)

RETOUR AU PRIVÉ Le groupe français d'aluminium Pechiney entame la dernière étape technique pour être privatisable. Lundi 6 novembre, l'assemblée générale du

groupe doit approuver la modifica-tion des statuts de la société. • LE MINISTÈRE des finances a finalement tranché entre Renault et Pechiney en faveur de ce dernier. Encore faudra-

t-il que le marché boursier soit suffisamment vaillant pour permettre ● LA VENTE du groupe ne devrait rapporter qu'environ 6 milliards de

francs à l'Etat en raison de la faiblesse du marché de l'aluminium. L'opération s'adresse surtout à des Investisseurs avertis. • LE GROUPE d'aluminium n'échappe pas à la polémique actuelle sur la comptabilité des entreprises françaises. L'avertissement de la Commission des opérations de Bourse sur ses comptes

Le groupe Pechiney franchit la dernière étape pour sa privatisation

Le producteur d'aluminium fera approuver, lundi 6 novembre, en conseil d'administration, le changement de statuts nécessaire pour sa mise en vente fin novembre. La conjoncture du secteur ne favorisera pas l'opération

PECHINEY entame la dernière étape technique afin d'être privatisable. Lundi 6 novembre, l'assemblée générale du groupe d'aluminium doit approuver la modification des statuts de la société. Si les actionnaires adoptent les propositions qui leur sont soumises, le conseil d'administration sera autorisé à émettre des actions nouvelles dans la limite de 8 milliards de francs. Il pourra aussi procéder à une augmeotation de capital réservée à l'Etat, plafonnée à 500 millions de francs. Ces derniers détails réglés, le groupe sera en ordre pour être privatisé des la fin du mois, si les conditions du mar-

ché le permettent. Après avoir longtemps hésité entre Renault et Pechiney, le ministère des finances a tranché en faveur de ce dernier. Il semble décidé, désormais, à réaliser rapidement cette privatisation, la dernière grande opération de 1995. Quitte à renoncer à valoriser au mieux sa participation. Depuis la rentrée, les groupes d'aluminium internationaux accusent en Bourse la baisse de demande de métal. Pechiney autant que tous les autres. « Compte tenu de la faiblesse du

chiney, l'Etat pourra difficilement re-tirer plus de 6 milliords de francs de la vente du groupe », note un analyste. En avril dernier, la commission des finances du Sénat avait estimé que la cession dn groupe d'aluminium pouvait rapporter jusqu'à 10 milliards de francs aux finances publiques.

Même à un faible prix, le succès de la privatisation de Pechiney n'est pas garanti pour autant. L'opération s'annonce compliquée. Au moment de l'offre publique de vente, l'Etat devrait proposer un échange des certificats d'investissement, qui représentent 24,62 % du capital du groupe d'aluminium, contre des actions. Dans le même temps, ou tout de suite après, Pechiney est tenté par une fusion entre Pechiney (aluminium) et Pechiney International (emballage) afin de constituer une seule entité. Enfin, le groupe ne désespère pas de pouvoir procéder à une augmentation de capital, afin d'alléger un lourd endettement de 16 milliards de francs, une somme qui, maigré ses efforts, reste équivalente à ses capitaux propres.

La vente de Pechiney risque donc

de ne s'adresser qu'à des investisseurs avertis. Pour attirer des actionnaires étrangers, le groupe étudie même la possibilité d'être coté à la Bourse de New York. Mais Il lui faudra trouver des arguments pour convaincre les fonds étrangers. Les dernières privatisations leur ont laissé un goût amer. Mauvais résultats, piètres performances boursières ont marqué les esprits, sans parler des polémiques sur la comptabilité des groupes français.

Le groupe d'alnminium n'échappe pas à ce débat. La Commission des opérations de Bourse vient d'émettre un avertissement sur ses comptes, jugés « nan conformes oux principes camptobles fronçois ». Que reproche l'autorité boursière à Pechiney? De ne pas avoir respecté le principe de prudence en ne constituant pas une provision en raison de la moins-value de 700 millions de francs enregistrée sur la cession de ses activités « embailage verre » et « boîtage métal » aux Etats-Unis. Le groupe, qui explique cette perte par des impôts et des frals de transaction, justifie sa position en se référant aux normes américaines US GAAP (Generally Accepted Accounting Principles), qu'il a

adoptées au début de l'année. Se- dèle et sincère des comptes du 1er selon ces normes, qui sont censées refléter la réalité économique des entreprises, plus que les risques pour les créanciers, Pechiney peut attendre la fin de son programme de cessions pour en faire le compte et éviter d'inscrire les opérations une à une. Ses commissaires aux comptes ont approuvé cette méthode. « L'application stricte du principe de prudence (...) n'aurait pas permis de donner une image fi-

mestre 1995 », écrivent-ils.

Principe de prudence contre principe de sincérité, l'application de l'un ou l'autre aboutit à des résultats bien différents. Si Pechiney avait suivi les recommandations de la COB, il aurait affiché une perte d'environ 50 millions de francs au lieu d'un bénéfice de 658 millions au 1º semestre de 1995.

Toutefois, le différend va s'effacer grâce à la vente, signée le 13 oc-

Incertitudes sur le marché de l'aluminium

Les groupes d'aluminium vont-ils faire redémarrer leurs capacités, arrêtées depuis près de deux ans? Les observateurs s'interrogent. A la fin de l'année, le Memorandum of understanding arrive à échéance. Cet accord d'autolimitation signé en février 1994 entre les principaux pays producteurs d'aluminium - Etats-Unis, Canada, Communauté européenne, Australie, Norvège, Russie - visait à redresser un marché en plein marasme. Les effets ont été an-delà des espérances. Pendant deux ans, les producteurs russes comme occidentaux ont accepté de geler 1,5 million de tonnes (soit environ 10 % de la production occidentale). Les stocks du London Metal Exchange, qui attei-gnaient plus de 2,6 millions de tonnes, se sont réduits à 525 000 tonnes. Les prix, tombés à 1 100 dollars la tonne, ont dépassé les 2 200 dollars au début de l'année. Mais depuis juillet rien ne va plus. La demande s'est affaiblie, les prix sont repassés en dessous de 1700 dollars. L'annonce d'un redémarrage, même partiel, des capacités serait catastrophique. « Les producteurs ont trop besoin d'un prix de l'aluminium élevé », assure un analyste.

tobre dernier, de la filiale américaine Howmet (éléments de turbomoteurs), qui marque la fin du programme de cession de Pechiney. Une plus-value d'un milfiard de francs sera inscrite à la fin de l'année dans les comptes de Pechiney International, détenne à 67% par le groupe. Bercy n'a pas caché un certain agacement à pro-pos de cette polémique. Le ministère des finances ne veut pas pour autant différer l'opération de pri-

Pechiney, de son côté, cherche activement à constituer un groupe d'actionnaires stables. La BNP, qui détient une part de 7,57 % du capital, souscrite au temps où la banque était nationalisée, participerait au tour de table de Pechiney privatisé. Les AGF, qui ont une participation de 8,75 % datant de la même époque, la garderaient provisoirement, mais sans doute à un niveau moindre. Trois ou quatre antres gronpes pourraient faire leur entrée. EDF se dit intéressée à accompagner ce partenaire industriel de longue date, L'entreprise publique pourrait prendre 5 % du capital.

Martine Orange

La CIP, filiale de la Générale des eaux, est dans le collimateur de la justice

JEAN-MARC OURY, ancieo président de la acquis le Gray d'Albion pour un montant astro-Compagnie immobilière Phénix (CIP), est dans le collimateur de la justice et de la Commissioo des opérations de Bourse (COB). La CIP, qui a affiché en 1994 des pertes de 2,3 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards, est en partie à l'origine des déboires de la Compagnie générale des eaux, qui enregistrera en 1998 les premières pertes de son histoire.

Dans son éditioo du 3 oovembre, Le Nouvel Economiste révèle les manoeuvres surprenantes orchestrées par Jean-Marc Oury qui ont entouré l'achat puis la revente de l'hôtel Gray d'Albion (200 chambres) à Cannes. Acquis en 1990 par la CIP, cet hôtel a été revendu en mars 1991 casino et les hôtels Majestic et Palm Beach, a cité de la CIP... Les conséquences de cette lésion

nomique: 570 millions de francs, soit le double du prix payé un an plus tôt par la CIP. En contrepartie de ce prix anormalement élevé, la CIP a renvoyé l'ascenseur: elle a acheté, principalement auprès de Diane Desseigne-Barrière, 30,3 % des actions de la SFCMC, pour 539 millions de francs, soit quatre fois leur valeur

Saisi de l'affaire par la Commission des opérations de Bourse et au travers d'une plainte déposée par un actionnaire minoritaire, le parquet de Paris dispose d'un rapport d'enquête dont les conclusions sont sévères pour Diane Desseigne-Barrière. Selon ce rapport cité par Le Cannes (SFCMC), cootrôlée par Diane Des- du Gray d'Albion par la SFCMC « constitue un seigoe-Barrière, héritière de l'empire de Lucien abus de biens sociaux, résultant d'un obus de ma-Barrière. La SFCMC, qui gérait déjà à Cannes le jarité commis par M™ Desseigne avec la compli-

ant été sciemment dissimulés par l'établissement des comptes annuels ».

Les enquêteurs ne sont pas tendres non plus pour la CIP : la société présidée par Jean-Marc Oury a pris soin d'afficher dans ses comptes 1991 la plus-value dégagée sur la vente de l'hôtel, mais a négligé de consolider la SFCMC, évitant ainsi de déprécier ses titres surpayés. Selon ce même rapport, les comptes de la CIP « n'ont montré que le profit reçu par la CIP et ont dissimulé lo charge sensiblement équivalente née de la rétrocession de ce profit à Me Desseigne. Cette manipulation comptable a amélioré le résultat apparent de la CIP et a permis la distribution d'un dividende (en réalité fictif)... L'information

Guy Dejouany, président de la Compagnie générale des eaux, semble à l'abri de cette tempête : il n'était pas administrateur de la Compa-

Le chantier de plaisance Jeanneau est mis en redressement judiciaire

FEANNEAU, l'un des deux grands constructeurs de bateaux de plaisance français avec Bénéteau, vient, pour la seconde fois en quatre ans, d'échapper à l'aurêt de ses activités. Au prix d'une mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon en

date du 2 novembre 1995. Mardi 24 octobre, les URSSAF de Vendée avaient allumé la mèche en déposant une demande de mise en paiement par le constructeur d'une dette de 10 millions de francs. Auparavant, le pool bancaire mené par la BNP avec Paribas, Indosuez, la Banque populaire d'Anjou-Vendée, le Crédit industriel de l'Ouest, la banque Worms et la BFCE, suspendait ce concours de trésorerie à Jeanneau en date du la octobre, mettant ainsi au chômage 800 salariés en en-gageant un véritable bras de fer avec le président de la finne Félix Chatel-

Ce dernier, homme d'affaires ayant exercé en Afrique du Nord, avait, en juin 1991, pris le contrôle à 57 % de Jeanneau, mis en difficulté à la suite de l'effondrement de ses ventes, provoqué par la crise du Golfe et la crise tout court. Cette finne, installée aux Herbiers, en Vendée, avait été contrainte de supprimer 400 emplois sur 1 500. C'était la fin d'un beau rêve, celui de 1500 salariés qui, en 1987, avaient, pour 180 millions de francs, racheté leur entreprise à son propriétaire américain, profitant de la vague de prospérité de la construction de

bateaux de plaisance. **NOUVEAU POOL BANCABLE**

Bien qu'il ait injecté 120 millions de francs dans son acquisition depuis 1991, ramené à 60 millions de francs l'endettement à long terme, à échéance de l'année 2002, et augmenté sensiblement les fonds propres grâce, il est vrai, à des opérations comptables, M. Chatellier se heurtait chroniquement à des difficultés de trésorerie. Sans doute pouvait-il exciper d'un chiffre d'affaires en hausse de 27 % cette année, à 820 millions de francs, effectué à 57 % à l'exportation, y compris les deux trimarans livrés à Kevin Costner pour son film Water World, avec un carnet de commandes de 180 millions de francs au 31 octobre dernier.

Pour les banquiers, qui évoquaient des promesses de recapitalisation ja-mais véritablement tenues, l'homme d'affaires, de caractère plutôt difficile. était le « diable ». En tout cas, la veille du rendez-vous avec le tribunal de commerce, M. Chatellier in extremis

sortait de sa manche un joker sous la forme d'un crédit bancaire de 100 à 150 millions de francs, accordé par un nouveau pool bancaire, doot la composition n'a pas été rendue publique. Selon notre correspondant à La Roche-sur-Yon, la rumeur courait d'une participation du... Crédit lyon-

Quelles garanties a donc donné M. Chatellier à ses oouveaux banquiers? Peut-être Microcar, la très neau SA, qui réalisera 180 millions de francs en 1996, après 150 millions de francs en 1995, avec un bénéfice de 15 millions de francs, l'essentiel des résultats de sa maison-mère en 1995 (20 millions de francs), tout cela en fabriquant des petites voitures sans permis. Déjà les banques précédentes avaient recu mandat d'en vendre une partie, ce qui n'a pas été fait et reste à faire. Le PDG du groupe Chatellier Industrie, après avoir racheté deux fabricants d'accastillage pour bateaux de plaisance - Golot et Moine - a du revendre plusieurs entreprises de distribution industrielle. Il vient donc d'obtenir un délai de six mois renouvelable deux fois, après avoir dû déposer le bilan de la filiale Jeanneau. avec mise en redressement judiciaire et nomination de deux administrateurs, dont Hubert Lafont à Paris.

Ces péripéties illustrent les difficultés de la construction nautique française, numéro un mondial de la voile, dont le chiffre d'affaires a piongé de 30 % depuis le sommet 1989-1990, au plus haut de la vague, et qui continue à souffiir. Après sept mois de reprise, de septembre 1994 à mars 1995, un coup d'antet s'est produit au début du printemps dernier, les acheteurs faisant la grève dans un climat de morosité générale.

Un coup supplémentaire a été porté à la profession avec les projets de « moralisation » de la procédure dite des BIC, nourrie par Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. La plus grande partie des bateaux de plaisance de plus de 12 mètres et d'un coût supérieur à 1 million de francs sont acquis grâce à des montages qui utilisent une société de louage plus ou moins « bidon » et qui permettent de déduire du revenu principal de l'acquéreur les déficits résultant de l'armortissement du coût financier et de la gestion des bateaux. Au Grand Pavois de La Rochelle, le plus grand Salon nautique à flot du pays, au début de septembre, c'était la consternation chez les « vendeurs de rêve » (Le Monde du 16 septembre 1995).

La fusion de Daiwa et de Sumitomo donnerait naissance à la première banque mondiale

de notre correspondont La disgrace de la banque Daiwa, impliquée dans un scandale de pratiques frauduleuses et de dissimulation de pertes aux Etats-Unis, aura été courte. Quelques heures après son bannissement du territoire américain par la Réserve fédérale et les sanctions prises à soo encontre par le ministère des finances japonais (Le Monde du 4 novembre), des sources, à ce même ministère, confirmaient que Daiwa allait fusionner avec la banque Sumitomo. Des négociations en cours depuis octobre dernier unt abouti à im accord de principe, écrit, samedi 4 novembre, l'ensemble de la presse japonaise. Au cours de conférences de presse séparées, les dirigeants des deux hanques se sont contentés de déclarer qu'un approfondissement de la coopération entre Daiwa et Sumitomo était en cours, qui pourrait aller au-delà de la reprise des services de Daiwa à ses clients aux Etats-Unis.

La nouvelle banque qui nastrait en octobre 1996 de la fusion de Daiwa et de Sumitomo serait la plus palssante institution financière du Japoo et du monde avec des actifs de 61 000 milliards de yens (près de 3 000 miliards de francs), supérieurs à ceux d'un autre géant de la finance en gestatioo: la banque Tokyo-Mitsubishi (fusion de la banque de Tokyo et de la banque Mitsuhishi), qui sera mangurée eo avril prochain.

Daiwa est le seul établissement à mener parallèlement des activités de banque ordinaire et de gestion

maison de titres Cosmo Securities. La banque Sumitomo est pour sa part la troisième banque du Japon. Par leurs activités complémentaires, les deux banques réunies peuvent devenir une très puissante banque universelle. Conformément à une réglementation de 1948, calquée sur celle des Etats-Unis, les banques japonaises se répartissent en plusieurs catégories (city banks ayant un réseau national, banques régionales, crédit à long terme, trust banks, mutuelles, crédit agricole). Ce cloisonnement de la profession et cette fragmentation des activités ont tendance à s'atténuer depuis le début des années 80.

MANOUE DE TRANSPARENCE

La fusion des banques Daiwa et Sumitomo accélérerait, selon les observateurs, la nécessaire restructuration du système bancaire nippon. La nouvelle banque serait le pendant dans le Kansai (Osaka-Kyoto) de la puissante Tokyo-Mitsubishi dans la région de Tokyo. Dans un premier temps, suivant les instructions du ministère des finances, la banque Daiwa pourrait fermer ses représentations en Corée et à Taïwan et réduire ses opérations à Londres et en Europe, a déclaré son président, Takahashi

La résolution expéditive du scandale Daiwa est révélatrice du principal travers du système économique japonais: le manque de transparence. A part les « lampistes » (Toshihide Iguchi, l'opéra-

de fonds en fiducie (trust). Elle a teur de New York, qui, pendant on-cette affaire pour des spéculations également dans sa mouvance la ze ans, trafiqua sur les bons do Trésor et accumula 1.1 milliard de dollars de pertes), la hiérarchie de la banque, impliquée dans la couverture de cette affaire, se contente de présenter ses excuses et de démissionner. Tant que les dirigeants d'entreprises nippones n'auront pas (ou bien peu) de comptes à rendre à leurs actionnaires, ils pourront se livrer, en toute impunité ou presque, aux jeux les plus ha-Troisième banque du Japon par

ses actifs, Sumitomo, qui fête son cent cinquantième anniversaire, n'a pas non plus un passé au-dessus de tout soupçon. An cours de la période d'argent facile de la bulle spéculative de la fin des années 80, la banque Sumitomo, saisie de la fièvre du profit, a été l'une des plus aventuristes dans sa politique de prêts, consentant notamment des lignes de crédits aux personnages les plus interlopes, à commencer par l'un des plus grands raiders de la place, Mitsuhiro Kotani (arrêté depuis). Le scandale qui s'en est ensurvi obligea le président de son conseil d'administration, Ichiro Isoda, à démissionner en octobre 1990.

Le prestigieux banquier était mêlé a un autre scandale : celui d'itoman, respectable entreprise d'Osaka qui s'était lancée dans la spéculation foncière, manipulée en coulisse par le syndicat du crime Yamaguchi-gumi. Parmi les dirigeants d'Itoman, on trouvait un truand notoire, introduit avec, diton, l'aval de M. Isoda. La propre fille de ce dernier était mêlée à

sur des tableaux de maîtres. Les liens entretenus par Sumitomo avec les milieux les plus louches et sa politique de « finance ò risque » se sont traduits tragiquement en septembre 1994 par l'assassinat du directeur de l'agence de Nagoya : la victime était, entre autres, chargée de récupérer les mauvaises

La banque Sumitomo a annoncé en janvier que ses pertes s'élevaient à 280 milliards de yens (13 milliards de francs) pour l'année fiscale 1994 (qui s'est achevée en mars). L'ensemble de ses mauvaises dettes se chiffre à près de 4 000 milliards de yens (190 milliards de francs).

Si les banquiers nippons sont les premiers responsables de la crise de confiance que traverse le système bancaire japonais, une responsabilité non moins grande revient au ministère des finances. Dans le cas Daïwa, le ministère a conservé le silence pendant quarante jours sur le scandale (« pour complément d'information... »). « La responsabilité du ministère des finances est engagée dans l'affaire Daiwa », écrit le quotidien des milieux d'affaires Nihon Keizai, qui critique celui-ci pour chercher à rejeter la faute sur le secteur privé. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il a failli à sa tâche de contrôle et, plus gravement, de transparence lorsqu'il fut averti du scandale. La « connivence » du ministère des finances dans l'affaire Daiwa est évidente, écrit l'Asahi.

Philippe Pons



TOKYO

×

Revue des valeurs Semaine du 30 octobre au 3 novembre 1995

PARIS

Indice CAC 40

+ 5,15%

Espoir

AU COURS d'une semaine réduite à quatre jours, la Bourse de Paris a confirmé brillamment le rebond à peine esquissé à la mi-octobre. L'espoir, à défaut de la confiance, est soudain revenu dans la foulée de la baisse des taux. Après avoir broyé du noir pendant de longues semaines en ne voyant pas d'issue au cercle vicieux de la hausse des taux, du gonflemeot des déficits et du ralentissement de la croissance, le marché a retrouvé subitement des raisons de repartir à la hausse. Certes, il s'agit d'un rattrapage. La performance de l'in-dice CAC 40 reste oégative (-2,6%) depuis le début de l'année. Mais le CAC 40 a gagné 5,15 % d'un vendredi à l'autre, repassant ao-dessus du seuil des 1 800 points

à 1832,10 le 3 novembre en clôture. Après une telle remontée, les analystes font preuve de prudence. A l'image des cooclusions de la

lettre mensuelle de novembre de la Société de Bourse Gilbert Dupont, qui considère « que les investisseurs. et plus particulièrement les étrangers, attendront des signes concrets d'assainissement des finonces publiques pour profiter pleinement du potentiel que recèle le marché fran-

Dès lundi, le marché a opéré une brutale volte-face, le temps de « digérer » les déclarations du pré-sident de la République indiquant comme priorité la rédoction des déficits. Le CAC a enregistré une hausse spectaculaire de 3,04 % % sur des espoirs de baisse des taux. Et pourtant, l'intervention télévisée du chef de l'Etat avait eu lien le vraiment réagi vendredi l Il s'agit en tout cas de la plus forte progression quotidienne depuis celle du 7 juillet. L'indice avait alors fait un bond de 3,34 %, stimulé par la baisse des taux d'intérêt américains.

Cette fois encore, le déclic est venu des Etats-Unis et de l'annonce d'un rebond au troisième trimestre de la croissaoce américaine (+4.2 % eo rythme annuel) qui pourrait se propager ao Vieux Continent. Autres points jugés po-sitifs: d'un côté, la démonstration d'indépendance de la Banque de France, qui o'a pas suivi immédiatement les demandes pressantes de réduction des taux formulées

VOLUME DES TRA	27-10-95	30-10-95	31-10-95	3-11-95	2-11-95
RM	\$ 251 713	7 4243	4 705 576	المالية والمعالمة	471074
Comptant R. et oblig.	28 295 326	CHESOFEL 3	33 449 950	4 G-2	
Actions	123 576	AND DESCRIPTION OF THE PARTY.	92 831	Constitution of the	148 126
Total	31 670 61S	4.429 85.5356x	38 248 357	T 4 24	31 720 49
NDICES			· ·		
	30-10-95	31-10-95	1-11-95	2-11-95	3-11-95
base 1 000, 31 décembre	1990)				
SBF 120	1 235,79	4:1120245		130 TAR 340	1 258,23
SBF 250	1 190,83	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		1 208.19	1 209,79
(base 1 000, 31 décembre	1987)				
CAC 40	1 795,34	123-407		*** T. 808.76 . 1	1 832,10

autre, la baisse rapide dans le même temps des taux de marché. Les taux à trois mois sont reveous en une semaine de 7,50 % à 6,20 %. Enfin, le franc français a confirmé

SEUIL NON FRANCHI Mardi, la Bourse de Paris a encore progressé, même si elle freinait quelque peu l'allure en fin de journée, à la veille de la fermeture due à la fête de la Toussaint. En hausse de 0,35 % à l'ouverture, l'in-dice CAC 40 affichait en cours de séance un gain de 1,40 % avant de terminer sur une hausse de 1.04 %. Jeudi, la Bourse de Paris a évolué de manière irrégulière mais est restée toujours positive pour terminer sur une progressioo de 0,81 % à 1828,74 points. Un essoufflement était tout de même perceptible, jugé « logique » par les opérateurs. Le marché a été incapable à un moment de franchir à la hausse le seuil technique des 1 850 points du CAC 40. Le marché parisien a tout de même été souteou jeudi par l'acconce d'une baisse de 0,40 point par la Banque de France de son taux de prise en pension. Le geste de l'institut d'émission, Peugeon

qui répond aux attentes du gouver-
oement, a été tout d'abord salué
par les marché mais ce mouve-
ment, largement anticipé, a eu par
la suite un moindre impact. Les
opérateurs ont été quelque peu dé-
cus de l'absence de mouvement
sur le taux d'appel d'offres fixé à
5 % depuis juillet 1994. Vendredi, la
séance était cette fois clairement
en demi-teinte. Elle se concluait
toutefois sur un petit galn de

PARIS X

Eric Leser

NEW YORK

7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

0,18 % du CAC 40.

TRAITÉES AU RM		
	Nombre de titres échangés	Valeur en KF
Société gle	2 243 359	1'508 453
Elf Aquitaine	2 663 376	998 678
SOVAC	846 419	-836-961
LVMH Moet Vuittor	780 299	255 262
Carrefour	202 504	759 210
Total	2031 906	•574 TOS
Eaux (Cle des)	1 266 178	67) 465
L'Oréal	515 856	656144
anp	2 497 034	587036
Saint-Gobain	883 116	546140
Alcatel Alsthom	1 131 129	529 241
AXA	1718277	705 979.
UAP	3 481 D55	2494890
		. 454

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (REGLEMENT MENSUEL)

LONDRES

↛

FT 100

FRANCFORT

7

DAX 30

aleurs en hausse	- %
omptoir Entrep. 1	+90.15
oflexip	+17,94
CMX (ex-CCMC)	4/6/02
GE	#75,80
ėmy Cointreau	-75,22
ociesé Gle	+13.67
ngenico	+1335
rédit National	+ 3222
Ser.	+ 12,12
yonnaise Eaux	+11.57
ançaire (Cie)	411,71
avas	4.4 31.51
aribas	- 21,56
MP	4.11.33

"	
eleurs en baisse	*
etaleurop	- 9,56
bon	عقة -
Nas	- 6,23
binal	- 6,22
adiotechnique	- 534
sinor Sacilor	- 501
lipar	4,89
aleries Lafayet	- 4.40.
ord-Est	- 412
ıblicis	-37
sussel Licial	* 3.60
etal	- 3,56
20	+ 3,95
orms & Cie	/3/44 · .

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE		
	3-17-95	Diff.
Bongrain	2 585	4 4 17 18
Danone	802	- A 552.
Eridania Beghin-Say	838	4.30
Fromageries Bel	4 500	3.22
LVMH	955	7.5 436 h
Pernod-Ricard	297.30	+ 4A2
Remy-Cointreau	138,50	415.22
Saint-Louis	1 449	4 431

ASSURANCES	03-11-95	Diff.
\GF	140	(497,7,19
XXA .	276,50	+ 40
AN	133,50	14 25
COR SA_	149	0.64
ΑP	122,60	" . 5 M

BATIMENT ET MAT	ERLAUX	
	93-11-95	Dift,
Bouytuei	526	50
Ciments français	213,60-	36
Cotas	780	7:00
EifFagie	688	1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1
Eurotunnel	7,35	236
GTM Entrepose	321	2.50%
Imetal	568	77-034 36 -7
Jean Lefebwe	506	A 272
Lafarge-Coppée	323	20 m/ 412
Police	378,10	2,80
Samt-Gobsin	583	A. A.
CCE	175 AD	40.75.30

	3-11-95	Oiff.
Air liquide (L')	816	A 890
Gascogne	492	A ASS
Michelin	200,60	(200 000)
Plastic-Omnium	320	16 4 994
Rhône-Poulenc A	108,90	W. F. Bart
Roussel-Uclaf	776	6.30
Sanofi	309,80	Charles ME
Synthelabo	318,50	See A

	3-11-95	Diff.
Bertr. Faure (EBF)	153,50	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
3IC	456,00	C-17-47
Chargeors	1 055	44.4
hristian Dior	476,90	4.07
Jarins	456,80	Sec. 35
OMC	222	******************************
ssilor Int.	906	+ 13
is. André	385	11.14-1-29
réal (L')	1.220	724 75
Noulinex	97	F 64
alomon	2 855	7.5
EB	586	7 - 03
kis Kossignol	1 305	- 0.7
ommer-Allibert	· 1348.	+ 43
odiac	672	4 2.3

CRÉDIT ET BANQUES		
	3-11-95	DHt.
Bancaire (Cie)	515	31,71
BNP .	208,20	· 11,33
(CF	244,50	4 5.56
Cetelem .	798	+ 7,40
Comptoir entrept.	18,35	¥ 40,15
CPR	374	

Créd. fon. France	93,30	re on entry:
Crédit local Foe	401,50	214 2006
Créd. Iyon. CIP	256,50	A4 11 5-4
Crédit national	313,10	A 4 12502
Société générale	582	4.3540
SOVAC	608	Maria Maria
UFB Locabail	391	200
uic	56,20	ARCHITECTURE !
Via Banque	164	24 1 200

3-11-95

Casino Guichard	142,60		
Castorama Dubois	788	7.74	1463
Comptoirs modernes	1 534	il i	1781
Damart	4 350	ri,	WEZER.
Docks France	737	4	7.38
Galeries Lafayette	1 367	i S,	3,46
Guilbert	591	4	. 1,89
Guyenne Gascogne	1 340	250,00	7.42
Pinault-Print, Red.	1 036		48,741
Primagaz	380,40	11.4	3.
Promodès	1194		
	738		0.38

	3-11-95	DHE.
Alcatel-Alsthom	422	313
Alcatel-Câble	285	7/33.1.78
CS (ex-CSEE)	169,80	2.07
Intertechnique	400	f. 15-
(_abinal	512	1.4. 622
Legrand	871	. Y.37

Matra-Hachette	92,60	+ 594
Radiotechnique	249,90	534
Sagem	2705	+ 99
Schneider SA	189,30	622
Thomson-CSF	104,10	#1.58A

	3-11-95	Diff.
CFC	348	+ 1,72
Olipar	6,80	11041 48
Rue Impériale	3 450	
Sefimeg	322,30	3.41.24
Simco	416,10	- 86
UIF	408	
Lucia	_ 70 _	4.47
541k	668	, D, 26
Sogeparc	639	4.00

INVESTISSEMENT ET	PORTEFEUL	Щ
	3-11-95	Diff,
Bolloré Techno	A62	+ 6.20
Cerus	65,70	+265
CCIP	980	4.25
Eurafrance	1 670	+ 437
Gaz et Eaux	1 850	4 1.09
Lagardère	93,95	+ 6.03
Marine-Wendel	392	0,25
Navigation mixte	739	144 344
Nord-Est	109,20	412
Paribas	274	4_41,56
Suez	197	~ + .12.12
Worms & C'e	210,50	
Parfinance	188,90	+. 732
Montaignes P. Cest.	475	3.56

METALLURGIE, MÉC	ANIQUE	
	03-11-95	Diff.
CamaudMetalbox	204,50	4 2,00
Dassault Aviation	364	+ 5.20
De Dietrich	247,80	+ 630
Fives-Lifle	403_	
Legris Industrie	142,20	1, 04
Métaleurop	50,60	-: 95
Pechiney CIP	260	. + 1,9
Pechiney Inc.	113,50	31
Peugeot	648_	4. 434
Strafor Facom	589	- DAG
/aleo_	225,60	+ 48
Valloured	194	7 0,2
MINES D'OR, DIAM	UNT	
	3-11-95	Diff,
Anglo-American	286,50	o 15
auffelsfortein	20,60	4 35
De Beers	135,50	4. 47
Oriefonteln	55,30	125

DG BEGIZ	133,20	1
Driefonteln	55,30	1.25
Cencor Limited	17,10	+ 0.58
Harmony Gold	43,05	:4.3,48
Randfontein	28	4 2.56
Saint-Helena	35,80	1.91.
Western Deep	138,20	7,24
PÉTROLE		
	03-11-95	Diff,
Elf Aquitaine	345.50	+ 9/0
Esso	536	4 1,13
Géophysique	185	+.730
Total	305,10	+ 2,48
BP France	126	+ 0.78
Erap-Elf	310	F. 6.89
SICOMI OU EX-SIC	PMO	
	03-11-95	Diff,

Imerbail	319,20	+ . 5.57
Klepierre	550	
Locindus	770	+ 031
Sélectibanque	700,20	929
Unibail	452,10	+ 824
Gertefim	400,10	
Immobañ	156	26,01
mincoan	130	, 203es .
TRANSPORTS, LOISIN	s, SERVICES	
	3-11-95	Diff.
Accor	570	- 138
BIS	473	• Q,63.
Canal Plus	840	· • 2,18 ·
Cap Gemini Sogeti	133,50	+ 2,69
CEP Comm.		` . ·
Club Méditerranée	401,50	+ 5.93
Eaux (Cle des)	481.50	+ 5,47
Ecco	732	3,58
Euro Disney	16,10	-
Filipacchi Médias	640	1,46
Havas	347,80	. 4 31.67
Lyonnaise des eaux	490	+ 11,97
Publicis	311	3.71
SITA	827	2,47
Sligos	420	
Sodesho	1,262	+ 2,93
SCAC Delmas	720	+ 0.69
Dauphin OTA	178	4,09
OCF O. Cest. Fin.	950	
TFI	511	· 4.25
Technip	321,10	+ B.11
VALEURS A REVENU		
	03-11-95	Diff.
6 % 1993-1997	100,01	- 0.06
EOF-GOF 3 %	7 500	inch.
CNB 5 000 F		
CNR Par. 5 000 F		-
CNB Suez 5 000 F		<u> </u>

TOKYO

Indice Nikkei

+ 3,99 %

Ressaisie

APRÈS AVOIR PERDU plus de 4,5 % la semaine dernière, notamment à la suite de l'affaire Daiwa, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie cette semaine et l'indice Nikkei a gagné 691,61 points, soit 3,99 %. Une remontée qui s'est effectuée à l'issue de quatre séances de cotations, la journée de vendredi étant fériée. Le marché o'a donc pas pris en compte l'annonce jeudi soir et vendredi des sanctions de la justice américaine et du ministère des finances japonais contre la banque Daiwa. Le volume des échanges a

atteint 313,1 millions d'actions contre 334,9 millions la semaine demière.

La semaine a été dominée par la remontée du dollar face au yen. Le dollar est remonté à 103,65 yens jeudi à Tokyo, contre 101,28 yens une semaine plus tôt. Le mouve-ment d'achat de dollars a été motivé notamment par les inquiétudes sur la solidité du système bancaire nippon.

« Les investisseurs ont bien occueilli le recul du yen face au dollar », a commenté un analyste d'une maison de courtage japo-naise. « Les valeurs de lo houte technologie et les valeurs bancoires sont restées solides tout au long de lo semaine », a-t-il ajouté.

Indices du 2 novembre : Nikkei 18 028,80 (contre 17 337,19); Topix 1 435,52 (contre 1 388,43).

LONDRES

+0,07% Indice FT 100

Stable

L'APPROCHE de la présentatioo du budget et l'absence de nouvelles offres publiques d'achat (OPA) expliquent l'immobilisme de la Bourse de Loodres cette semaine. L'indice Footsie des ceot grandes valeurs a terminé vendredi à 3 500,4 points, soit une hausse très modeste de 0,07 %.

Les investisseurs attendent de connaître le montant exact des réductions de dépenses publiques que devrait annoncer le gouvernement à l'occasion de la présentation de la loi de finances, afin sans

doute de permettre une baisse des impôts dans l'optique des prochaines élections.

La Bourse de Londres o'a guére

réagi au maintieo du taux de hase de la Banque d'Angleterre à l'issue de la réunioo mensuelle entre son gouverneur, Eddie George, et le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke. Le dernier indice des directeurs d'achats a toutefois confirmé le ralentissement de la croissance. La faiblesse de la coosommation

a ootamment pénalisé les groupes de grande distributioo. Sainshury, doot le bénéfice imposable semestriel n'a progressé que de 1,5 %, a perdu 28 pence à 384, tandis que KwikSave cédait 79 pence, à 600, à la suite de l'annooce de résultats en recul.

Indice FT 100 du 3 oovembre: 3 500,40 (contre 3 497,90)

FRANCFORT Indice DAX 30 + 4,09 %

Solide

LA BOURSE de Francfort a connu une belle semaine. L'indice DAX a progressé de 4,09 % d'un veodredi sur l'autre, pour terminer à 2 181,72 points. Les investisseurs n'ont pas réagi à la décision de la Bundesbank, jeudi, de laisser inchangés ses taux directeurs.

Les actions allemandes oot en revanche profité de l'affaiblissement du deutschemark vis-à-vis du dollar mais aussi des autres devises européenoes, comme le franc et la lire italienne, car ce repli est favorable aux exportations

allemandes. Le secteur de la chimie en a été le principal bénéfi-ciaire. Hoechst, Bayer et BASF publieroot tour à tour la semaine prochaine leurs résultats pour les neuf premiers mois de l'année. Les opérateurs s'attendeot à ce qu'ils soieot bons. Au cours de la semaioe, Hoechst a ainsi gagné 13 marks à 365,50 marks.

Les analystes se montreot toutefois prudeots. Ils soulignent que la teodance à la hausse de la Bourse de Francfort pourrait être brutalement interrompue si les signes de ralentissement de la croissance continuent à se multiplier. Veodredi, le ministère de l'économie a annoocé que la production industrielle de l'Allemagne avait reculé de 1,9 % au mois de septembre.

Indice DAX du 3 oovembre : 2 181,72 (contre 2 096,08)

NEW YORK

Indice Daw Jones + 1,77 %

Records

APRÈS la correction observée la semaine précédeote (- 1,12 %), Wall Street a retrouvé le chemin de la hausse. L'indice Dow Jones a meme établi deux nouveaux records, jeudi et vendredi. Il a termine la semaine à un niveau de 4 825,56 points, soft une progression de 1,77 % d'un vendredi sur

Les actions américaines ont été soutenues par la détente des taux d'intérêt à long terme. Le rendement de l'emprunt d'Etat de référence à trente ans est ainsi revenu de 6,35 % à 6,26 %. Ce mouvement de baisse des taux s'explique par la publication de plusieurs indicateurs économiques faisant apparaître un léger ralentissement de l'activité aux Etats-Unis. Au mois 4741,18).

d'octobre, notamment, le combre de créations d'emplois noo agricoles s'est inscrit à 116 000, un niveau inférieur aux prévisions des analystes. Cette statistique laisse espérer un assouplissement de la politique mooétaire américaine avant la fin de l'année.

La progressioo de Wall Street a toutefois été limitée par les incertitudes concernant le vote du budget. Le bras de fer qui oppose la Maisoo Blanche et le Congrès à ce sujet pourrait, dès la semaine prochaice, empêcher le Trésor d'émettre de nouveaux emprunts destinés à assurer le paiemeot des intérêts sur la dette américaine.

Les investisseurs s'inquiètent également de la rechute du peso mexicain, tombé veodredí à 7,36 pesos pour un dollar, soo plus bas niveau depuis huit mois. Une aggravation de la crise ao Mexique serait de nature à déstabiliser les marchés financiers américains.

Indice Dow Jodes du 3 novembre: 4825,56 (contre

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE LONDRES **NEW YORK** Les valeurs du Dow Jon

Allied Signal	14.43,49	43,63
American Express	-3135	41
AT & T	· 63.88	62,13
Berhiehem	82	13,50
Baeing Ca.	49/20	67,75
Caterpillar Inc	36.	54,63
Chevron Corp.	-42 /4 23	46,38
Coca-Cola Co.	1 1 1 1	71,50
Oisney Corp.	-5825	56,88
Du Pont Nemours & Co.	2.50	62,38
Eastman Kodak Co.	3450	62,63
Exxon Corp.	外有過	74,75
Gen. Electric Co.	10.23	62,25
Gen, Motors Corp.	G.B.	44
Goodyear T & Rubbe.	3050-1	37,50
IBM	10.35	96,38
Inti Paper		37,13
J.P. Morgan Co.	承费	78,38
McDonald's Corp.	42.75	47,63
Merck & Co. Inc.	-	58,13
Minnesota Mag & Mfg	A 5925	51,50
Philip Morris	个 群凝	84,38
Procter & Gamble C	13.25	81,38
Sears Roebuck & Co.	× 36	34,13
Texaco	25.	67.88
Union Carb.	1438139"	39
Utd Technol	100.50 ×	88,25
Westingh, Electric	10.10	
	a M.30	14,63
Woolworth	F. A. S.	14,03

Sélection de valeur	rs du FT 100	
En livres	3/11	23
Allied Lyons	438	5
Bardays Bank	7:50	7
BAT industries	3. 5,24	. 5
British Aerospace	7.56	7
British Airways	AT	4
British Gas	2,34	2
British Petroleum	· (INE SE	_ 4
British Telecom	302	3
BTR	2.36	5
Cadbury Schweppes	: 15/15	5
Eurotunnel	695	-0
Glaxo	8.54	
Grand Metropolitan	435	
Guinness	- STS	5
Hanson Pic	4.19.32	1
Great Ic	5,60	5

Bardays Bank	7:90	7,37	BASF AG	307
BAT industries	3. 5.24.	5,25	Bayer AG	321
British Aerospace	7.54	7,07	Bay Hyp & Wechselbk	99
British Airways	AT	4,50	Bayer Vereinsbank	. 39
British Gas	2.34	2,39	amw	260
British Petroleum	w (tolk fifti	4,61	Commerzbank	
British Telecom	302	3,68	Continental AG	- 30
BTR	3.36	3,29	Dalmler-Benz AG	145
Cadbury Schweppes	15/15	5,20	Degussa	451
Eurotunnel	395	0,93	Deutsche Babcock A	740
Glaxo	1, 854	8,46	Deutsche Bank AG	118
Grand Metropolitan	435	432	Dresdner BK AG FR	37
Guinness	- S.15	5,00	Henkel VZ	· 518
Hanson Pic	4.19.92	1,96	Hoechst AG	366,
Great Ic	5.60	5,60	Karstadt AG	505
HSBC	200 9.39	9,13	Kaufhof Holding	. 434
Imperial Chemical	7.79	7,74	Linde AG	870
Lloyds Bank	294	7,69	DT, Lufthansa AG	149
Marks & Spencer	4.05	4,27	Man AG	413
National Westminst.	· 639	6,27	Marmesmann AG	466
Peninsular Orienta.	4.95	4,77	Mettaliges AG	. 36
Reuters	336	5,57	Preussão AG	404
Saatchi & Saatchi	0.92	0,84	RWE	202
Shell Transport	7,1£	7,28	Schering AG	99
SmithKline Beecham	5.42	6,66	Siemens AG	: 745
	4.50	4,A7		363
Tate and Lyle			Veba AG	57
Unilever Ltd	17.08	12,26		
Wellcome	5,000	10,88	Viag	- 3/2
Zeneca	11,20	11,85	Wellag AG	· 70

FRANCFORT Les valeurs du DAX	30	
	3/(1	27/10
En deutschemarks		
Allianz Holding N	2629	2 492
BASF AG	30120	301,50
Bayer AG	99.80	357,50
Bay Hyp & Wechselbk	33.00	32,95
Bayer Vereinsbank	39/50.	38,70
amw	700	731,50
Commerzbank	324,59	319,50
Continental AG	* 75.	19,05
Dalmier-Benz AG	68538	659
Degussa	451,50	437
Deutsche Babcock A	740	136,50
Deutsche Bank AG	8.90	61,95
Dresdner BK AG FR	- 1 37 XB.	36,60
Henkel VZ	- 518:	504
Hoechst AG	. 365,50	352,50
Karstadt AG	905'28	593
Kaufhof Holding	434	466
Linde AG	870	835
DT. Lufthansa AG	19950	187,50
Man AG	413	397
Mannesmann AG	466	449
Mettaliges AG	25.30	27,90
Preussão AG	404.58	397,50
RWE	207.20	481
Schering AG	99.50	96,40
	753	
Siemens AG	170,00	719
Thyssen	.23.50	256,50

s du Nikkei	
2/11	27/10
318 .	313
	1 460
	1 400
	1 740
	1 180
	1 830
	1 050
1 850	1 810
	601
	7 000
	256
	1 420
	1 090
	603
	947
	7 390
345	334
736	680
	1 850
	552 000
. 1 250	1 530
541	511
5-450	5 340
7.450	1410
4.870	4 750
1 860	1 790
1 950	1 020
765	733
1 920	1,860
566	525
	\$18

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL **DES CAPITAUX**

Prudence des investisseurs

LA VILLE DE PARIS est sur le point de lever 1,2 milliard de francs pour une durée de huit à dix ans. C'est une des rares collectivités locales françaises en mesure de solliciter directement le marché des capitaux dans d'excellentes conditions. La plupart des autres ont recours au crédit des banques. Si la conjoncture est favorable, un emprunt nbligataire verra le jour cette semaine, éventuellement libellé dans une devise étrangère. Dans ce cas, un contrat d'échange passé avec un établissement financier permettra d'intenir les ressources eo francs.

Quoi qu'il en soit, et malgré tous les efforts déployés pour obtenir des ressources au meilleur cnût possible. Paris aura bien du mal à trouver une solution aussi économique que celle reteoue par Munich. La capitale bavaroise vient d'émettre un emprunt de 100 millions de deutschemarks, d'une durée de dix ans, et doot les obligations sont disponibles en petites coupures à partir de 100 marks. Ce sont en fait des gravures imagées réalisées avec le plus grand soin, qui plaisent tant à certains porteurs qu'ils oot tendance à les conserver un peu comme on cnilectinnne des timbres-poste. Il y a qu'une partie de l'emprunt ne soit iamais remboursée et que les coupons d'intérêt ne soient pas déta-

Parallèlement à cette opération, Munich a lancé un autre emprunt, plus classique et plus grand, de viendra à échéance dans dix ans également mais qui s'adresse aux investisseurs professionnels, lesquels ne manquernnt pas une échéance et exigeroot chaque année le paiement d'un intérêt de

PAS D'ÉCHÉANCES APRÈS 1999

D'une façno générale, la semaine de la Toussaint a commencé dans de très bonnes conditions et s'est achevée sur une note indécise. Certains spécialistes craignent que l'hésitation persiste ces prochaines semaioes, et ils oe manquent pas d'arguments, qu'il s'agisse des incertitudes de la situation économique ou de celles liées à la construction européenne et à l'éventuelle introduction d'une monnaie unique. Les avis sont très partagés à cet égard. Pour se limiter à notre continent, d'aucuns s'attendent par exemple à une sensible remontée des rendements en Allemagne, que susciterait bieotôt donc de firites chances pnur la vigueur de la croissance écooomique. Ils sont contredits par les mises en garde des établissements de crédit hypothécaïre, qui les informent de la situation extrêmement précaire de l'industrie du batiment outre-Rhin. Quant aux débats sur l'Europe monétaire, ils sont devenus si vifs que, à défaut d'allécher les snuscripteurs comme le fait Munich, il est devenu impossible de compter sur les épargnants nu les rentiers pour placer des obligations en marks venant à échéance après 1999.

Il est un élément de nature technique sur lequel les experts s'accordent pour expliquer la réserve des investisseurs. Ces derniers mois ont été excellents sur le marché des capitaux. Les rendements ont fortement baissé, ce qui a fait beaucoup augmenter la valeur des portefeuilles. De oombreux gérants, prudents, qui veulent terminer l'année sur de bons résultats, préfèrent s'en tenir là.

Certains emprunteurs sont également indécis. Uoe des plus grandes entreprises du Japon, Nippon Telegraph and Telephnne, n'a pas encore fait son choix entre le compartiment du dollar et celui du mark. Uo établissement public allemand est dans la même expectative. Les montants envisagés sont importants.

Plusieurs autres se sont décidés, souvent en faveur du mark, comme Kexim, la baoque coréenne du commerce extérieur (350 millions de marks), ou Eurofima, la société européenne de financement de matériel ferroviaire (400 millions), ou encure la Colombie (200 millions) et le Vene-

Christophe Vetter

DEVISES **ET OR**

Défiance à l'égard du yen

FAIBLE: i] y avait bien lnngtemps qu'un tel qualificatif o'avait été utilisé à propos de la devise nippone. Si le yen s'était nette-ment replié, depuis le mois d'avril, face an dollar, l'essentiel de ce mouvement était artificiel, résultant des interventions massives de la Banque du Japon.

Depuis quelques jours, la monnaie japooaise est victime d'un mouvement de défiance de la part des investisseurs. Elle s'échangeait, vendredi soir 3 oovembre, à 103,75 yens pour 1 dollar. Le scandale de la Daïwa Bank (Le Monde du 4 novembre) a mis en évidence la fragilité et l'opacité du système bancaire nippon. En cas de défaillance en chaîne des établissements de crédit, les npérateurs pourralent éprouver de grandes difficultés à récupérer leurs dépôts libellés en yens. Et la Banque du Japon pnurralt être nbligée d'injecter massivement des fiquidités dans le système financier, ce qui se traduirait mécaniquement par une dévalorisation du yen. L'affaiblissement du yen, s'il répond à ce que souhaitent depuis plusieurs mois les autorités monétaires internationales, semble donc présenter une origine sus-

Quoi qu'il en soit, le franc profite du recul de la devise japonaise face au dollar. L'afflux de capitaux sur le billet vert se traduit par un affaiblissement parallèle du deutschemark. La hausse du franc semblait toutefois marquer un paher vendredi, s'inscrivant à la clòture des marchés eurnpéens à 3,457S francs pour un deutschemark. Les investisseurs attendent

le détail des mesures que compte prendre le gouvernement pour réduire le déficit des comptes sociaux. Le premier ministre peut d'autant muins se permettre le mnindre faux pas que la révision à la baisse des perspectives de croissance pour 1996 sont révisées à la baisse (2.5 % cootre 2.8 %). Une croissance insuffisante rendrait problématique le respect par la France des critères de convergence imposés par le traité de

		P-A	D.
L'OR			
	ours 27-10	Cours	::-
Or fin (k. barre)	59 900	-68408	\overline{z}
Or fin ten (ingot)	60 150	64 700	
Prèce française (20F)	34Ç	946	٠.
Piece française (10F)"	\$11	. 36	Ξ
Pièce suisse (20F)	345	344	
Pièce latine (2GF)	348	10	2+
Préce tunisierne (23F)*	345		
Souversin	451	437	
Souversin Elivabeth II*	439		\equiv
Demi-souverain*	230	742	
Pièce de 20 S	2 242	- 2340	•
Pièce de 10 S	1 17G	1,260	10
Pièce de 5 5°	611,25	600	
Prèce de 50 pesos	2 245	2,730	
Pièce de 20 maries	454	453	·:
Piece de 10 florins	362	341	\equiv
Pièce de S roubles*	270	270	_
* Ces pièces d'or ne	SONT COLLE	cu'à 'a séa	r:ce

OUDS MOVE	NS DE CLÔTURE DU 30 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE
OURS MOYE	IS DE CLOTURE DU 30 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE

DEVISE	New	York	Po	uris	Zo	rich	Fran	cfort	Brux	elles	Amst	erdam	M	ian .	To	icyc
	3-11	30-10	3-11	30-10	3-11	30-10	3-11	30-10	3-11	30-13	3-11	30-10	3-11	30-10	3-11	30-10
Livre	1,5765	1,5015	7,7307	7,6948	1,7987	1,7139	2,2375	2,2161	45 586?	45,4345	2,5082	1,035	2519,21	75158	163,66	140/4
SEU.	-	-	4,8975	4,0450	1,1395	I,1260	1,4175	1,3975	29,15	28.77	1,5890	-50%	1595,95	199	1360	185,45
Franc trançais				·				25,7256					325,8703			
Franc suisse	87,7578	38,65.5	429,7938	· G1,2943		* - :	124,3967	123,3915	25,5658	25,469	1,39447	1,36745	1400.5704	7472,75 W	90,93728	85 33004
Deutschemark	70,5467	71,5564	345,5026	348,1216	80,3850	\$8,7156			29,353	20,5581	112,09877	12,004	1125,6907	13400	73,1066	72,9890
Franç belge	3,4329	3,4807	16,8126	16,9335	3,9118	3,9262	4,8661	4.8643	-		5,4547	SACH	54,78716	7.40	3,55922	1,55715
Florin	62,5327	8774	305,2127	310,7433	71,7118	72,0537	89,2070	\$9,2686	:8.3325_	18,3520			1004,3738	100,560	65,74358	14,300
Lire italienne	0,00627	0,00676	3,0687	3,0548 .	0,7140	0,7661	0,8382	0.8773	1,8252	1,7995	0,995645	0,902737			0,364364	0.043685
Yea	0.964506	4.985707	4,723669	4,795466	1,099055	1,111875	1,367185	137536	23,096005		532600	1,5/8125	15,393336	15,702316	-	_ •

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La détente se dessine

l'interveotioo télévisée du pré-France 2, la Banque de France a menant de 7 % à 6,60 %. Ce taux, qui constitue le niveau plafond aurefinancent auprès de la banque centrale, avait été relevé de 6,15 % à 7,25 % le 9 octobre dernier, afin de mettre un terme aux attaques dont le franc était alors victime. Il avait été réduit d'un quart de point né ». une semaine plus tard.

Le geste de l'institut d'émission a « BAISSE ORDONNÉE » été interprété par certains observateurs comme une décisioo de nature politique. La Banque de France aurait répondu favorablement à la demande de baisse rapide des taux d'intérêt formulée par Jacques Chirac, cédant ainsi à la pressioo du pouvoir politique. Depuis plusieurs jours, le mouvement de grogne vis-à-vis de l'institut d'émission prenaît de l'ampieur des taux d'intérêt avec un franc so-

MOINS D'UNE SEMAINE après à l'intérieur des rangs de la majorité parlementaire. Pierre Lellouche sldent de la République sur (RPR, Val-d'Oise) avait estimé que « la raison pour laquelle les taux choisi d'abaisser le taux de ses d'intérêt français sont supérieurs de prises en pension à 24 heures, le ra- trois points aux taux allemands, c'est que nous essayons de maintenir une parité qui est à man sens trop élevée quel les établissements de crédit se par rapport à nos intér∂ts commer- tions présidentielles. La nuance est Jacques Myard (RPR, Yvelines) accusait quant à lui le gouverneur de la Banque de France d'être « l'ayatollah du monétarisme le plus bor-

> Cette interprétation selon laquelle la Banque de France aurait agi sur ordre de l'Elysée est considérée comme un grave contresens par l'ensemble des économistes et des analystes des marché financiers. Ils observent que le geste de l'institut d'émission est eo tout

point conforme à sa stratégie habi-

tuelle, celle d'une « baisse ardonnée

lide »: il a été rendu possible par la forte remontée du franc observée face à la monnaie allemande à la suite des propos tenus par le président de la République et par la détente consécutive des taux d'intérêt de marché. En une semaine, le franc avait regagné six centimes face au deutschemark, et tandis que les rendements à trois mois

étaient revenus de 7,50 % à 6,25 %. Les experts soulignent que, si le franc oe s'était pas apprécié après le discours de Jacques Chirac, la Banque de France n'aurait pas modifié ses taux directeurs. Elle a pris acte non pas des souhaits exprimés par le président de la République, mais de l'accueil favorable réservé par les investisseurs aux déclaraciaux et à la réalité économique ». de taille. Le fait que la réductinn du taux plafond de la Banque de France soit de nature à satisfaire le gouvernement o'implique pas qu'elle ait été prise pour cette rai-son. L'appréciation du franc observée à la suite de la baisse du taux des prises en pension conforte la thèse des spécialistes monétaires. « Si les marchés financiers avaient eu le sentiment que la Banque de France abéissait au gouvernement, le franc aurait baissé », observe l'un d'eux. Le geste de l'institut d'émissioo o'a d'ailleurs pas constitué une véritable surprise; il oe faisait guère de doute, aux yeux des opérateurs, qu'il allait très rapidement

térêt de marché. La baisse du loyer de l'argent au jour le jour guidée depuis une semaine par le Conseil de politique mnnétaire - et qui était visiblement passée inaperçue aux yeux d'un certain nombre de députés RPR - oe laissait guère planer de doute sur ses intentions.

ÉCARTS AVEC L'ALLEMAGNE La questioo est aujourd'hui de . tion monétaire va se poursuivre et jusqu'à quel niveau l'écart de taux d'intérêt à court terme entre la France et l'Allemagne sera réduit. Les opérateurs des marchés financiers ne font pas, à cet égard, preuve d'un grand optimisme. Separ les cours du contrat à terme Pibor trois mois du Matif, cet écart s'établirait encore à 1,63 % à la fin du mnis de juin 1996 (2,18 % le 3 novembre au soir). Si ces prévisions se révélaient exactes - il est arrivé à maintes reprises, dans le passé, que les opérateurs se trompent -, elles constitueraient pour le gouvernement une cruelle déception. A Bercy, on espère en effet que la différeoce de taux courts entre la France et l'Allemagne retrouvera rapidement son niveau de l'année dernière (0,4 % en moyenne).

Le même constat vaut pour les taux d'intérêt à long terme. Là encore, le potentiel de réduction de l'écart qui sépare les rendements

des emprunts d'Etat français et allemands apparaît limité. Il s'établissait vendredi soir à 0,81 %. Les analystes les plus optimistes estiment qu'il pourrait tomber à 0,5 % au cours des prochains mois (îl s'établissait à 0% à la fin de l'année 1993). La comparaison des piveaux de déficits publics (4 % du produit intérieur brut prévu en France en 1996 contre 2,2 % en Allemagne). savoir à quel rythme la normalisa- suffirait à empêcher l'égalisation des taux à long terme entre les deux pays.

Ces anticipations pessimistes doivent toutefois être relativisées. En premier lieu, le marché obligataire français pourrait tirer profit de la détente des taux longs amériloo leurs anticipations, reflétées cains. Le rendement de l'emprunt cette semaine à 6,25 %, à la suite de la publicatioo d'une série de statistiques indiquant un léger ralentissemeot de l'activité écocomique

aux Etats-Unis. De surcroit, le président de la République, dans le feu de sa démonstration, a goelque 3 peu forcé le trait en affirmant que la France possède aujourd'hui « les taux les plus élevés du monde ». La France dispose eo particulier de rendements à dix ans, essentiels pour les décisions d'investissement des entreprises et pour le coût du service de la dette de l'Etat, parmi les plus-bas d'Europe. Ils se situaient vendredi soir à 7,22 % (contre 11,76 % en Italie, 11,23 % au Portugal, 10,75 % en Espagne, 9,15 % en Suède, 7,94 % en Irlande, 7,88 % au Royaume-Uni, 7,78 % au

Danemark). Seuls l'Allemagne (6.43 %) et les pays de la zone mark (6,48 % aux Pays-Bas, 6,85 % en Belgique et 6,92 % en Autriche) font mieux que

la France dans ce domaine. Pierre-Antoine Delhommais

Echéances 3-11	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc. 95	143 492	×117.58	117,70	117,28	117,28
Mars 96	1 305	116.86	116,90	116.64	116,56
Juin 96	344	-A (2.04)	117,04	£16,74	116,68
PIBOR 3 MOIS					
Déc. 95	37 966	93,97	94,05	93.86	93,89
Mars 96	8 187	93.A2	94,42	9031	94,33
Juin 96	5 013	95 80	94,60	94.49	94,53
Sept. 96	3 867	181 9459	94,56	900	94,50
BOU LONG TERME				Secretary and a secretary	- 10.
Déc. 95	1 587	* + 12.64 ×	87.64	5.5.874L	87,48
Mars 96	-	20 10 10 10 10	_	# - 1. 340 m - 21	86.58

MATIÈRES PREMIÈRES

Craintes sur l'offre, embellie des cours

LA FORMULE d'Emile Verhaeren dans le poème Baurse est, pour une fois, démentie cette semaine: les chiffres oe se montrent pas « paradoxaux ». Au contraire, la logique prime, du moins en ce qui concerne les deux matières « phares » de ces derniers jours: le caoutchouc et le

Ces deux produits, pour ne pas appartenir à la même famille, subissent les caprices de la métén. Selnn l'inéluctable loi des marchés, les inquiétudes à propos de l'inffre unt déclenché une bausse autnmatique des cours. Les prix du latex se sont montrés résolument haussiers tout au long de la semaine. Car il pleut sur la Thailande, l'Indunésie et la Malaisie. les trois premiers producteurs et

de la récolte. Les opérateurs affirment que 50 % de l'offre de ces pays – nffre abondante puisque la Thailande produit à elle seule 1,683 million de tonnes - sera oon seulement retardée mais détruite. Propos probablement exagéré,

très amplifié par les fournisseurs, qui tiennent à reconduire l'Accord de stabilisatinn des cours mondiaux de caoutchouc naturel (IN-RA). L'unique survivant des traités entre prinducteurs et consommateurs a pleinemeot joué son rôle au cours de l'année : maintenir les prix à des niveaux satisfaisants pour les pays fournisseurs, et surtout dans une relative stabilité. Les pays asiatiques, qui assurent 85 % de la productinn mnndiale, désirent ardemment que cette association contidéclarations dans ce sens - même si elle a souvent fait l'objet de reproches véhéments.

entériner la détente des taux d'in-

Les partenaires disposent de peu de temps – jusqu'au 28 dé-cembre – pour ratifier un nonvel accord, qui serait le prolonge-meot du précédent. Comme d'habitude, des querelles eo retardent la cnnclusion. Il s'agirait cette fois-ci d'un problème entre fournisseurs : la Malaisie et l'Indonésie convoiteraient le poste de directeur géoéral de l'nrganisme responsable de cette association, fonction actuellement assurée par un représentant de la Thailande. Mais de toute évidence, comme les autres années, l'accord sera signé à la dernière minute.

LA CHINE ATTENDUE

Les pays demandeurs ne sont pas suffisamment sereins pour que les négociations débouchent sur une impasse. Déjà, en 1994, la demande était dans les faits supérieure à l'offre. Si les statistiques nfficielles parlent d'une produc-tion mondiale de S,66 millions de tonnes et d'une consommation de 5,5S millions de tonnes, elles occultent une réalité de taille : la part d'autneonsommatinn de plus exportateurs de latex, au plus fort nue - ils nnt fait plus leurs en plus importante des pays four- la filière.

nisseurs. Celle-ci n'est pas encore chiffrée, elle n'en existe pas moins et les ruptures d'approvisionnement en sont une démonstration.

Véritable baromètre du négoce de caoutchouc, la bonne santé du groupe Safic Alcan constitue, s'il en était besoin, une preuve supplémentaire. Filiale du groupe al-lemand Metallgesellschaft et spécialisée dans les échaoges de latex, elle vient de communiquer soo chiffre d'affaires sur les trois premlers trimestres: celui-ci s'établit à 3,60S milliards de francs, soit une bausse de 22 % par rapport à la même période en

Les investisseurs nnt misé sur le latex car ils sont persuadés que la hausse actuelle durera. Outre les intempéries, ils tablent sur le retour de la Chine. Cette puissance impurte en moyenne 300 000 tnines de canutchnuc par an. Pour l'instant, Pékin, qui attend une baisse des cours, o'a pas encore acheté. Mais les besoins de cette puissance ne varient pas beancoup d'une année à l'autre; « La Chine sera abligée de venir sur le marché mandial pour satisfaire sa demande en pneumatiques », affirme un spéculateur, acteur de

Le métal rouge, qui a connu voilà pen des beures moroses, amnree lul aussi une progression fulgurante: la tonne se vendait 2 823 dollars le 3 novembre, soit 76 dollars de plus que six jours auparavant. Un tremblement de terre au Chili, premier fournisseur mondial, a fait craindre le pire, c'est-à-dire des difficultés de livraison. En réalité, ces inquiétudes n'étaient pas fundées : ni mines ní ports oe sont toncbés. Les cours du cuivre sont pourtant

restés orientés à la hausse en dé-

pit de l'analyse de spécialistes comme Rudolph Wolff: celui-ci estime que le marché devrait marquer une pause. Pour l'beure, le cuivre a même entraîné l'aluminium dans son élan. Le métal blanc gagnait 31 dollars en une journée et s'établissait à 1 734 dollars la tonne.

Marie de Varney

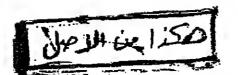
* Les Villes tentaculaires, d'Emile Verhaeren, Livre de poche, Collection « Libretti », 10 F, 88 pages.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES		
	03-11	02-11
Dow Jones comptant	216,51	,2)571
Dow Jones à terme	313,70	-313-69
METAUX (Londres)		
Culvre comptant	2 920	1290
Culvre à 3 mois	2 792	2800
Aluminium comptant	1 671	- F 600 - 1
Aluminium à 3 mois	1 705	1 23
Plomb comptant	691	120
Plomb à S mois	688,50	595
Etain comptant	6 370	5500
Etain à 3 mois	6 380	8546
Zinc comptant	1 043,50	4.036
Zinc à 3 mois	1 066	- Fost
trick-I complyed	6 700	-

_			
	Nickel à 3 mols	S 885	7/30
	MÉTAUX PRÉCIEUX (New	York)	
	Argent à terme	5,23	
	Platine à terme	424	40736
	Palladium	155,25	136,25
	GRAINES ET DENRÉES		
	Blé (Chicago)	4,82	21.34.85
	Maïs (Chicago)	3,39	1
	Graine soja (Chicago)	6,80	14 44.65
	Tourt. soja (Chicago)	209,80	210.2Q
	P. de terre (Londres)	100	1115
	Orge (Londres)	107,60	ALERY A
	SOFTS		
	Cacao (New York)	1 329	1305
	Café (Londres)	2545	2225
	Sucre blanc (Paris)		24-12
	OLÉAGINEUX, AGRUMES		
	Coton (New York)	0,73	1 640





AUJOURD'HUI

NBA La 49 saison de championnat professionnel de basket a débuté, vendredi 3 novembre aux Etats-Unis, après un été marqué par un long conflit entre les joueurs et les

dirigeants sur l'éternelle question Chicago. Ce dernier club a réalisé le des salaires. • LES FAVORIS pour succéder aux Rockets de Houston sont le Magic d'Orlando, finaliste l'an passé, et surtout les Bulls de

plus gros transfert de l'automne en recrutant Dennis Rodman, le meilleur rebondeur de la NBA. Et Michael Jordan, auteur de 42 points en

match d'ouverture, se dit dans la meilleure forme de sa carrière.

NOUVEAUTÉ de la saison : le championnat américain a ouvert ses frontières à deux équipes cana-

les Grizzlies de Vancouver. Ces clubs ont payé très cher le droit de jouer dans la cour des grands: environ

Le basket professionnel américain ouvre ses frontières au Canada

Lors de la première journée du championnat 1995-1996, vendredi 3 novembre, les Raptors de Toronto et les Grizzlies de Vancouver ont fait des débuts victorieux. Pourtant les experts doutent que ces nouvelles « franchises » puissent connaître une réussite rapide dans cette compétition

ATLANTA

correspondance Les sal4, 4isons de basket débutent toujours de la même façon aux Etats-Unis, par une volée de chiffres et un passionnant jeu de



ont comparé les chances de

chacun, soupesé les atonts des plus forts et osé un classement prévisionnel des vingt-neuf équipes qui composent la NBA. Orlando et Chicago se disputent une première place que convoitent également San Antonio et Phoenix. Indiana, Seattle et Houston suivent à faible distance. Los Angeles espère, New York s'im-

La vraie curiosité de cette saison 1995-96 se cache au plus profond de ce subtil classement des valeurs. Toronto et Vancouver se glissent discrètement aux deux dernières places. Nouvelles venues dans la partie, les deux équipes canavingt-huitième rang, les Raptors de Toronto ont hérité d'une position presque décourageante : le quotidien USA Today leur accorde une chance sur 900 000 de remporter le titre. Un rang plus loin, les Grizzlies de Vancouver attirent encore moins les parleurs. Toujours seion USA Today, leur cote ne dépasserait pas un million contre un.

Difficile de faire pire. La présence de ces deux équipes mérite pourtant hien plus que le simple signe de bienvenne que leur ont lancé les vieux habitués des parquets. En forcant ainsi la porte de la NBA, Toronto et Vancouver ont pris date dans Phistoire. Elles ont fait sauter un verrou qui réduisait jusque-là le basket américain aux seules frontières des Etats-Unis. Un événement. Et une preuve supplémentaire, la dernière en date, des ambitions « coloniales » que nourrit David Stern, le parron de la National Basketball Association (Le Monde du 14 juin).

Ce petit homme au verbe précis

diennes devraient connaître un dif-ficile apprentissage de la NBA. Au cache plus : la NBA se sent à l'étroit sur le sol américain. Ces dernières années, les ventes aux Erats-Unis de ses produits vendus sous licence ont marqué un sensible ralentissement Avec un taux d'affluence qui atteint 92 %, ses rencontres affichent désormais complet. L'heure semble donc venue de se tourner vers l'extérieur. Une ascension vers de nonveaux sommets que la NBA a choisi de débuter par la voie la plus

simple : le Canada. La route semblait directe. Elle a

Les Chicago Bulls déià impressionnants

Les favoris n'ont pas raté leur entrée dans le championnat de

NBA, vendredi 3 novembre. Privé de Shaquille O'Neal, blessé au

ponce, le Magic d'Orlando s'est imposé face à Cleveland (99-88), et

les Bulls de Chicago n'ont fait qu'une bonchée des Hornets de Char-

lotte (105-91). Michael Jordan a fait son meilleur match depuis son

retour à la compétition, en mars, inscrivant à fui seul 42 points. La

star des Bulls est sans doute aiguillonnée par la concurrence des

trois autres vedettes de Péquipe : le Croate Toni Kukoc, Scottie Pip-

pen (blessé en cours de match) et surtout Dennis Rodman, auteur de

11 rebonds victorieux pour sa première apparition sons ses non-

fallu trois ans, une montagne de dollars et beaucoup de volonté aux Canadiens pour mériter leur billet

CAUSE COMMUNE

Toronto a fait les premiers pas. En 1992, un groupe d'industriels de l'Ontario a sollicité un entretien avec David Stern, puis manifesté ouvertement leur souhait de poser leur propre pièce sur l'échiquier de la NBA. Au moment de quitter les Heux, ils ont laissé sur la table un

preuve de notre sérieux », ont-ils glissé à David Stern. Plus tard, Vancouver a suivi les

pas de Toronto. Les deux équipes canadiennes ont fait cause commune et tenté de convaincre les dirigeants américains de la popularité croissante du basket au Canada. Leurs efforts n'ont pas été vains. Mais la NBA a fixé ses prix et imposé ses conditions; les deux nouvelles « franchises » ont di payer 176 millions de dollars, soit environ 850 millions de francs, le droit de pousser la porte du championnat le plus relevé de la planète. Et il leur a failu promettre de totaliser au moins 12 500 spectateurs abonnés à

Pour cette première saison, Toronto et Vancouver s'attendent au pire. Les plus anciens ont pris un malin plaisir à dessiner pour eux le sombre tableau de leurs prochaines semaines : une volée de défaites, de longues périodes de découragement et tellement d'erreurs de parcours que les joueurs finiront par ne plus les compter. Bill Fitch, l'entraîneur

pourtant été longue à parcourir. Il a chèque de 700 000 francs. « Une des Cavaliers de Cleveland, les a prévenus sans ménagement: « La euerre est un enfer mais la première omnée en NBA est encore bien pire. » Un cruel message que les dirigeants canadiens ont écouté docilement,

mais sans jamais céder à la panique. A Vancouver, entraineurs et joueurs se sont promis de demeurer stoiques en toutes situations. « Nous devons opprendre les règles de la NBA avant même de songer ò afficher nos ambitions », a expliqué Stu Jackson, le manager des Grizzlies. A Toronto, le discours commun se veut plus audacieux. « Une équipe comme la notre o besoin de prendre des risques pour s'en sortir », a assuré Isiah Thomas, l'ancienne vedette des Detroit Pistons, aujourd'hui vice-président des Raptors. Les deux équipes observent l'avenir avec confiance. Il est vrai que l'histoire plaide en leur faveur. Après tout, le basket n'a pas toujours été la propriété des Etats-Unis, James Naismith, son Inventeur, était

Alain Mercier

Toyota privée de rallye pour un an

L'ÉCURIE TOYOTA Team Europe (TTE) a été lourdement sanctionnée, vendredi 3 novembre à Paris, par le Conseil mondial du sport automobile. Cette équipe, basée en Allemagne et indépendante de Toyota Motor Corporation, est exclue du Chameionnat du monde des rallyes 1995, et suspendue pour une durée

Le contrôle effectué le 25 octobre à l'issue du Rallye de Catalogue qui avait abouti à la disqualification de Didier Auriol (Le Monde du 27 octobre) - avait mis en évidence n'a pas contesté les faits, mais il a une modification du système d'admission d'air do turbo. Cet aménagement autorisait, selon les techniciens de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), un gain d'air de l'ordre de 25 %. Circonstance aggravante, un dispositif de ressorts avait été concu spécialement pour le dissimuler an démontage.

« Il s'agit du subterfuge le plus sub-til et le plus sophistiqué qu'ont ren-

contré nos techniciens », a précisé Max Mosley, président de la FIA, tout en se déclarant convaincu que les pilotes de l'écurie n'étaient pas au courant. Pourtant Didier Antiol. tenant du titre et 4 au classement provisoire, le Finlandais Juha Kankkunnen et l'Allemand Armin Schwarz perdent la totalité de leurs points au Championnat du monde 1995, et ne pourront s'aligner au départ du Rallye de Grande-Bretagne, du 18 au 22 novembre.

Ove Anderson, le patron de TTE, plaidé sa complète ignorance. Il a fait part de son intention de faire appel contre la « sévérité du ver-· dict ». La suspension de l'écurie complique la situation en matière de transferts. Toyota venait en effet d'engager pour la saison prochaine l'Espagnol Carlos Sainz (Subaru), en tête du Championnat du monde, à égalité de points avec le Britamique Colin McRae.

mule du circuit, de deux hommes qui, dans un genre bien différent, ne veulent rien concéder et détestent perdre. Michael Chang est connu pour visiter le court à la recherche de tous les

velles couleurs.

points imaginables: Jim Courier, c'est l'entêté qui s'ingénie à ne pas avoir tort, et qui va placer sa raquette le plus près possible du rebond pour que la balle reparte plus vite Une rencontre entre ces

vendredi 3 novembre, encore plus. Sur leurs dix-huit matches, les deux Américains étaient à égalité de victoires. Lors de leur dernière entrevoe, aux Internationaux des Etats-Unis, Courier a gagné dans un mouchoir de poche (Le Monde du 9 septembre). Tous deux anciens vainqueurs à Roland-Garros, ils veulent réussir le doublé Internationaux de France-Open de

Jim Courier a été dépassé par des cogneurs plus cogneurs que lui. A vingt-cinq ans, il a lais-

Jim Courier a apprivoisé la salle de Paris-Bercy C'EST LA RENCONTRE des deux têtes de sé le punch poids lourd à André Agassi ou Thomas Muster. Il est moins fort qu'avant, mais hien plus complet. Il sert encore des uppercuts, mais multiplie ces coups de chat qui ont rendu fou Michael Chang, battu en deux sets (6-2, 7-6). Son truc à Jim, c'est ce swing : en revers à deux mains, le bassin et les jambes en rotation, ou en coup droit frappé, le hras complètement déroulé, ses mouvements sont tout simplement beaux. Il y a ajouté des réflexes plus ai-

Le double vainqueur de Roland-Garros 1991deux hommes est toojours palpitante. Celle de 1992 n'almait pas les tournois en salle. Il clamait une certaine claustrophobie, un dégoût pour cette lumière crue et ruisselante. Avec la perte de sa suprématie sur terre battue, celle de son titre de numéro un mondial, il a, un temps, déprimé, avant de se trouver d'autres aires de jeu. Il s'est souvenu de ses victoires sur la résine des Internationaux d'Australie en 1992 et 1993, il s'est apprivoisé en finaliste sur le gazoo de Wimhledon en 1993. Il a fini de se convaincre grace à quelques beaux matches dans les tournois « indoor » des Etats-Unis.

Son récent parcours sur le ciment de l'US Open lui a montré la voie, comme sa victoire à Bâle. Les nouvelles surfaces, plus souples, et les nouvelles balles plus feutrées utilisées pour ralentir le jeu, lui ont donné d'autres chances. Il a accédé à la demi-finale de l'Open de Paris, pour la première fois de sa carrière, parce qu'il a eu le loisir de hatir ses victoires au fond du court, tout en approchant le filet, pour l'immense plaisir des spectateurs.

Jim Courier termine une saison plus que pleine. Treizième à la fin de l'année 1994 - il n'était pas sorti du groupe des dix depuis 1991 -, l'ex-numéro un a entamé une remontée résolue. Eo quelques jours, il a dévoilé un leu digne de son passé. Jim Courier ne peut pas faire de comparaisons : « Il faudroit que je revoie quelques cassettes vidéo », dit-il. Il sait seulement que l'an dernier, à cet Open de Paris, il avait été éliminé au premier tour.

Bénédicte Mathieu

Duarts de finale 8 Becker (All, n° 3) b. R. Kraucek (P-8, n° 12), 4-6, 7-6, 17-6, 6-4 P Sampras (E-U , n° 3) b. J. Hlasel (5u) 6-2, 6-3, J. Cournet (E-U , n° 6) b. M. Chang (EU, n° 4), 6-2, 7-6, (7.5),

W. Ferreira (AtS, nº 9) b D Vacet (Tch : 6-2, 6-4

SCIENCES

Le CNRS propose un « consortium » pour coordonner les recherches en « sciences pour l'ingénieur »

tium national des sciences pour l'ingenieur », qui rassemblerait de leur département « sciences tous les établissements publics de recherche ayant des laboratoires qui travaillent pour l'industrie, a de se doter d'un parc de cen-été proposée par les responsables trales nucléaires et abordait le du CNRS. Ces derniers s'apprêtent, pour leur part, à fédérer dans un «institut» les chercheurs de leur propre organisme se trouvant dans ce cas.

Ces deux annonces ont été faites vendredi 3 novembre, lors de la séance de clôture d'un colloque à la Cité des sciences et de l'industrie de Paris, à l'occasion du 20 anniversaire du département des « sciences pour l'ingénieur » du CNRS. Avec d'infinies précautions. « Nous n'en sommes encore qu'ou stade des intentions, a tenu a souligner Guy Aubert, directeur général du CNRS. La réflexion doit englober les organismes et les chercheurs qui sont directement intéressés, et aussi nos partenoires de l'industrie et de l'enseignement supérieur. » Une manière de rassurer les

scientifiques inquiets, en période de difficultés économiques, de di par Guy Aubert, directeur gévoir la science fondamentale sacrifiée au bénéfice d'une recherche plus appliquée et « pilotée par l'aval » pour satisfaire aux besoins immédiats de l'indus-

enx, préfèrent parler d'« ouverture forcerait la coordination et la coovers le monde exterieur », de « rè- pération des différentes équipes de

LA CRÉATION d'un «consor- ponse aux attentes de la société».

jun national des sciences pour ils citent en exemple la réussite pour l'ingénieur ». Créé en 1975 alors que la France avait décidé domaine spatial, il concerna, au départ, surtout les physiciens. Aujourd'hui, ses 165 laboratoires - associés, pour la plupart, à des industriels, des universités et des grandes écoles - travaillent sur l'énergie, l'informatique ou la robotique et les procédés indus-

PHYSIQUE ET SOCIOLOGIE

Mais ils abordent aussi des domaines comme l'habitat, les transports, l'environnement on les relations de l'homme et de la machine (*Le Monde* du 18 mai). Ces recherches, qui représentent 11% du budget du CNRS, répondent à une demande croissante et concernent désormais la phipart des disciplines, jusqu'à la médecine et la biologie, la sociologie ou la linguistique.

La proposition énoncée vendrenéral, et jean-jacques Gagnepain, directeur du département des sciences pour l'ingénieur (SPI) du CNRS, vise à répondre de manière plus efficace à cet élargissement. Au sein du CNRS, l'institut Les responsables du CNRS, des sciences de l'ingénieur « ren-

recherche qui travaillent en Haison quec les SPI, a affirmé Guy Aubert. Cet institut aurait, par ailleurs, le considérable avantage de permettre d'engager un diologue plus harmonieux avec nos partenaires industriels et de leur offrir un plus lorge évantail de compé-

Le consortium national relève du même principe. Il permettrait « d'éviter des recouvrements improductifs, mois oussi des locumes » entre les laboratoires engagés dans des travaux relevant des SPI an seln d'organismes pu-hlics aussi différents que le CNRS, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Pinstitut national de recherche en informatique et automatique (INRIA), ou l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFRE-

Cette « fédération » inter-organismes restera cependant «très simple et informelle », a précisé M. Aubert. Le hut n'est pas de « créer de nouvelles structures juridiques qui iraient d l'encontre des prérogatives des établissements de recherche », mais plutôt de «gorantit à lo France les ressources scientifiques et techniques dont elle o besoin pour renforcer sa compétitivité et mettre le progrès ou service des hommes ».

Jean-Paul Dufour



JEAN-PIERRE DEFRAIN

MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE) RICHARD ARTZ (RTL)

■ FOOTBALL: l'UEFA contreattaque dans l'« affaire Bosman >, du nom de ce joueur belge qui a attaqué la validité des transferts devant les tribunaux européens. L'Union européenne de football (UEFA) s'inquiète de l'avis rendu le 20 septembre par l'avocat général de la Cour de justice des Communautés européennes, selon lequel le principe des indemnités de transferts en fin de contrat et la limitation du nombre des ressortissants de la Communauté dans les clubs sont en contravention avec le traité de Rome. Dans l'attente du jugement définitif qui devrait être rendu à la fin de l'année, l'UEFA a décidé de diffuser une lettre ouverte, signée par les quarante-neuf présidents de fédération en Europe, adressée aux ministres des sports, aux parlementaires et à toutes personnes censées pouvoir influer sur la décision des juges. ■ Lyon, Bordeaux et Lens ont bé-

néficié, vendredi 3 novembre à Genève, d'un tirage clément pour les huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. les 21 novembre et 5 décembre: Lyon affrontera Nottingham Forest, Bordeaux rencontrera le Betis Séville, tandis que Lens sera opposé au Slavia Prague. Lyon et Lens joueront le match retour à domicile. - (AFP)

■ DOPAGE : une nageuse américaine, contrôlée positive lors des championnats des Etats-Unis, au mois d'août à Pasadena (Californie), Jessica Foschi, quinze ans, ne sera pas suspeodue, mais mise à l'épreuve pendant deux ans. Grace à cette sanction inhabituelle - la sanction normale est la suspension de toute compétition pendant deux ans, - la nageuse peut espérer être selectionnée pour les JO d'Atlanta. - (AFP)

Les salariés de Météo-France en conflit avec le gouvernement

Depuis le 23 octobre, le centre météo de Toulouse est paralysé par la grève : les agents de l'établissement public protestent contre la réduction annuelle de 1 % de la subvention d'Etat de 1995 à 1999

de notre correspondant Le CRAY C 98, le plus gros ordinateur du mnnde, est au chômage technique. Débranché, il est surveillé cependant comme un trésor inestimable par le personnel de maintenance et par quelques militaires qui ont droit de cité dans le centre météo de Toulouse. Depuis le 23 octobre, une partie des salanés de ce centre, qui regroupe la plupart des services de l'entreprise dans une bătisse ultramodeme à la périphèrie de la ville, sont en grève.

ils ont même, à la fin du mois d'octobre, durci leur mouvement, interdisant aux prévisionnistes requis par la direction de prendre leur service et d'alimenter le vorace et impressionnant calculateur qui. en temps ordinaire. « mouline » vingt-quatre heures sur vingtquatre des informations provenant du monde entier et en particulier des cent cinquante sites français sur lesquels sont présents les spécialistes du temps.

Le conflit repose sur une petite centaine de salariés du centre toulousain, tous charges de la prévision et de l'analyse des données, et soutenus par l'ensemble des personnels de la Météo. De ce fait, la défense nationale, qui a besoin de connaître les conditions climatiques pour assurer ses missions. cherche, auprès des Européens qui utilisent d'autres modèles mathé-

matiques pour étudier le temps, les répanses qu'elle ne trauve plus dans les nuages bexagonaux. Et la France, qui pleure déjà sa grenouille, se désespère devant des bulletins de plus en plus courts, de plus en plus approximatifs, malgré les prouesses des uns et des autres pour donner au public une information à peu près crédible.

LA NOTION D'ÉQUIPE

Le bulletin météo est devenu en quelques années un véritable rendez-vous sur les chaines de télévision, mais aussi sur les antennes radio et dans les journaux. Le Minitel et les serveurs téléphoniques spécialisés ont trouvé la un créneau commercial supplémentaire. Méteo-France tire ses ressources (1,6 milliard de francs) de la subvention de l'Etat (70 %), de la redevance aérienne (20 %) et de recettes commerciales (10 % de son hudget), grâce aux Kiosque, Minitel et répondeurs.

Une vaste dépression affecte les services de la météo. L'avis de tempête est parvenu au gouvemement lors de la grève de la fonction publique, les 10 et 11 octobre, en provenance de personnels inquiets de certaines dispositions du contrat d'objectif concocté par le gouvernement. Depuis janvier 1993. Météo-France n'est plus une administration mais un établissement public qui, à ce titre, signe avec la tutelle des engagements réci- conflit, par la mobilisation des perproques. La mouture 1995-1999 du contrat d'objectif est loin d'être du goût des 3 000 salariés de la météo.

Ce contrat prévoit le maintien des grandes missions de service public de Météo-France sur la recherche et la prévision climatolo-gique. Mais il affiche aussi une diminution de 1% par an de la subvention d'Etat, ce qui devrait, en toute logique, conduire l'entreprise à réaliser, au terme de la période, 50 % de ressources commerciales en plus. L'objectif est jugé irréaliste par les syndicats, notamment par la CFDT - majoritaire dans l'entreprise -, qui a été presque surprise, au début du sonnels contre ce projet. Le texte ne prévolt pas d'augmenter les effectifs de cette ancienne administration qui, à la faveur de sa délocalisation à Toulouse en 1982, puis en 1991, avait largement profité de la volonté des différents gouvernements de réussir, sans coup férir, l'opération. Ce qui fut fait en dix ans pour les quelque 700 per-

sonnes des services centraux. Ces services sont alimentés le plus souvent par les CDM (centres départementaux de la Météo), où de petites unités de cinq nu six personnes recueillent sept jours sur sept les informations, températures, force des vents, pluviomé-

Le succès des services téléphoniques

Le succès des services audiotel de Météofrance - antrement dit ses répondeurs téléphoniques départementaux et payants - illustre les besoins croissants des Français en informations météorologiques. Avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 100 millions de francs (en hausse de 7 % en 1994) et 45 millions d'appels (contre 15 millions d'appels sur Minitel), les services téléphoniques de Météofrance sont les plus fréquentés de France. La grève ne les a pas rendus totalement muets mals elle réduit beauconp la précision des informations enregistrées (actuellement limitées à 12 heures au lieu de trois

Les entreprises sont, elles aussi, de plus en plus demandeuses. Le premier client de Météofrance est EDF, qui trouve des Indicateurs lui permettant de déterminer le plan de charge de ses centrales. Un nombre croissant de secteurs, dont le BTP et l'agriculture, sont intéressés. Au point que l'établissement public privilégie cette cible, à laquelle li se propose de fournir des bulletins « à la carte ».

trie... Ils les transmettent à l'ordinateur central de Toulouse, puis adaptent et affinent les données fournies par la machine pour le marché local. C'est, au dire des syndicats, sur ces équipes que reposerait l'essentiel de l'effort demandé au personnel, qui est refusé par les salariés.

Ceux-ci ont, de surcroît, mal accueilli les déclarations de Jean-Pierre Besson, leur directeur géneral - lequel, pour la première fois, fait-on remarquer, n'est pas un scientifique -, qui visaient, le 31 octobre, à remettre en cause le principe de gestion interne, réputé appartenir à la culture de l'entreprise. Dans le petit monde de la météo, où la notion d'équipe est très importante, on ne veut pas de prime au mérite, pas plus qu'on ne veut changer les règles de la mobilité interne négociée et acceptée par

Alors que les syndicats ont appelé à la grève jusqu'au 5 novembre, la direction générale de Météo-France proposait vendredi soir que des négociations soient ouvertes dès samedi, sur les modalités d'application du contrat d'objectifs signé avec l'Etat, « en exclunnt les revendientions irrealistes telles que l'accroissement des effectifs ou l'abaissement de l'âge de la retraite ...

Gérard Vallès

MOTS CROISES

je choisis la ducce suivante

☐ 3 mois

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom

23 000 vidéos

200 000 livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

LEMONDE

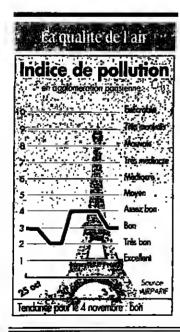
A la suite de mouvements sociaux à Météo-France, nous sommes dans l'Impossibilité de publier les prévisions météoro-Ingiques habituelles. Nous prions nos lecteurs de bien vou-

MÉTÉOROLOGIE

Froid

LE MATIN, brouillards locaux sur le pays. Ils seront parfois givrants sur le Nord-Est et au Nord de la Loire. Quelques passages nuageux affecteront en matinée le Finistère, poussés par un vent de Sud-Est modéré, ainsi que la Côte d'Azur ou soufflera un vent de Nord-Est. Sur le reste du pays, le soleil sera très généreux. Le mistral sera nettement plus faible que les jours précédents en vallée du Rhône.

Les températures minimales seront basses, de-3 à -6 degrés dans le Nord-Est, 0 à -2 degrés ailleurs. Les températures seront plus douces près des cotes. L'après-midi, le mercure ne dépassera pas 5 à 7 degrés sur le Nord-Est. 8 à 12 ailleurs. (Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I		L													
п	L	<u> </u>													
Ш	L					<u> </u>		匚		L			L		L
IV	L				L				<u> </u>				L		
V	L								L			L	L		_
VI	_	<u> </u>			L					Ļ	<u> </u>	L			
VII		<u> </u>		L		╙					<u></u>			_	
Ш	匚				L			ᆫ		<u> </u>					
Х	L							L	_				L		
X	L	L		_	<u> </u>			L							
X	L		L						L						
ХП		L													
Ш															
αv															
χV															

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO BuBetin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnemer 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-90.

France

536 F

Soisse, Belgique. Autres pays Luxensbourg, Pays-Bas de l'Union européeme

572 F

☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
🔲 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
MOST INT SELEC.	Prance, second class postage ER: Send address changes to souscrip and USA: INTERNA	or S 872 per year « LE MONDE paid at Champtain N.Z. US, an BES of N-Y Box 1576, Champi THONAL MEDIA SERVICE, Inc. 51-245 USA Tel. : 800-226,30.85	of adultional smalling office its 19.7, 12919-1518 3330 Pacific Avenue Suite
Nom :	P	rénom :	
Adresse:			
		***************************************	***************************************
Code postala			
_		Je :	
			501 MO 00
Ci-joint mon rès	dement de :	FF par chèq	ue bancaire ou
		1111 11	
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,		•	
Signature et date o	hligatnines		
Changement d'ada			
 par écrit 10 jours av 	rani votre départ.		
a nar të ënhana A jan	us. (Merci d'indiquet vo	tre moning d'abound I	PP. Parts DTN
Renseignements: Po			
		e prélèvements automa	ninnes mensnels
		7 heures du lundi au ver	
Par Minitel 3615 cod			

Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30 L'Inde

OSSIERS géant empêtré NOVEMBRE 1995 UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

HDRIZONTALEMENT

I. Des endroits qui sont souvent pleins de crostes. - II. Peut faire tache. Sur le point d'être rendues. - III. Ferait disparaître. -IV. Lettre. Péninsule. Les calculs le rendent malade. - V. Héros d'un drame. Les petites annonces. - VI. Sort de l'eau. Pas voilées. Grisante étrangère, Pronom. - VII. Terme musical. Sont parfois comptés par cent. Un adjectif qui peut qualifier le bon temps. -VIII. Sa présence est hautement souhaitable. Pas admis. Instrument de projection. IX. Augmenta d'une unité le cheptel d'Argos. Coule en de vertes régions. Dont l'évolution naturelle a été contranée. - X. Traiter comme Marie. Donne généralement de bons mois. Témoin à «charge». - XI. Qui concerne un peuple ancien. Droit à l'autodetermination. On ne peut plus mince. --XII. Qui ont tout quitté. Partie de dames. Bon à cueillir. Roi. - XIII. Comme des yeux de déesse. Très avantagée. Ne représente qu'un petit effort. - XIV. Plus visibles. Un mauvais jour. - XV. Participe. Du Chili, c'est le nitrate de sodium. Précède le nom d'une personne respectable.

VERTICALEMENT 1. Risque de faire du mauvais travail quand elle a perdu la boule. Terrain de mésentente. -2. Evoque une certaine force. Peut calmer

Monde

40-65-25-25

3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS

3617 code LMDOC

au 36-29-04-56

(1) 43-37-65-11

LES SERVICES

Index et microfilms: 11) 40-65-29-33

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Le Monde est Mité par la SA Le Monde, so-ceté anonyme avec directoire et conseil de surveillance

La reproduction de tout article est interdite sans

Commission paritaire des grumaux et publications n° 57 437, ISSN : 0395-7037

Imprimene du Mande 12, rue M. Gursbourg, 94852 hry-cedex

PRINTED IN FRANCE

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08

Orecteur genéral Gérard Morax

Membres du comité

Président-directeur général . Jean-Marie Colombani

Films a Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 f/min)

DU

Le Monde

Télématique

CD-ROM:

Le Mande

Documentation

une faim de loup. - 3. En avant! Pronom. Ont intérêt à écraser. - 4 Ecueil. De véritables exploits. - 5. Poète hongrois. Quartier de Lens. Abréviation. - 6. S'élève en Grèce. En Suisse. La moitié de deux. - 7. Frétille quand un orateur donne de la voix. Afture du retour pour le naturel. - 8. Interpeller. -9. Pièce avec sous-sol. Dessous de table. -10. Emis sur la Croix. Prêt pour le grand jour - 11, Danse quand if est petit. Fermée. Pas solide. - 12. En France. Se manifester d'une certaine manière. Long ruban, Maigrit en été. - 13. Ouvertures. Croquis sur le vif. - 14. Symbole. Mordent facilement. Un peu de tout. - 15. Ce peut être une tonne pensée. Laisser dans l'ombre. SOLUTION DU Nº 6684 HORIZONTAL EMENT

l. Indolente. - II. Moulinier. - IIL Pinte. Ali. -IV. Ase. Rosée. - V. Te. Eau. - VI. Italie. Ho. -VII. Etre. Drop. - VIII. Nèpes. Ane. -IX. Epier. - X. Econner. - XI. Séné. Têts.

VERTICALEMENT

 Impatientes. – 2. Noisette. Ce. – 3. Dune. Arcion. - 4. Ott. Elše. Ré. - 5. Lierai. Sen. -6. En. Oued. Pet. - 7. Nias. Raire. - 8. T&phone. - 9. Erié. Opéras.

Gay Broaty

LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ PARIS. L'opération « Paris-piétons-vélos », organisée depuis l'été tous les dimanches sur des voies sur berges de la capitale, est reconduite par la mairie de Paris en novembre et en décembre. Une partie de la voie Georges-Pompidou et de la voie sur berges rive gauche de la Seine est donc interdite à la circulation automobile, le dimanche, de 9 heures à 16 heures.

■ FRANCE-MEXIQUE. Air France et Aeromexico ont signé un accord de partage de code. Air France commercialise désormais des sièges sur les trois vols hebdomadaires d'Aeromexico entre Paris et Cancun ainsi que sur le vol Paris-Mexico du mercredi et la compagnie mexicaine vend à sa clientèle des places sur les cinq vols bebdomadaires d'Air France entre Paris et Mexico. - (AFP.)

KOWEIT. Après treize ans d'in-

terruption, Kuwait Airways a réouvert la liaison Copenhague-Koweit, à raison de deux vols hebdomadaires dans chaque sens, vin Francfort. - (AFP.)

Envie de skier?

Préparez votre séjour sur Minitel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Trouver un hôtel à Paris

UN DE VOS COUSINS arrive de province. C'est à vous de lui procurer une chambre. A grand renfort de pourparlers, visites et démarches. Il ne saurait en être de même pour les bôtes officiels du gouvernement ou de la Ville, ni pour les voyageurs que l'Etat a intéret à voir séjourner à Paris.

Pour tous ces visiteurs, un organisme spécial a été institué : le service du logement. De quels moyens dispose-t-il pour faire face à ces demandes ? 559 hôtels parisiens ont été réquisitionnés. soit en totalité, soit en partie. Mais 410 d'entre eux seulement peuvent recevoir les hôtes que leur adresse le service du logement. Plusieurs ministères et administrations se sont, en effet, réservé les 149 autres pour leur personnel on leurs invités.

Reste, nous l'avons dit, 410 hòtels, établissements de honne classe, c'est-à-dire 10912 chambres. Ces chambres ne sont pas toutes constamment utilisées. c'est pourquoi votre cousin pourra peut-ètre s'y loger. Mais les autres hôtels objectera-t-on? Paris compte 11 652 hôtels. S59 sont réquisitionnés. Il devrait en rester 11 093 théoriquement libres. Et le chiffre paraît si élevé qu'on comprend mal pourquoi il est si difficile de trouver à se loger.

Sur ces 11 093 hôtels, 250 environ sont occupés par nos alliés. Et naturellement les plus vastes, les mieux situés. Reste 10 843. Or pres de 50 % de ces hôtels sont des étahlissement de 10 à 15 chambres où les conditions d'hygiène sont telles qu'on ne sanrait les recommander à des touristes. Quant aux autres, ils sont quasi interdits à la clientèle de passage. La crise du logement qui sévit à Paris a obligé, en effet, bien des gens à prendre domicile à l'hôtel, faute

J. G.

(6 novembre 1945.)

PARIS PROPERTY OF THE PARIS PROPERTY PROPERTY OF THE PARIS PROPERTY PROPERTY OF THE PARIS PROPERTY PROPER **EN VISITE**

Mardi 7 novembre

SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE et Saint-Sévenin (50 F), 14 heures, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Institut culturel de Paris). L'ARSENAL et hôtels du quartier

Saint-Paul (50 F + prix d'entrée), 14 h 15, sortie du métro Sully-Morland, côté rue de Sully (Connaissance de Paris).

LA COUR DE CASSATION (50 F), 14 h 15, 6, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

■ LES CATACDMBES (4S F + 20 F), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (S. Rojon-Kern). ■L'ÉGLISE DU VAL-DE-GRÂCE

et son quartier (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique). ■ FAUBOURG SAINT-JACQUES:

Sandage to the bear

couvents et jardins (55 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Europ

■ LE MARAIS, de Charles V à Louis XIV (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Noëlle Roy). ■ MUSÉE DE LA VIE RDMAN-TIQUE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Chaptai (Musées de la Ville de Paris).

PASSAGES COUVERTS (50 F), 14 b 30, sortie du métro Louvre-Rivoli (Christine Merle). LES QUARTIERS SAINT-GER-

VAIS ET SAINT-PAUL (50 F), 14 b 30, parvis de l'église Saint-Gervais (Métamorphoses urbaines).

BIBLIOTHEQUE NATIONALE: exposition Jean de la Fontaine (50 F

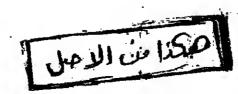
+ prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel). LA CATHÉDRALE DRTHO-DOXE RUSSE (60 F + prix d'entrée). 15 heures, 12, rue Daru (Isabelle Hauller).

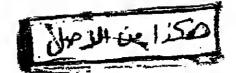
■ MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection

du passé). MUSÉE CERNUSCHI (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 7, avenue

Vélasquez (Monuments histo-

■ MUSÉE RDDIN (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 77, rue de Varenne (Monuments historiques). ■ LE PARC MONCEAU (50 F) 15 beures, sortie du métro Mon-





CULTURE

d'automne à New York, constituent chaque année un événement et donnent une bonne indication de la santé du marché. Elles ne dérogent

pas à la règle en ce mois de novembre. Les enchères consacrées aux pelntres impressionnistes et modemes se dérouleront du 7 au 9 chez Sotheby's et Christie's. ● D'UN EX-

CELLENT NIVEAU dans leur première partie, généralement mauvaises dans leur seconde, elles oscillent cette année entre l'exceptionnel et l'ignoble, avec la mise en vente de livres dé-

membrés par des marchands peu scrupuleux. Elles visent à la fois les grands collectionneurs internationaux et les nouveaux golden boys enrichis par la bonne santé de la Bourse new-

yorkaise. ● UNE OCCASION rarissime de voir des tableaux conservés depuis des années dans des collections privées, et pour certains complètement

Des tableaux exceptionnels pour les ventes d'automne à New York

Un Picasso qui n'était pas apparu sur le marché depuis des années, un Chagall inconnu... Les enchères chez Sotheby's et Christie's pourraient confirmer les résultats encourageants de l'année écoulée

REVOICI les Picasso de Charles Feld. Vendus en parfait état avec l'accord de leur propriétaire, décé-dé depuis, par M. Rouillac à Cheverny, au mois de mai 1995, les livres dédicacés par Picasso à son éditeur réapparaissent par petits lots sur les marchés étrangers. A Taipeh. il y a quinze jours, ils n'avaient, et c'est normal, guère dépassé leurs prix initiaux (Le Monde, du 22 octobre). Les Cbinois ne sont pas idiots, et Me Rouillac, qui fait bien son travail, en avait obtenu un prix de niveau international.

Les New-Yorkais seront-ils tentés par les dessins que le marcband parísien qui les a raflés à Cheverny leur propose par l'inter-médiaire de Sotheby's lors des ventes d'automne? Rien n'est moins sûr. Certes, le catalogue évite soigneusement de mentionner la vente française. Mais proposer Shokespeare à 15 000 dollars dans sa version au trait on 35 000 dans sa version colorée sur lithographie, ou encore un croqueton du Déjeuner sur l'herbe à 16 000 dollars, c'est pent-être pousser le bonchon un peu loin.

Avantage sur les ventes de Taiwan, tous les ouvrages précieux de Charles Feld n'ont pas été démembrés. Le livre de Douglas Cooper Picasso Théâtre et sa couverture redessinée par le maître sont proposés en l'état. A 35 000 dollars pour l'estimation basse (175 000 francs environ), c'est presque une affaire : il a coûté 186 000 francs, frais inclus, lors de la vente de Cheverny. Lors de ses tractations avec Charles Feld, qui n'ont pas abouti, Christie's 72 000 francs. Preuve, s'il en était ché de l'art. Ils leurs proposent besoin, que les maisons anglosaxonnes ne sont pas, pour des vendeurs, la panacée, et qu'un commissaire-priseur français, et pis provincial, peut obtenir d'excellents prix s'il sait mettre sa

vente en valeur. Les Ménines et la Vie, de même provenance, n'a pas en autant de chance: pour 20 000 dollars (estimation basse, environ 100 000 francs), on n'aura que le frontispice d'un livre découpé, qui avait été vendu en bon état à Cheverny pour 77 000 francs, frais inchis. Une honte: le livre original

so avait dessiné des traits de cou-leur à l'intérieur qui étaient autant de renvois au frontispice.

S'il y a une morale, ou des bibliophiles, les dépouilles de la collection Feld seront, souhaitons-le, ravalées. Et le vandale à l'origine du massacre en sera pour ses frais. De telles fautes de goût sont dommageables à des ventes qui

pourraient être d'un excellent niveau. Mais les dispersions des peintres impressionnistes et modemes à New York sont toujours divisées en deux parties : la première regroupe les chefs-d'œuvre, la seconde les rogatons, ou, comme dans le cas du malheureux Charles Feld, les tentatives désespérées de quelques marchands aux abois pour ramasser trois sous. Et, cet automne, les ventes de deuxième partie proposent, pour l'essentiel, du second choix.

Modigliani, Bonnard Miró, Kandinsky... Les deux maisons rivales proposent des œuvres hétéroclites mais souvent rarissimes

Sotheby's et Christie's espèrent sans doute, comme en 1994, séduire les nouveaux riches de la Bourse new-yorkaise, plus à l'aise sur les placements financiers que donc un mélange hétéroclite (près de 350 œuvres pour Sotheby's, et 250 pour Christie's) où les tableaux affligeants voisinent avec des œuvres excellentes.

La concurrence entre les deux maisons est telle qu'elles proposent sensiblement les mêmes grands noms et onvrent toutes deux leurs catalogues avec des marines d'Eugène Boudin. Elles ont également voulu relever le niveau de leur deuxième partie en y insérant chacune la dispersion d'une collection privée, dont les Américains sont friands : celle de avait été relié par Barast, et Picas- Jacob Weintraub (galeriste) pour



Sotbeby's et celle de Jules Mastbaum (industriei du cinéma) pour Christie's, Archipenko, Marini, Manzu ou Grosz pour l'un, Rodin

Heureusement pour le marché, auquel ces ventes servent de baromètre, si les secondes parties sont décevantes, les premières sont exceptionnelles. Christie's ouvre le bal, le 7 novembre, avec une série éblouissante : citons pèle-mèle un portrait d'Oscar Miestchaninoff, par Modigliani (entre 30 et 40 millions de francs), un superbe Bonnard et surtout un Picasso rarissime, une des dernières toiles

cubistes peintes à Cérct encore sur le marché. Le marchand et collectionneur suisse Beyeler s'est offert la plupart des autres, et il pourrait bien étre intéressé par celui-là. L'Indépendont, peint durant l'été 1911, est, par ses qualités plastiques comme par son importance historique, digne d'un musée. Un grand : il est estimé entre 25 et 35 millions de francs. Ce qui fait de l'autoportrait peint par Cézanne en 1885 une œuvre à bon marché, puisque les experts en es-

pèrent entre 9 et 12,5 millions de Sans être aussi extraordinaire, la

suite n'en est pas moins savoureuse. Passons sur les Degas, ou les Monet: ils feraient le bonheur d'une ou deux compagnies de

commissaires-priseurs français. Mais le Garçon à lo collerette, un Picasso de 1905, n'était pas apparu sur le marché depuis seize ans -50 millions de francs au moins. Même estimation pour Le Mirbir, de 1932, dont une version sœur, plus complexe, mais peut-etre aussi moins spectaculaire, est conservée au Musée d'art moderne de New York. A 35 millions de francs, ce qui est assez cher, les Poissons chinois (1951), un beau papier collé de Matisse, pourrait susciter aussi quelques enchères : cela fait trente ans qu'il n'était pas apparu sur le marché.

Quant au Miró, Figures devant un volcon (1935), c'est une charnière dans le travail du peintre, qui commençait à l'époque à prendre en compte dans sa peinture l'angoisse que lui procurait la montée des dictatures. Et cela fait

qui en sont cruellement dépourvus) apprécieront le petit Mondrian de 1927, Composition avec jaune et rouge, qu'ils avaient pu voir lors de la rétrospective de La Haye, en 1994. A 10 millions de francs (estimation haute), il est peu probable, hélas ! de le voir un jour figurer dans une collection publique française.

La dispersion de la collection Joseph Hazen (un avocat spécialisé dans le cinéma) pourrait aussi susciter quelque engouement : le Van Gogh n'est pas formidable. mais c'est un Van Gogh : entre 40 et 50 millions des francs. Les deux Léger (l'un de la collection Hazen. Lo Pipe, l'autre pas : Les Deux Acrobotes, mais tous deux de 1918) sont extraordinaires, mais ils sont de Léger: entre 25 et 35 millions de francs seulement, encore une affaire. Le Kandinsky est fabuleux, et l'expert qui l'a estimé de 30 à

40 millions de francs le sait bien. Quant à la surprise, le Chagall Inconnu (lire ci-dessous), on en at-

Un Chagall inconnu

450 000 amateurs unt découvert les premières œnvres de Chagall an Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1995, Mais persoune. quelques rares spécialistes mis à part, ne connaissait cette version de l'Autoportrait à la palette. Peint en 1917, sans donte à Vitebsk, il fut donné par Chagall à une de ses sœurs, avant son départ de l'Union soviétique en 1922. Celle-ci cacha le tableau, d'abord par crainte d'une saisie, puis parce que le travail de son frère ne correspondait pas aux critères du « réalisme socialiste ». Il s'est promené, via Israel, jusqu'à New York. L'anthentiché du tableau ne fait aucun doute, et son originalité non plus. On y retrouve les figures flottantes, le village russe typique, et le détail scatologique qui déjà figurait dans Au-dessus de la ville: là, un mouilk déféquait derrière une palfssade, ici il la compisse, par le doigt du petetre émergeant de sa palette (photo ci-contre).

plus de cioquante ans qu'il n'avait été proposé à la vente. Sotheby's aussi a son Miró. Et non des moindres: le Grand nu debout (1921) figura dans la rétrospective du peintre organisée par la Fondation Maeght en 1991 (ce que le catalogue de la vente ignore superbement), et c'est une des œuvres majeures de la première période du Catalan. Il appartient à Klaus Peris, qui s'en sépare, en même temps que d'un superbe Braque tardif et que d'une paire de Picasso, sur le thème du Hibou bleu.

Les amateurs (c'est-à-dire la plupart des musées européens,

tend entre 25 et 35 millions de francs. Une fourchette si large ne peut signifier qu'une chose : personne, et les experts en premier, ne sait exactement ce qu'il peut valoir. La remarque est valable pour la plupart des œuvres susnommées. Elles sont toutes dignes de musées.

Rarement New York nous avait offert pareille fête, et beaucoup espèrent y voir confirmer les bons résultats relevés en 1994 et en mai 1995 à Londres. Les enchérisseurs seront juges, comme d'habitude.

Harry Bellet

DANS LES GALERIES

MARC DESGRANDCHAMPS

Galerie Zürcher, 56, rue Chapon, 75003, Paris. Tél.: 42-72-82-20. Jusqu'au 25 novembre.

Marc Desgrandchamps peint des nus dans des paysages, des paysages sans nus et, de temps en temps, des morceaux de nu vus de si près qu'il n'est plus besoin de paysage tout autour. Ces tableaux ont à première vue un air de simplicité, mais il ne faut pas longtemps pour découvrir que ce n'est là qu'apparence. Les mus, un pen plus grands que nature, entretiennent avec la nature qui les environne des rapports compliqués. Le plus souvent, ces jeunes femmes à la beauté imparfaite paraissent assez mécontentes de se trouver là, dans un tel appareil. Les visages sont rechignés, les poses gauches. Un malaise se lève, que le peintre prend plaisir à aggraver en introduisant des accessoires bizarres, une montre, des sandales en plastique, une petite auto. Le style, lui, demeure parfaitement majtrisé, neutre et élégant à la fois. Desgrandchamps joue de la distance et du détachement froid. Ses paysages inhabités ne sont pas plus rassurants, troués de mares trop noires, plantés d'arbres trop droits et trop maigres, gamis d'herbes trop vertes et touffues. La notion d'« inquiétante étrangeté » semble avoir été inventée pour lui. - Philippe Dagen

BERTIEN VAN MANEN

mentaire. - Michel Guerrin

Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004, Paris.

Tél : 42-77-38-24. Jusqu'au 25 novembre. Cette photographe nécriandaise a déjà exposé dans des lieux prestigieux comme le Rijksmuseum d'Amsterdam, la Photographers Gallery de Londres, le Musée de la photographie d'Anvers ou le Fotomuseum à Winterthur, près de Zurich. On peut découvrir à Paris, chez Agathe Gaillard, une bonne série d'images en couleurs, autour de « la vie intime dans la Russie des années 90 ». Bertien Van Manen est une ancienne photographe de mode qui a adopté le style documentaire à partir de 1976 - elle avoue l'influence de Robert Frank. On lui doit ainsi des séties autour de son pays - les femmes immigrées, le féminisme, l'Eglise catholique mais aussi le Polisario au Sahara ou les mineurs du Yorkshire. Elle dresse en seize voyages - un portrait de la Russie au quotidien : un homme dans son lit, une femme qui sort d'un bain glacé de neige, une mariée en blanc sur une converture agressive, une table de Ping-Pong gisant dans une cave poussiéreuse, un lit rouillé... Elle a effectué un gros travail sur les décors, les intérieurs, le papier peint, les costumes, les couleurs, tout en se plongeant dans l'intimité des gens. Autant de préoccupations qui font de Bertien Van Manen une des figures de la nouvelle photographie docuL'« inventeur » du théâtre portugais enfin joué à Paris

Almeida Garrett. Mise en scène: Teresa Motta. Avec Odile Cohen, Philippe Mercier, Christophe Allwright... LAVOIR MODERNE PARISIEN, 35, rue Léon, 18. M. Châtean-Rouge. Du lundi an vendredi à 20 h 30. Jusqu'au 24 novembre. 90 F et 60 F.

Almeida Garrett est, pour tous les publics de Lisbonne, Porto, Countra et autres villes lusitaniennes, le sacro-saint inventeur du théâtre portugais. Or Il n'est jamais joué en France: bonne raison d'aller écouter, avant la dernière (24 novembre), Frère Luis de Souso. qui est l'une de ses pièces majeures.

Porto, Almeida Garrett dut fuir sa maison na- père a disparu, dont la mère s'est remariée, se

FRÈRE LUIS DE SOUSA, de Joao Baptista de 🛮 tale devant l'invasion française : les soldats de 🛒 faufilait habilement sur les traces d'Œdipe, de Junot n'y allaient pas de main-morte. Ce qui n'empècha pas le même Almeida, devenu grand, d'aller se réfugier en France, surtout au Havre et à Paris, à plusieurs reprises, tant la politique allait de secousse en coup de

chien, au Portugal, dans les années 1820. A Paris, les romantiques mirent Almeida en fcu. Il n'y avait alors, sur les scènes portugaises, que des copies palichonnes de vieux théâtre espagnol ou latin. Notre Parisien en transit écrivit prestissimo un petit choix de drames facon Hugo-Musset-Dumas, mais portugais d'adoption, qui donnèrent un vrai coup de fouet, un appel d'air fou, à Lisbonne.

Frère Luis de Sousa (1840) eut un succès par-Né quelques jours avant l'année 1800, à ticulier, car ce drame d'une princesse dont le

Homlet et de quelques autres grands patrons. Et c'est une Portugaise-Française, Teresa Motta, qui présente enfin cette pièce en France, plus d'un siècle et demi après sa créa-

Mise en scéne minimale et un peu nunuche. Costumes apparemment cousus par les grands-mamans des acteurs. Acteurs au demeurant très bons. Odile Cohen en tête. Et cela se passe dans un théâtre qui mérite la visite : c'est, à l'orée nord de la Goutte-d'Or, un vrai lavoir de campagne, qui a gardé ses charpentes, ses pierres et qui fait penser aux blanchisseuses peintes par Degas. Rarement un spectacle « faiblard » a mieux mérité la visite.

Michel Cournot

■ ÉDITION : Jacques Chirac préface un numéro de « Vieilles maisons françaises » consacré à la Corrèze. « Les êtres chers à mon cœur reposent là-bas, entre Brive et Tulle, dans cette terre dure à lo vie, prompte à tremper les coractères », écrit le président de la République, qui souligne le caractère des Corréziens - * forts, durs à la tâche,

MICHEL COUCHAT

du 9 au 30 novembre

GALERIE DES ARTISTES 55 rue du Montparnasse ouverture de 15 h à 20 h

prudents et spontanés, rugueux et tendres, généreux, d'autant plus solidoires et fidèles que la vie ne leur fuit pas de codeoux » - et la caractéristique de l'habitat, « solide, immuable, monté à grès - celui pourpre de Meyssac et de Collonges ou à granit, coiffe de lauses, astucieusement blotti dons la verdure, ramassé, dos oux pluies, oux vents et aux gloces, pour résister et tenir. » (munéro 159, 55 F.)

THEATRE: le comédien et metteur en scène Laurent Rey a été engagé, le 3 novembre, en qualité de pensionnaire de la troupe de la Comédie-Française. Il fera ses débuts Salle Richelieu au prin-

Louis Benoit. Ancien éléve de l'école de la rue Blanche, à Paris (ENSATT), et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (1979-1981), Laurent Rey y a suivi les enseignements de Jean-Pierre

■ Le marionnettiste chinois de Talwan Li Tlen Lu, qui avait servi de modèle pour le film de Hou Hsia Hsien Le Maître de marionnettes (prix du jury au festival de Cannes 1993), fait une tournée européenne. Après Cannes (4 et 5 novembre), il sera à Lille (13), à Meylan (du 14 au 16), à Paris (18), à Rouen (21), à Brest (27 et 29), à Fontenay-aux-Roses (30), a Montemps 1996 dans Moi, une pièce de targis (du 4 au 9 décembre)et à Labiche mise en scène par Jean- Evreux (du 11 au 17).



Redécouvrir des photographes du XIX^e siècle

Deux expositions sur les Pyrénées et Félix Thiollier

EN ATTENDANT la rétrospective Edouard Baldus, a partir du 17 janvier 1996 au Musée des monuments français à Paris, deux expositions permettent de découvrir ou de redécouvrir des photographes du XIX siècle.

A Pau, quelques amateurs passionnés ont parcouru les Pyrénées en tous sens, dans les années 1850, ont amélioré les techniques de la photographie et ont collaboré à des

revues spécialisées. Saint-Etienne consacre Félix Thiollier, auteur plus connu, déjà exposé et inscrit dans l'histoire de la photographie, à qui on doit un in-



ventaire des richesses architecturales de la France, mais aussi d'Italie et qui a laissé une étonnante vision de l'Exposition universelle de 1900.

* « Pyrénées en Images. De l'œil à l'objectif, 1820-1860 », Musée national du château de Pau. Tous les jours de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 heures à 17 h 15. Tél. : 59-82-38-00. Jusqu'au 17 janvier.

* « Félix Thiollier, photographe », Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000 Saint-Etienne. Tél.: 77-79-52-52. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Ou 10 novembre au

UNE SOIRÉE À PARIS

Omar Pene et le Super Diamono Cofondateur du Super Diamono de Dakar, dans lequel Ismael Lô fit un passage remarqué à ses débuts, Omar Pene possède une voix veloutée et rugueuse qui donne de farouches accents de blues au m'balax, le tempo emblématique du Sénégal. Une des étoiles de la musique sénégalaise. 1" partie: Olympic Gramofon et

Magic Malik. Palaiseau (91), salle des fêtes, 10, avenue de la République. 20 heures, le 4. Tel.: 48-91-40-68, 50 F. Dans le codre du Festival Bonlieues qui

Nathalie Stutzmann (contralto), Kim Kashkashian (alto), Inger Sodergreo (piaco)

Depuis la mort de sa partenalre Catherine Colland, Nathalie Stutzmann, notre jeune et glorieuse contralto, semble former un nouveau duo avec Inger Södergren. Pour ce joint recital, comme disent les Anglo-Saxons, un autre timbre de velours les rejolot, l'altiste américaine Kim Kashkashian. Une rencontre Brahms-Hindemith est

Theatre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris &. Mº Alma-Marceau. 11 heures, le 5 novembre, Tél.: 49-52-50-50. Location FNAC. 100 F.

Film américain de Richard Donner

VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-

68-68-58); UGC Danton, 6* (36-68-34-

21); Gaumont Marignan, 8 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); George-V,

8º (36-68-43-47); Gaumont Gobelins Fauvette, 13º [36-68-75-55; rés. 40-

VF: Rex. 2* (36-68-70-23); UGC Mont-

parnasse, 64 (36-65-70-14; 36-68-70-

14); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-

31: 36-68-81-09; res. 40-30-20-10);

UGC Lyon 8astille, 12° [36-68-62-33);

UGC Gobelins, 13* (36-68-22-27); Gaumont Alésia, 14* (36-68-75-55;

rés. 40-30-20-10); Les Montparnos

14 (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10);

UGC Convention, 15° (36-68-29-31);

Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22); Le

Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-

VO: Gaumont les Halles, 1° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Action

Christine, 64 (43-29-11-30; 36-65-70-

5ept Parnassiens, 14º |43-20-32-20). DRAGON BALL Z

Film japonais de Shigeyasu Yamauchl VO: UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-

68-68-58); George-V, 8º (36-68-43-

Rotonde, 6º (36-65-70-73; 36-68-41-

45) ; La Pagode, 7° (36-68-75-07 ; rés.

8 (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-

30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8- (36-68-

40-30-20-10); Gaumont Ambass

62); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14);

Film australien de Rolf De Heer

71-44 ; rés. 40-30-20-10). BAO 80Y 8UBBY (*)

LE GARÇU

CINÈMA

AS5AS5IN5 (*)

NOUVEAUX FILMS

Miossec, Vic Chesnutt, My Life

Story, Babybird Vic Chesnutt écrit de sa chaise roulante de magnifiques chansons cruelles. Jack Shillingford, leader de My Life Story, transforme des chansonnettes pop en symphonies. Le très productif Babybird brasse goulument tous les styles. Venu sur le tard à la chanson, Christophe Miossec se venge du temps perdu à coups de mots ra-

La Cigale, 120, boulevord Rochechouort, Paris 18. Mº Pigolle. 1" heures. le 4 novembre. Tél.: 42-23-15-15. Locatian FNAC. 110 F. Festival Abathrash: Hoax, Witches, PP230, Missink Links, Near

Death Experience Avec Chaptons Sous La Truie, pour la chaoson, et Acousteak, pour les musiques traditionnelles, Abathrash est le troisième label patronné par la maison de disques Boucherie Productioo et l'éclectique François Hadji-Lazaro (dit le Gros François), également chanteur des Garçons Bouchers. Abathrash rassemble sous son aile des groupes œuvrant dans le rock le

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18: Mº Anvers. 17 heures, le 4 novembre. Tél.: 44-92-45-45. Location FNAC. 120 F.

49-56); Gaumont Opéra Français, 9º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Opera, 9 (36-68-21-24); La 8astille, 11° (43-07-48-60) ; Les Nation, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12- (36-68-62-33); Escurial, 13º (36-68-48-24); Gaumont Gobelins Rodin, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alèsia, 14° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); 14-Juillet 8eaugrenelle, 15° (45-75-79-79; 36-68-69-24); Bienvenüe Montparnasse, 15° (36-65-70-38; rès. 40-30-20-10): Gaumont Convention 15° [36-68-75-55]; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (36-68-48-56]; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-

68-31-34); Pathé Wepler, 18 (36-68-UN BRUIT QUI REND FOU Film franco-belgo-suisse de Alain

Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09; res. 40-30-20-10). Film français de Christine Eymeric Images d'ailleurs, 5° (45-87-18-09);

L'Entrepôt, 14º [45-43-41-63). LES EXCLUSIVITÉS

A LA VIE, A LA MORT I (Fr.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (36-68-69-23); Espace Saint-Michel, 5* (44-07-20-49); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14): Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20). L'AME DES GUERRIERS (**) (néo-zé-

indeis, v.o.): 14-Juillet 8eaubourg, 3°

30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont

(45-75-75-75; 36-68-69-24); Garmont Convention, 15° |36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Majestic Passy, 16° (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18°

VF: UGC Ciné-cité les Halles, 1º |36-(36-68-69-23). 68-68-58); Rex, 2° |36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-LES ANGES GARDIENS (Fr.): Gaumont les Halles, 1* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Rex, 2* (36-68-70-23); 8re-68-70-14); George-V. 8º |36-68-43-47); Paramount Opéra, 9º (47-42-56tagne, 6 (36-65-70-37; 63-40-30-20-10); UGC Odéon, 6 (36-68-37-62); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gau-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12* (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13" (36-68-22-27); Mistral, 14" |36-65-70-41; rés. 40-30-20mont Marignan, 8º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, 10); UGC Convention, 15 | 36-68-29-8 (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10): Seint-Lazare-Pasquier, 8* Film français de Maurice Pialat (43-87-35-43; 36-65-71-88; res. 40-30-UGC Ciné-cité les Halles, 1° (36-68-68-58) : 14-Juillet Beaubourg, 3° (36-68-20-10): Gaumont Opéra Français, 94 |36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Ga 69-23); 14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12); 14-Juillet Odéon, 6° 143-25-59-83; 36-68-68mont Opèra Français, 9º (36-68-75-55: rés. 40-30-20-10); Les Nation, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-12); 8retagne, 6º | 136-65-70-37; rés. 40-30-20-10); Les Trois Luxembourg, 6º (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC 10); UGC Lyon 8astille, 12° (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-55; rès. 40-30-20-10); Gau-mont Alèsia, 14° (36-68-75-55; rès. 4036-10-96; 36-65-71-44; rés. 40-30-20-AU TRAVERS DES OLIVIERS (iranien. v.o.): Lucernaire, 6° (45-44-57-34). BY5-BYE (Fr.): Epée de Bois, 5° (43-37-

57-47). CA TOURNE A MANHATTAN (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1" |36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Imperial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeullle, 6 | 146-33-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Parnasse, 6º |43-26-58-00; 36-68-59-02); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08; 36-68-75-55 ; rès. 40-30-20-10) ; 14-Juil-let Bastille, 11° |43-57-90-81 ; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 13th (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10). CARRINGTON (Fr.-8rit., v.o.): Cinoches, 6º |46-33-10-82); Lucernaire,

6 (45-44-57-34). LA CERÉMONIE (Fr.): 14-Juillet 8eaubourg, 3° (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14). LE CONFESSIONNAL (Can.-Brit.-Fr.):

Epée de 8ois, 5° (43-37-57-47). CORRIDOR (lituanien, v.o.): Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77; 36-65-LE COUVENT (Fr.-por., v.o.): Epée de

Bois, 5° (43-37-57-47); Lucernaire, 6° (45-44-57-34). CYCLO (*) (Fr.-vietnamien, v.o.): Gaumont les Halles, 1° (36-68-75-55; rés.

40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Sept Parnassiens, 14° (43-20-OESPERADO (*) (A., v.o.): UGC Forum

Orient Express, 1º (36-65-70-67); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83; 36-68-68-12); George-V, 8° (36-68-43-47); Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20). DOLLAR MAMBO (Mex.): Latina, 4 42-78-47-86). DOLORES CLAISORNE (A., v.o.): UGC

Ciné-cité les Halles, 1= [36-68-68-58]; 14-Juillet Odéon, 6= (43-25-59-83; 36-68-68-12) ; George-V, 8" (36-68-43-47). L'ENFANT NOIR (Fr.-guinéen, v.o.): Es-pace Saint-Michel, 5° (44-07-20-49); Le République. 11° (48-05-51-33). EXOTICA (*) (Can., v.o.): Lucernaire, 6°

LA FLEUR DE MON SECRET (Esp., v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); 14-Juillet 8eaubourg, 3° (36-68-69-23): Les Trois Luxemboura. 6º (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Odéon, 6 (36-68-37-82); UGC Champs-Elysées, 8º (36-68-66-54); Majestic 8astille, 11° (36-68-48-56); UGC Gobelins, 13° (36-68-22-27); Sept Parnassiens, 14º (43-20-32-20); Pathé Weoler, 18° (36-68-20-22).

LA FOUE DU ROI GEORGE (Brit., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1" (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6° (36-68-37-62) ; Publicis Champs-Elysées, 8º (47-20-76-23; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, 9° (36-68-75-55 : rés. 40-30-20-10) ; 14-juillet 8astille, 11º (43-57-90-81; 36-68-69-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24); 8ienven0e Montparnasse, 15* (36-65-70-38; res. 40-30-20-10). FRESA Y CHOCOLATE (cubain, v.o.): Lucernaire, 6* (45-44-57-34).

LES HABITANTS (Hol., v.o.): Saint-Andes-Arts II, 6° (43-26-80-25). LA HAINE (Fr.): 14-Juillet Parnasse, 6* LE HUSSARD SUR LE TOIT (Fr.): UGC

Ciné-cité les Halles, 1º (36-68-68-58); Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Danton, 36-68-34-21) : Gaumont Marionan. 8" (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12" (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobe Fauvette, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10): Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Les Montparnos, 14* (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15* (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Pathé Weoler, 18 (36-68-20-22). LANCELOT, LE PREMIER CHEVALIER

(A., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-82). LAND AND FREEDOM (8rit., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1° (36-68-68-58); Europa Panthéon (ex-Reflet Pan-théon), 5° (43-54-15-04); L'Arlequin, 6° (36-68-48-24); UGC Rotonde, 6° (36-65-70-73; 36-68-41-45); Le 8alzac, 8° (45-61-10-60); Gaumont Opéra Français, 9º |36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Escurial, 13° (36-68-48-24); Pathé We-pler, 18° (36-68-20-22).

LISBONNE STORY (All.-Por., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-82); Lucernaire, 6" (45-44-57-34).

MI-FUGUE, MI-RAISIN (Esp., v.o.): Latina, 4" (42-78-47-86). MORTAL KOMBAT (A., v.o.): UGC Ci-nė-citė les Halles, 1° (36-68-68-58); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normandle, 8 | 36-68-49-56); Gaumont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); v.f.: Rex, 2° (36-58-70-23); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); George-V, 8 (36-68-43-47); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12• (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13• (36-68-22-27); Miramar, 14 (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14 (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15 (3620-22); Pathé Wepler, 18* (36-68-20-22); Le Gambetta, 20* [46-36-10-96; 36-65-71-44 : rés. 40-30-20-10).

36-65-71-44; res. 40-30-20-10).
NELLY ET M. ARNAUO (Fr.): UGC Cinécitè les Halles, 1* (36-68-68-58); 14Juillet Hautefeuille, 6* (46-33-79-38; 36-68-68-12); UGC Danton, 6* (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Biarritz-Majestic, 8 (36-68-48-58; rés. 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8º (43-87-35-43; 36-65-71-88; rés. 40-30-20-10); UGC Opéra, 9° |36-68-21-24); Majestk 8astille, 11° (36-68-48-56); Les Nation, 12° (43-43-04-67; 36-65-71-33; rés. 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13 (36-68-22-27); mont Alésia, 14º (36-68-75-55 ; ré: 40-30-20-10); Miramar, 14 (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet 8eau-grenelle, 15* (45-75-79-79; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16° (36-68-48-56; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17° (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18° (36-68-20-22). LE PLUS BEL ÅGE (Fr.) : Epèc de Bois, 5°

(43-37-57-47): L'Entrepôt, 14° (45-43-PORCO ROSSO (Jap., v.f.): Cinoches, 6º

(46-33-10-82) PRISCILLA, FOLLE OU DÉSERT (Austr., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-82). LE REGARD D'ULYSSE (Gr., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1" (36-68-68-58); Lucemaire, 6" (45-44-57-34); Saint-An-

tré-des-Arts I, 6° (43-26-48-18). LE ROI LION (A., v.f.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10). SAUVEZ WILLY 2 (A., v.f.): UGC Cinécité les Halles, 1º (36-68-68-58); Publicis Saint-Germain, 6 (36-68-75-55); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); George-V, 8 (36-68-43-47); Paramount Opera, 9º (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, 13º (36-68-75-55) rés. 40-30-20-10); Les Montparnos, 14 (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10); Mis-tral, 14 (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15t (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18th (36-68-20-22); Le Gambetta. 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; res. 40-

30-20-10) SUR LA ROUTE DE MADISON (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1" (36-65-70-67); 14-Juillet Hautefeuille, 6° (46-73-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Par-nasse, 6* (43-26-58-00; 36-68-59-02); UGC Triomphe, 8* (36-68-45-47); v.f.: Gaumont Alésia, 14* (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10): Gaumont Convention. 15° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10). SWIMMING WITH SHARKS (A., v.o.): 14-Juillet 8eaubourg, 3" (36-68-69-23);

Racine Odéon, 6ª (43-26-19-68); UGC Rotonde, 6 (36-65-70-73; 36-68-41-45) : Le Balzac, 8 (45-61-10-60). THE GARDEN (Brit., v.o.) : Accatone, 5

(AE-33-RE-R6) TRAQUE SUR INTERNET (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1" (36-68-68-58); UGC Danton, 6" (36-68-34-21); Gaumont Marignan, 8° (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8° (36-68-49-56); 5ept Parnassiens, 14° (43-20-32-20); v.f.: UGC Montparnasse, 64 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Paramount Opera, 9º (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Rodin, 134 (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Mistral, 14 (36-65-70-41: rés. 40-30-20-10): Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55; res. 40-30-20-10); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; res. 40-30-20-10). TROIS JOURS (lituanien, v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77;

36-65-70-43). 3 STEPS TO HEAVEN (**) (Brit., v.o.): Gaumont les Halles, 1" (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10) ; Reflet Médicis II, 5 (36-68-48-24): Gaumont Ambassade (43-59-19-08; 36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); La 8astille, 11° (43-07-48-60); Les Montparnos, 14° (36-65-70-42 ; rés. 40-30-20-10).

UNOERGROUND (européen, v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-68-68-58); UGC Ciné-cité les Halles, 1º (36-68-68-58); 14-Juillet 8eaubourg, 3* (36-68-69-23); Le Saint-Germaln-des-Prés. 5alle G.-de-Beauregard, 6º (42-22-87-23); 5aint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18); La Pagode, 7º (36-68-75-07; rés. 40-30-20-10); Gaumont Champs-Elysées, 8º (43-59-04-67; rés. 40-30-20-10); Le 8alzac, 8º (45-61-10-60); Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet 8astille, 11° (43-57-90-81; 36-68-69-27); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Grand Ecran Italie, 134 (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14' (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnas-siens, 14' (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79; 36-68-69-24); Gaumont Kinopanorama, 15° (43-06-50-50; 36-68-75-15; res. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17* (36-68-31-34); Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22); v.f.: Gaumont Opéra Impérial, 2º (36-68-75-55; rès. 40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13t (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10).

USUAL SUSPECTS (A., v.o.): UGC Fo-

PHILATELISTES DOSSIER L'automobile et le code de la route

rum Orient Express, 1= (36-65-70-67); 14-Juillet Hautefeuille, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02); Publicis 6 (43-26-58-00; 36-68-59-02); IIGC 6* (43-26-58-00; 36-68-59-02); Publicis Saint-Germain, 6* (36-68-75-55); UGC Triomphe, 8* (36-68-45-47); Grand Pa-vois, 15* (45-54-46-85; rès. 40-30-20-10); v.f.: UGC Opèra, 9* (36-68-21-24). WATERWORLD (A., v.o.): UGC Cinè-ci-té les Helles, 1* (36-68-68-58); UGC Odéon, 6* (36-68-37-62); Gaumont Marignan, 8* (36-68-75-55; rès. 40-30-20-10); UGC Normandie, 8* (36-68-49-56); UGC Opéra, 9* (36-68-21-24); Gaumont Grand Ecran Italie, 13* (36-56); UGC Opera, 5-13-06-12-27; Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (36-68-75-13; rés. 40-30-20-10); 14-huillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79; 36-68-69-24); v.f.: UGC Montparnasse, 6-(36-65-70-14; 36-68-70-14); Para-mount Opera, 9- (47-42-56-31; 36-68-81-09; rés. 40-30-20-10); UGC Lyon 8astille, 12 | 136-68-62-33); UGC Gobe-Ilns, 13 (36-68-22-27); Miramar, 14 (36-65-70-39; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14° (36-65-70-41; rés. 40-30-20-10); UGC Convention, 15° (36-68-29-31); Pathé Wepler, 18: (36-68-20-22); Pathé Wepler, 18: (36-68-20-22); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96; 36-65-71-44 : res. 40-30-20-10).

LES REPRISES LA BELLE AU 8015 DORMANT (A., v.f.): UGC Triomphe, 8* (36-68-45-47); Grand Pavois, 15* (45-54-46-85; res.

40-30-20-10); Saint-Lambert, 15* (45-LES 101 DALMATIENS (A., v.f.): Club Gaumont (Publicis Matignon), 8º (42-56-52-78; 36-68-75-55); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rès. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68). CHAUSSURE A SON PIED (Brit., v.o.): Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5°

DROLF OF DRAME (Fr.): Grand Action. 5 (43-29-44-40; 36-65-70-63). LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6° (43-29-11-30; 36-65-70-62).

LA NUIT AMÉRICAINE (Fr.) ; Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5" (43-54-51-PAPA EST EN VOYAGE O'AFFAIRES (Youg., v.o.): 5tudio Galande, 5° (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, 15° (43-

06-50-50: 36-68-75-15: rés. 40-30-20-TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-8el.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68).

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.): Grand Pavois, 15* (45-54-46-85; rés. 40-30-20-10); Saint-Lambert, 15º

ULTIME RAZZIA (A., v.o.): Action Ecoles, 5* (43-25-72-07; 36-65-70-64). LES SÉANCES SPÉCIALES

CÉZANNE (Fr.-All.); Studio des Ursu-lines, 5º (43-26-19-09; rés. 40-30-20-10) dimanche 12 h 30. CONTES IMMORAUX (**) (Fr.): Accatone, 5° (46-33-86-86) dimanche 12 h.

DROLE DE DRAME (Fr., v.o.); Mac-Ma-hon, 17 (43-29-79-89; 36-65-70-48) saedi 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, dimanche 5° (43-26-94-08; 36-65-72-05; rés. 40-30-20-10) samedi 20 h 10.

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.): Accatone, 5º (46-33-86-86) dimanche LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON

KANT (All., v.o.): Accatone, 5' (46-33-86-86) samedi 22 h 20. METROPOLIS (All.): Studio Galande, 5" (43-26-94-08; 36-65-72-05; res. 40-30-20-10) dimanche 22 h. LA PARTY (A., v.o.): Reflet Médicis II, 5° (36-68-48-24) dimanche 12 h.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.): Grand Pavois, 15° (45-54-46-85; res. 40-30-20-10) dimanche 11 h 50. RÈGLEMENT DE COMPTES (A., v.o.):

Studio 28, 18 (46-06-36-07) dimanche 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.
THX 1138 (A., v.o.): 14-Juillet 8eau-bourg, 3 (36-68-69-23) samedi 0 h 25.
ZAZIE DANS LE MÈTRO (Fr.): 5tudio Galande, 5 (43-26-94-08; 36-65-72-05; res. 40-30-20-10) dimanche 14 h,

ADOLFO ARRIETTA, CINÉASTE POÉTE (v.o.), Studio des Ursulines, 5° (43-26-19-09). Flammes, sam. 11 h 45,

BUNUEL ARCHITECTE DU RÉVE, Reflet Médicis II, 5º (36-68-48-24). Le Charme discret de la bourgeoisie, mar. 12 h; la Voie lactée, sam. 12 h. BUSTER KEATON, CHORÉGRAPHE DU RIRE, Le Quartier Latin, 5º (43-26-84-65). la Croisière du Navigator, sam.

14 h 10, 16 h 05, 20 h 05; Steamboar Bill Junior, dim. 14 h 10, 16 h 05, 20 h 05; les Fiancées en folie, lun. 14 h 10, 16 h 05, 20 h 05 ; Campus, mar. 14h 10, 16h 05, 20h 05. CARY GRANT, UN SÉDUCTEUR EN NEUF COMÉDIES (v.o.), Le Quartier La-tin, 5 (43-26-84-65). Opération jupons, sam. 21 h 55; Allez coucher ailleurs, dim. 18 h 05, 21 h 55 ; Un million

mar, 18 h 05, 21 h 55. CINE-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE, L'Arlequin, 6º (36-68-48-24). Au petit Marguery, dim. 11 h. CINE-LIBRE (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). 8ronco Billy, sam. 12 h, lun.

dés en main, lun. 21 h 55 : Indiscret

ONE-U (v.o.), Grand Action, 5 (43-29-44-40). Moby Dick, sam. 12 h; le Criminel, lun. 12 h. mar. 12 h. CLOUZOT FILME KARAJAN, Auditorlum du Louvre, 1º (40-20-52-99). 4º 5ymphonie en ré mineur op. 120, de Schumann, lun. 20 h 30.

EGYPTE: CENT ANS DE CINÉMA (v.o.), Institut du monde arabe, 5' (40-51-39-91). le Chant de l'espoir, sam. 14 h 30; le Flancé, sam. 17 h; la Rose blanche. dim. 14 h 30 ; la Volonté, dim. 17 h. FESTIVAL MORETTI (v.o.), Reflet Médicis II, 5° (36-68-48-24). Journal Intime, dim. 12 h 05; Bianca, lun. 12 h 05. LA GRANDE ÉPOQUE DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE (v.o.), Action Ecoles, 5º |43-25-72-07). l'Impossible Mr. 8ébé,

22 h; Certains l'aiment chaud, dim.
14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30; The Women, mar. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
GREGORY J. MARKOPOULOS, RETROSPECTIVE 1940-1971, American Center.
12 | 144-73-77-77). Galaxie, sam. 17 h; Through a Lens Brightly: Mark Turby fill, sam. 19 h ; dim. 17 h. LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIC, Le

République, 11° (48-05-51-33). Per-sonne ne m'aime, lun. 20 h 30. INGMAR BERGMAN (v.o.), Le Quartier Letin, 5° (43-26-84-65). Le Septième Sceau, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h ; Cris et Chuchotements, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h; Jeux d'été, kun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h; Réves de femmes, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h. MARCEL L'HERBIER, Musée d'Orsay,

Auditorium, 7º (40-49-48-49). Autour de l'argent, dim. 15 h. MARIA KOLEVA FILMS, CInoche Vidéo,

5. (47-00-61-31), isabelle et les 27 voleurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h ; Annie Vacelet, psychogéographe, sam. 12 h, dim. 12 h; John, le demier ouvrier sur terre. dim. 15 h; Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, lun. 20 h; Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère. sam. 20 h; l'Etat de bonheur per-

manent, dim. 19 h. LA MELANCOLIE SCANDINAVE (v.o.). Institut finlandais, 5 (40-51-89-09). les Fraises sauvages, mar, 19 h. LES MIDIS DU LOUVRE, Auditorium du Louvre, 1º (40-20-52-99). le Trône Lu-

dovisi, lun. 12 h 30. MUSIQUE ET CINÉMA MUET, Cirque d'hiver-Bouglione, 11° (47-00-28-81). El Dorado, sam. 20 h 30.

QUATRE FILMS DE PIERRE ZUCCA, Le République, 11º (48-05-51-33), Vincent mit l'âne dans un pré..., lun. 18 h; Alouette je te plumerai, lun. 16 h; Rouge Gorge, mar. 18 h ; Roberte, mar.

QUATRE TRÈS GRANDS OPHULS, Reflet Médicis I, 5° (36-68-48-24). Lola Montès, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Madame de..., dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Plaisir, mar. 14 h, 16 h. 18 h. 20 h. 22 h : la Ronde, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES RECOINS DE LA CINÉMATHÈQUE SUISSE, Centre culturel suisse, 3º (42-Chergui, sam. 18 h 30; Dans les rues, sam. 20 h 30; la Ligne d'ombre, tun. 18 h 30; les Clowns, dim, 20 h 30; Une simple histoire, lun, 18 h 30; El el bai-con vacio, mar, 18 h 30; le Retour, mar,

SACIA GUITRY, CINEASTE, Le Champo-Espace Jacques-Tatl, 5º (43-54-51-60). Napoléon, sam. 13 h 50, 17 h 10, 20 h 30 : les Perles de la couronne. dim. 14 h 10, 16 h 30, 19 h 10, 22 h; je l'ai été trois fois, lun. 14 h, 16 h, 18 h. 🍍 20 h : Assassins et Voleurs, mar, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 10, 22 h 15.

LES VISITEURS DU NOIR (v.o.), Grand Action, 5º (43-29-44-40). Ascenseur pour l'échafaud, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Pendez-mol haut et court, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; les Amants de la núit; lun: 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Témoin à charge, mar. 14 h, 16 h 30 a 16 b 31 b 20 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

. .

1.125.00

22.2

774.50

2::-

....

14.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

La Cinémathèque de la danse : Roland Petit (1898), de Catherine Dupuis, 14 h 30; Daddy Long Legs (1955), de Jean Negulesco, 16 h 30; Anything Goes (1955, v.o. s.t.f.), de Robert Lewis, 19 h : les Collants noirs (1960, v.o. s. t. f.), de Terence Young, 21 h. SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)

DIMANCHE L'Invention de la figure humaine : la Marquise d'O (1976), d'Eric Rohmer, 17 h; Sauve qui peut la vie (1979), de Jean-Luc Godard, 19 h 30; Hélas pour mol (1993), de Jean-Luc Godard,

CENTRE GEORGES-POMPIDOU **SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

DIMANCHE Hommage à l'Institut Lumière :Héros à vendre (1933, v.o. s.t.f.), de William Wellman, 14 h 30; Pitfall (1948, v.o. s.t.f.), de Toth, 17 h 30; Malombra (1947, v.o. s.t.f.), de Mario Soldati, 20 h 30.

Hommage à l'institut Lumière: Une question de vie ou de mort (1946, v.o. s.t.f.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, grande galerie, porte 5aint-Eus-tache, Forum des Halles (40-26-34-30)

OIMANCHE Musiques et images contemporaines: les années 50 : les Nuits de la pleine lune (1984), d'Eric Rohmer, 14 h 30 ; le Fils ainé (1985, v.o. s.t.f.), de Yi Tuyong, 16 h 30; JF partagerait appartement (1992, v.o. s.t.f.), de Barbet Schroeder, 19 h ; Cinq Soirées (1978, v.o. s.t.f.), de Nikita Mikhalkov, 21 h.

MARO Les Statues meurent aussi (1953), de Alain Resnais, 19 h; Jour ordinalre à Ménilmontant (1992), de Philippe Costantini ; SI près, si loin, place de la Réunion (1976), de Geneviève Bastid,

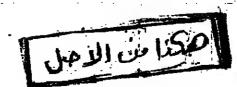
GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

(47-03-12-50)

Les Années 80, 82 de Chantal Akerman, 15 h; Golden Eighties (1985), de Chantal Akerman, 17 h. (*) Films interdits aux moins de 12 ans. (*) Films interdits aux moins de (**) Films interdits aux moins de

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

ou tél. : 36-68-03-78 (2.23 F/mn)



SAMEDI 4 NOVEMBRE

4 300

مسار المتواكبين وأرادان

· [*] ****.

TF 1

20.45 Divertissement : Les Années tubes. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault Avec Lio, Frederic Francois, Gloria Gaynor, Henri Salvador, Nana Mouskouri, les Forbans...

22.50 Téléfilm (

La Croqueuse de diams. De Brook Yeaton, avec Traci Lords, Zach Galligan. Un couple de voleurs chevronnés dérobent des diamants d'une valeur de soixante millions de dollars à Vito Malta, le parrain le plus puissant de la ville.

0.30 Magazine: Formule foot. 16e journée du championnat de 01 : match vedette : Monaco-Lens ; les autres matches : Bastia-Metz, Bordeaux-Auxerre, Guingamp-Lyon, Nantes-Montgeffer

1.05 Journal, Météo. 1.15 Programmes de nuit.

FRANCE 2

20.40 Magazine ; La Bétisier du samedi. Présenté par Arthur et Pierre Tcher-nia. Avec Muriel Robin, Frédéric Mit-

23.00 Magazine : Les Enfants de la télé. Les menageres de moins de 50 ans. Avec les Vamps, Maureen Dor, Wer-

0.20 Les Films Lumière. 0.25 Journal, Météo.

0.35 Programmes de nuit. Le Top; 1.40, Soko; 2.30, Pierre Bonnard; 3.20, Nuit blanche; 4.05, Bouillon de culture (rediff.); 5.20, Septième Continent: l'essai du pôle ; 5.50, Dessin anime.

FRANCE 3

20.50 Série: Les Nouveaux Exploits d'Arsène Lupin. Le Masque de jade, de Philippe Condroyer, avec François Dunoyer.

22.20 Les Dossiers de l'Histoire. Les Sillons de feu, de Gérard Raynal. Les stigmates laisses par la Grande guerre dans les pays de la Somme et de l'Aisne.

23.25 Météo, Journal. 23.50 Musique: Confidences pour piano.

Frédéric Chopin, Programme : Etude nº 11. Berceuse, Etude posthume of 1; Noctume posthum nº 20, Concerto en fa mineur. Mazurka nº 3, Prélude nº 6, Fanta sie impromptue. 0.45 Musique Graffiti.

Sonate 0. 959 de Schubert 1º mouvement, par Paul Badura-Skoda, piano (20 min).

M 6

20.45 Téléfilm :

La Guerre de Jenny. [1/2] et [2/2] De Sieven Gethers avec Dyan Cannon, Hugh Grant, En 1941, une enseignante américaine dans une collège de Londres part à la recherche de son fils dont l'avion a été abattu au-dessus de l'Allemagne, Avant son depart, elle se voit confier une mission confidentielle par un membre des ser-vices secrets britanniques.

0.35 Série: Les Professionnels. Le Rat de la jungle.

1.30 Boulevard des dips (et 6.35). 3.30 Rediffusions.

CANAL +

20.30 Documentaire: National Geographic. Le Demier Festin du crocodile, de David et Carol Hughes. Un combat sans mero autour d'un point d'eau qui s'asseche. Un superbe document qui mèrite le

prime time, pour enfants et

21.20 Tëléfilm : Un si gros mensonge. De Cellan Jones, avec Rik Mayall. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Jour de foot.

23,05 Documentaire Petits Pelé au Brésil. De los De Putter 0.00 Le Journal du hard.

0.05 Cinéma: Les Belles Dames du temps ladis. Hedmann (1977) 1.20 Téléfilm : L'Inspecteur Beck.

De Peter Keglevic.

ARTE

20,40 Série : Monaco Franze,

l'éternel joli cœur. [7/10] un monsieur sérieux, de Hel-Amoureux d'une jeune fille de dixneuf ans, notre don juan cinquantenaire s'engage dans un combat de boxe pour lui prouver sa jeunesse.

21.35 Documentaire: A propos des garçons, des filles et du voile.

De Yousry Nasrallah (v.o.). En Egypte, au Caire, des parents et leurs enfants parlent des relations entre hommes et femmes, de ce qui est décent, de ce qui ne l'est pas...

22.50 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Valli. David Bowie : autoportrait 1995 ; Top Live : Noa ; Tricky: Serie : Les Zombies de la stra-tosphère, de Fred C. Brannon, [5/12] The Iron Executer (v.o.1; City Blues: Chicago douce-amère; Internet

0.25 Téléfilm : Sans issue. De Sigi Rothemund (rediff.).

Cartoon Factory (8/18). Noah Knew His Ark (1930); Bulloney (1933); One More Time (1932); No! No! A Thousand

Times No ! (1935) (rediff., 25 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Série : Julie Lescaut. Harcèlements. De Caroline Huppert (1992). 21.30 Telecinema, 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures, 22.40 Faites la fête. Rediff, de France 2 du 28/10, Invités: Les Vamps, Chevallier et Laspalès, Elie et Dieu-donné, Pierre Palmade, Dany Boon, Jean-Marie Bigard. 0.30 Journal de France 3. Editron Soir 3, 1.00 Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19.40 L'Homme technologique. [2/8] Origines de l'invention. De Chris Durlacher, 20.35 Chemins de fer. [2/12] L'Australie en ligne droite. De Dennis Marks. 21.35 Dorni-ole fixe. De Valène Denede et Anne Peyregne. 22.10 Nomades du Pacifique. [1/5] Paradis Jomain. De Peter Crawford. 23.05 Waddi à la folie. De Jean-Pierre Garnier. 23.45 Le Pouvoir des mers. (3/6) Alizés et guerres commerciales. De Gabrielle Davidson et David Clark. 0 45 Vie et mort de l'étrange docteur Turing.

De Christopher Sykes (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Flop (et 0.25). 19.30 Stars en stock. 20.00 Eco, écu et quoi ? 20.30 Billard. Mondial de billard, à Bordeaux. 22.35 Paris demière. 23.30 Eric Le Roch. 0.50 Zoulous, pingouins et autres Indiens. De Charles Picq (50 min).

CAMAL J 18.00 Les Prits Funts. [1/26] Alex le rappeur. 18.15 Regarde le monde. Invité : Allain Bougrain-Dubourg. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. Un coffre à la mer. 19.30 Momo et Ursule. 20.00 Jack et le Haricot magique, CANAL JIMBNY 21.00 Série ; Les Aventures

du jeune Indiana Jones. Prague, août 1917. 21.50 Série : Bvis, Good Rockin' Tonight. Let it Burn. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 Série: Liquid Television, 22.50 T'as pas une idée ? invitée : Claudia Cardinale, 23,45 Road Test. 0.10 Série : Seinfeld. Vengeance. 0.35 Serie: Route 66. Quitte ou double (55 min). SÉRIE CLUB 19.00 Le Club, 19.10 Série : Models Inc. Rien n'est jamais gagné. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00), L'Insigne du déshonneur, 20.45 Série : Madame le juge, Auto-psie d'un témoignage, 22.20 Série : Combat. Gadjo, 23.10 Série : Le Masque, 650 calories pour mount. 0.50 Série : Les incomunitoles, le retour, La Solution radicale (50 min). MCM 19.30 l'Invité de marque, Massilia

Vee. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 21.30 VJ Enrico. 23.30 The Zig & Zag Show. 0.00.Yo ! MTV Raps (120 min).

EUROSPORT 19.00 Trial Résumé. Coupe du monde indoor, Masters de Paris, au POP8. 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A. 9º journée : PSG-Racing-Cholet, à la safle Coubertin, à Pans. 22.00 Supercross. En direct. Motocross : championnat du monde de supércross indoor, 1º manche, à Barcelone (Espagne), 0,00 Prime Time Magazine. Rèsumé. Le Magazine de la boxe, Shan-non Briggs, 1.00 International Motorsports

CINÉ CINÉFIL 20,45 Le Club, Invité : Jean-Loup Dabadie, 22.05 Documentaire, 23,00 La Mauvaise Graine. A Film américain de Mervyn LeRoy (1956, N., v.a., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 20.10 Holywood 26. 20.40 Teléfilm : La Légende du curé de Bargota. De Pedro Olea. 22.05 Dans les coulisses de... 23.00 L'Amour nécessaire. 🗌 Film italien de Fabio Carpi (1991). Avec Ben Kingsley, Marie-Christine Barrault, Ann Gisel Glass. 0.35 Teléfilm : La Bombe sexuelle, Classé X (70 min).

DIMANCHE 5 NOVEMBRE

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la danse. Le magazine de la danse. Portrait et interview de Régine Chopinol. 20.30 Photo-portrait. Martine Bedin, designer, 20.45 Fiction (rediff.). La Maîtresse du thé, de Yasunari Kawabata. 22,35 Musique: Opus. L'atelier lynque du Rhin a vingt ans. 0.05 Clair de nuit. Etienne Bauer, le général Buis et Georges Léon. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 19.45 Opéra Donné le 28 octobre au Théâtre national de Prague, par le Chœur et l'Orchestre du Théare national de Prague, du Oliver Doh-nanyi: Libuse, opera solennel en trois actes, de Smetana, livret de Josef Werzig et Ervin Spindler, sol. Eva Urbanova (Libuse), Vratislav Kriz (Premysl), Ludek Vele (Chrudos), Vladimir Okenko (Stahlav), Jrina Markova (Krasava). 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hul. La jeune musique nordique. Festival de Stuttgart. Concert donne le 16 août à la Liedemaile de Stuttgart, par le Chœur de Chambre de Cracovie, le

Gächinger Kantorei et l'Orchestre philhai monique d'Israél, dir, Helmuth Rilling : Requiem de réconciliation en mémoire des victimes de la Seconde Guerre mondiale (1* partie): Prologue, de Berio ; Introît et lyrie, de Cerha ; Oles irae, de Dritrich ; Judex ergo, de Kopelent; Juste judex, de Harbison; Confutatis, de Nordheim, 1.00 Les Nuits de France-Musique Programme

RADIO-CLASSIQUE 20.40 L'Espagne modeme. Soleriana, de Rodrigo, par le Royal Philharmonic Orchestra, dr. E. Baliz; Canciones catalanas, de Llobet : El Corregidor y la molinera, de De Falla, par l'Orchestre de Chambre du Théâtre Liure de Barcelone, dir. J. Pons; Chansons espagnoles, de Lorca; La Priere du torero, de Turina, par l'Orchestre Ciudad de Granada, dic. J. de Udaeta ; Iberia 4º cahier, d'Albentz. 22.40 Da capo. Le chef d'orchestre Kare Anced. Symphonie nº 92, de Haydn, par le Concertgebouw d'Amsterdam; Œuvres de Dvorak: Concerto op. 53, par l'Orchestri philharmonique tcheque, sol. Josef Suk, violon; Canses slaves op. 72, par l'Orchestre philharmonique tcheque. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

➤ Signalė dans « le Monde radio-télévision »; 🗆 Film à éviter; 🗷 On peut voir; 🗷 🗷 Ne pas manquer; MAM Chef-d'œuvre ou classique. • Sous-titrage spécial pour les sourds et les

TF 1 ...

12.50 Magazine : Avrai dire. 13.00 Journal, Météo, Traficinfos. 13,20 Série : Walker Texas Ranger.

14,15 Serie: Arabesque. 15.10 Série : La Rebelle.

16.55 Disney Parade. Chp. Pocahontas, la légende indenne : On s'envole avec Dioney. 18.00 Des millions de copales. Avec la serie : Seaquest, posce des

19.00 Magazine : 7 sur 7.
Frésenté par Anne Smclair, tranés François Bayrou, ministre de l'éducation nationale; Alain Danand, presidem de l'Association Sol En Si; Laurent Voulzy.

20.00 Journal, Tierce, La Minute hippique, Météo.

20.45 Cinéma : Presidio, base militaire, San Francisco. Film américain de Peter Hyams 11988), Avec Sean Connery. 22.30 Cine dimanche.

22.40 Cinèma : Avec les compliments de Charlie. Film américain de Stuart Rosenberg (1978). Avec Charles Bronson. In ireland, Rod Steiger.

0.25 Journal, Météo. 0.35 Programmes de nuit. Concert . Symphonie V, de Mozart, par l'Orchestra filarmonica italiana, dir. Alessandro Angorii; 1.45, TF 1 nuit (et 3.30, 4.05, 4.40); 1.55, L'Odyssee sous-marine du comman dani Cousteau; 3.40, Histoires naturelles (et 5.05); 4.15, Série : Côté cœur ; 4.50, Musique.

FRANCE 2

Sound System, 20.00 Clips non-stop, 20,30

MCM Euromusiques Nordica, 21,30 Buzz Tee

12.55 Météa let 13.151. 13.00 Loto, Journal, 13.25 Dimanche Martin.

Le monde est à vous, avec Herve Vilard.

Le Rétour des éléphants de mer. 16.05 Dimarche Martin (suite). L'Ecole des fans, avec Sacha Distel; Ainsi font, font, font. 17,50 Stade 2 (et 5 00).

18.45 Magazine : Déjà dimanche. Invité : Mick Jagger. 19.25 Magazine : Déjà le retour. Invités : Oliviero loscani, concepteur de la campagne Benetton ; Maurice Pialat, Geraldine Pailhas, a propos

du film Le Garçu. 19.59 Journal, l'Open de tennis de Bercy, Mètéo.

20 50 Closena : Association de malfaiteurs. Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Cluxet.

22.45 Variétés: Taratata. Spécial Sol en Si (Association Solida-rité Enfants Sida). Avec Francis Cabrel, Alain Southon, Michel Jonasz, Maxime Le Forestier, Kha-

0.05 Les Films Lumière. 0.10 Journal, Météo.

0.20 Concert : Musiques au cœur. L'Egypte au féminin. Avec Djamila Henni-Chebra, fondatrice et chorégraphe de la compagnie Ara-besques ; Les tambours de Nubie ; le groupe Sharkiyyat; Aicha Redouane; Hommage à Oum Kal-SOUM).

1.35 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.); 2.05, Le 10 Open de tennis de Bercy; 3.20, Soko; S.50, Dessin animé.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal.

13.05 Documentaire: Les Quatre Dromadaires. Chroniques de l'Afrique sauvage. [9/12] La Naissance de Tinga.

14.05 Magazine: Sports dimanche. Tenns: finale du 10 Open de Paris en direct du Palas omnisports de Paris-Bercy; Tiercé, en direct d'Atneur.

17.55 > Magazine : Lignes de mire. Présente par Jacques Chancel. 18.55 Le 19-20 de l'information.

19.08, Journal régional. 20.08 Divertissement : Débat.

De et avec Marc Johnet 20.15 Divertissement : Bermy Hill

20.50 Serie: Inspecteur Derrick. Le Roi de cœur, de Theodor Gradler, avec Horst Tapper. Amaque au mariage et crime.

21.55 Série : Un cas pour deux. Amour paternel, de Michael Mac-kenroth, avec Rainer Hunold. 22.55 Dimanche solr.

Débat animé par Christine Oddrent et Gilles Lederc; Invité: Michel Rocard; suivi de: A la une sur la trois, anime par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe 23.40 Météo et Journal.

0.05 Cinema: Samson. Film français de Maurice Tourneur (1936, N.). Avec Harry Baur. 1.35 Musique Graffiti. Cinq mélodies grecques, de Ravel, par Christine Barbaux, soprano, Christian Neldi, piano (15 min).

M 6

12.20 Série: Maries, deux enfants. 12.50 Série :

Pour l'amour du risque. 13.50 Serie: Brisco County. 14.40 Série : Poigne de fer et séduction.

15.15 Starnews (et 5.15). 15.45 Dance Machine Club. 16.15 Fréquenstar.

17.10 Téléfilm : Une petite sœur trop séduisante. De Steven Hillard Stern, avec Phoebe Cates, Ted Wass. Une jeune femme débarque à Los Angeles chez sa sœur. Elle y fait la connaissance du petit ami de

relle-ci, un jeune médeon. 18.55 Série: Mission impossible, vingt ans après.

19.54 Six minutes d'informations, 20.00 Série: Les garçons sont de retour.

20.35 Sport 6 (et 0.50).

20.40 Magazine : Zone interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Reportages: Bébés mannequins: des stars au berceau; Chine, les dandestins de Qieu; Fecondité: alerte aux spermatozoides;

Musique, quand le rap dérape. 22.45 Culture pub (et 4.45). La rentrée des télévisions améri-

23.15 Téléfilm : Eternelle Emmanuelle. De Francis Leron, avec Marcela Walerstein, Joel Bui.

1.00 Boulevard des dips (et 5.45). 3.00 Magazine: E = M6. 3,25 Rediffusions. Sexy mode; 4.15, Black Ballad.

CANAL +

- EN CLAIR JUSOU'A 14.05 -12.25 Flash d'informations

let 19.35, 22.30). 12.30 Magazine : Télès dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.30 La Semaine des Guignols. 14,05 Téléfilm : Army et Johnny. De John Kent Harrison, avec Treat

Williams, Mia Kirschner, 15.30 Sport : Boxe. Les meilleurs moments de la reunion de Las Vegas : Riddick Bowe (Etats-Unis)-Evander Holyfield (Etats-Unis). -EN CLAR JUSQU'À 18.00 ---

16.10 Décode pas Burny. 17.10 Les Superstars du catch. 17.58 Cinematoc.

18.00 Cinéma : Wayne's World 2. Film americain de Stephen Sunik (1993), Avec Mike Myers, Dana Carvey, Christopher Walken. -EN CLAIR RISQU'A 20.30

19.45 Ça cartoon.
Présente par Philippe Dana. Tom
perd la tête (1951); Poète et paysan
(1945); Bird in a Bonnet (1958); Beep Prepared (1961).

20.15 Sport : Football. Cannes-Strasbourg. Match décalé de la 16 pournée du Championner de France de D1, en direct ; à 20.30, coup d'envoi.

22.35 Magazine : L'Equipe du dirnanche. Présente par Thierry Glardi. Foot-ball ; Basket american ; Boxe

1,05 Cinéma: La Partie d'échecs. Film belgo-franco-suisse d'Yves Hanchar (1991). Avec Pierre Richard, Denis Lavant, Catherine Deneuve. 2.50 Surprises (10 min).

LA CINQUIÈME

12.00 Pareil, pas pareil. Pans.

12.30 Magazine : Fête des bébés ! L'Eveil musical.

13.00 Rintintin. Monsieur Personne

13.30 Les Grands M du cinéma. Bunuel

14.30 Documentaire: Le Grand Belzoni. 15.30 Détours de France.

16.00 Feuilleton : Ardéchois cœur fidéle (1/6). 17.00 ➤ Le Sens de l'Histoire. De Gaulle et la gauche, d'Henri de

Turenne et Patnor Cabouat 18,30 Va savoir, Avec Gérard Klein. La Forêt et ses

SECTER. 18,57 Le Journal du temps.

ARTE

19.00 Cartoon Factory (9/18). Art For Arts Sake (1934); Africa Squeaks (1931); Brownie Bucks The Junale (1933); Slick Sleuth (1939).

19.30 Magazine: Métropolis (et 0.45). Presenté par Pierre-André Boutang et Peter Wien. Art et culture au Bré-sil; David Hockney; L'Afrique a Londres; Le Berlin russe; Livre: Dacia Maraini.

20,30 8 1/2 Journal.

20,40 Soirée thématique : Chicago. Proposée par Dune et Leapfrog Pro-

ช่นะบอก. 28.41 Documentaire : Division Street USA. En suivant Robert Guinan, de Frédéric Compain, sur une idée de Daniel

21.35 Cinéma : La Gagne. Film américain de Ben Bolt (1987. v.o.). Avec Matt Dillon, Tommy Lee

Jones, Diane Lane. 23.15 Documentaire: Le XXII siècle sera américain. O'Alfredo Valladao. Alfredo Valladao nous presente Chicago, la troisième ville des Etats-Unis, devenue un centre mondial de

0.10 Documentaire: Quelle femme ! De Loretta Smith. 1.45 Documentaire:

la finance et de la communication, comme la ville du siècle procham

sortent de l'ombre.

De Kamel Dehane (SS min).

CÂBLE

TV 5 19.00 30 milhons d'amis Reciff, de TF 1 du 28/10, 19.25 Météo des conq continents (et 21.55). 19 30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps present. 22.00 lournal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Détective Marin français de Jean-Luc Godard (1985). 0.10 Kaleidoscope. 0.30 Journal de France 3.Edition Soir 3. 1.00

Visions d'Amérique (15 min). PLANÈTE 19:35 Le Pouvoir des mers (3/5) Alizes et guerres commerciales. De Gabrielle Davidson et David Clark. 20.35 Vie et monde l'etrange docteur Turing De Christopher Sykes, 21.25 Du nouveau à l'est de l'Elbe De Frank Loprich et Karin Schlösser. 22.00 L'homme qui marche debout De François Hanss 22.55 Lonely Planet [12/15] Jamaisue De Jez Higham. 23.40 Watergate [4/5] Massacre. De Paul Mitchell 0.35 Les Passeurs De Valèrie Denesie et Anne Peyrègne (50 m.n.).
PARIS PREMIÈRE 19,00 Jean-Edem's Club. 20.00 Totalement cinema, 20,30 Top-Flop. 21.00 Henry and June. Offirm americain de Phuip Kautman (1990, v.p.) Avec Fred Ward. 23 15 The Chicago Blues Restival Concert enregistré à Barcelone, en 1986 0 10 Ecc. écu et quoi ? 0.40 Le Canai du savos Pom-

pés, le réve romain, de Pierre Grimal (65 min). "CANAL J 17.30 Série :Les Chasseurs d'étoiles L'Étoile filante. 18.00 Série : Les Monroes L'Arbre des pendus. 19.00 Sur la piste de l'animalle plus secret. [4/12] Canada. 19.30 Momo et Ursule.

CANAL JEMBNY 20.00 Série : Seinfeld, Ven-geance. 20.25 Série : Dream On.B.S. Effot. 21.00 Country Box. 21.30 Série : Bottom. Accident. 22.00 Chronique New Age. 22.05 La Semaine sur Jimmy. 22.15 Serie: New York Police Blues. 23.05 Destination séries. 23.35 Série: Les Envahisseurs L'Inquisition. 0.30 Rock Stories : Yes Years. (1/2) (60 min). SÉRIE CLUB 19.05 Série: Models inc. Aveux. 19.50 Série: Mami Vice (et 0.00). Une baile pour Crocket. 20.35 Le Club. 20.45 Sèrie Les Incorruptibles, le retour.La Solution raticale. 21,30 Série : Movin' On Drôle de rouvaille, 22.20 Serie; Combat, Marche forcée. 23 10 Série : Le Masque La Danse de Salome. 0.50 Série : Madame le juge Autop-

s:e d'un témoignage (100 min). MCM 19.30 Mangazone Mag. 20.00 Chps. non-stop. 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. 22.30 Pas-sengers. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Zoom zoom Invites: Love Bizarre. 0.15 Rebel TV. 0.55 Mangazone 1.00 Zoom zoom (suite) invites : Love Bozarre (60 mm).

MTV 19.00 Live Past, Present & Future. 19.30 Concert: Live Unphyged Enregistré à New York, en février 1995, 20.30 The Soul of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddries Featuring the Mato. 22.30 Alternative Nation. 0.00 Headbangers' Ball (90 min).

EUROSPORT 22.00 Supercross. En

direct.Motocross : championnat du monde de supercross indoor. 1º manche, à Barcelone (Espagnel, 0.00 Boxe. En résumé Chamione (espagne). U.Ou soxe. En resume Cham-pionnat du Commonwealth : pods moyens. Robert McCraken (G-B)-frizgerald Bruney (Can), à Ontario (Middlands) (90 min). ONE CINEFIL 19.10 Le Club. 2030 Hamlet. ■ Film britannique de Laurence Oinner (1948, N., v.o.). 23.00 L'Amour d'une lemme. ■ ■ Film français de Jean Gremiion (1953, N.). 0.40 Le Passage du Rhin. Frim français d'André Cayatte (1960, N.,

120 min). CINÉ CINÉMAS 18.00 Les loyeux Débutsde Butch Cassidy et le Kid. Sim américain de Richard Lester (1979). 19.45 Le Cinémades effers speciaux, 20.40 L'Indic. III-lim français de Serge Leroy (1982). 22.15 Histoirede far-tômes japonais. Willim japonais de Nobuo Nakagawa (1959, v.o.), 23.30 Un monde sans pitié. Willim français d'Enc Rochant (1989). 0.55 Tous les matinsdu monde. # Film français d'Alain Corneau (1991, 110 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique.Machinalice. machinasons, machinations, par Andréa Cohen. 22.25 Poésie sur parole Célébration du cheval. 22.35 Musique: Le Concert Tribune Internationale des Compositeurs 1995. 0.05 Clair de nuit-Tentatives premières par Agnès Rou-gier: le son de la peur; Rub a dub dub; Rémanences: Bertilles; La Durée du oui: Les Tétines noires: Dix Tetes

mortes. 1,00 Les Nuits de France-Culture(rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.05 Voix souveniss.Les Contes d'Hoffmann, d'Offen-bach, par le Chœur et l'Orchestre radio-lyrique de la RTF, dir. Prerre-Michel Le Conte (enregistré le 24 mars 1961), sol. Jean Mollien (Hoffmann), Page Richer (Connollies et Deserviro) Rene Bianco (Coppelius et Dapertutto), Jacques Mars (Miracle et Lindorff), Danise Boursin (Olympia), Denise Mon-teil (Giulietta), Claudine Collart (Antonia). 21.00 Capitale Prague.Ou la mémore des piarres. 22.30 Transver-sales.1. Déclic: Hold Still Keep Moving Installation pour l'oreille et pour l'œii.

المرابعة المرابعة والمرابعة والمرابعة والمستخدمة والمستخدم وال

de Luc Ferran et Ellen Kool; 2. Les Magiciens de la Terre: Chants populaires persans-tadjiks de la région de Boukhara, en Ouzbekistan; 3. Vana-trons transversales: Presque rien, de Luc Ferran; 4. Oéclic: Coucou, chouette, chat et chien; 5. Chansons Le cœur est un oiseau, Richard Desjardin et Joséphine Baker; 6. Le jazz, probablement: Tony Hymas, parcours d'un pianiste inclassable. 1.00 Les Nuits de France-Musique.Programme Hector. RADIO-CLASSIQUE 20.00 Soirée lynique Beatrice di Tenda, tragédie lynque en il actes, de Bellini, par le Chœur philharmonique de Prague et l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Alberto Zedda, sol. Mariana Micalarto (Beatrick). Piero Canoucolli Nicolesco (Beatrice), Piero Cappuccilli (Filippo), Stéfanra Toczyska (Agnese). 22.15 Les Soirèes de Radio-Classique. Le bel canto italien. Airs de Mérope, de Giacomelli ; La Buona figliuola, de Pic-cioni ; Astarto, de Bononcini ; Rodelinda, de Haendel; Semiramide, de Rossinr; Norma, de Bellini; La Fille du regiment et Lucia di Lammermoor, de Ognizetti, sol. Joan Sutherland, Manlyn Horne, Leyla Gencer, Alfredo Kraus et Maria Callas. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

LA CHIENLIT a de beaux restes. Et c'est beureux! S'il n'y avait pas eu Daniel Cohn-Bendit et Serge July parmi les invités de Bernard Pivot, vendredl soir 3 novembre sur France 2, les nouvelles générations de téléspectateurs auraient pu croire que Charles de Gaulle était né de la cuisse de la République comme Bacchus sortit jadis de celle de Jupiter et que, à l'ombre de son képi, la France o'avait connu que des ivresses paradi-

A l'affiche de ce commémoratif + Bouillon de culture », il y avait, en effet, deux des maîtres de la statuaire gaullienne, Denis Tillinac et Alain-Gérard Slama, qui oot mis leur plume au service de ce sous-produit du gaullisme qu'est le chiraquisme, et un exoouveau philosopbe en manque de mythes, André Glucksmann, qui semble considérer, lui aussi, que l'univers gaulois est déboussolé depuis que la croix de Lorraine de l'illustre commandeur n'est plus là pour lui indiquer le

En les voyant débonder leurs émotions religieuses à l'évocation du foodateur de la Cioquième, on pensait irrésistiblement à Jean Cau, qui écrivit un jour que de Gaulle « flottoit sur la Fronce, à caups de mirocles, camme l'Autre marchoit sur les eaux ». Mais s'il est vrai que les grands hommes sont plus grands que nature dans le souvenir qu'on en garde, ce n'est pas une raison pour entretenir le culte des images d'Epinal. « Dany le Rouge », quí est devenu vert, et le directeur de *Libération*, qui se laisse pousser la barbe, ont eu raison de rester iconoclastes

SOMMAIRE

Ex-URS5: le sommet de la Commu-

nauté des Etats indépendants (CEI) 2

Russie : l'état de sante de Bans Elt-

Oceanie : l'hostilité à la politique nu-

cléaire française est le plus puissant

facteur d'unité des seize États du Pa-

Impôts : la face cachée de la hausse

Elections : la préparation de sept lé-

Terrorisme : la suite de l'enquête sur

Religion : l'auverture de l'assemblée

Histoire: la grande famine en Ir-

plénière des évêques français

INTERNATIONAL

ofique sud

FRANCE

de la C5G

SOCIÉTÉ

HORIZONS

gislatives partielles

pour redire que le monarque ré publicain de mai 68 o'était plus, depuis loogtemps, le géoéral rebelle de juin 40. Sous son pouvoir régalien, la France a aussi vécu des moments étouffants et quelques menus scandales.

Il y eut, naturellement, une bataille de citations. Serge July ayant appelé Napoléon à la rescousse pour dire qu'un grand bomme o'est jamais que « lo rencontre d'un grand coractère et d'une gronde chance », André Glucksmann fit mooter Hegel au créneau pour une réplique ironique: « Nul n'est grand pour son valet de chambre. » Dommage que Bernard Pivot o'ait pas dooné le dernier mot à Jean Rostand: « Il y o bien quelque puérilité dons le goût de la grandeur. »

De la chienlit à la fieote il o'y a qu'uo pas. TF1 l'a franchi, ce même vendredi, sans déraper, au cours de soo journal de 20 heures, en soulignaot, en marge de l'eoquête sur les ramifications du GIA à Paris, que la rue Félicien-David, désormais fameuse, o'abritait pas, en vérité, un terroriste mais deux. Caméra cachée à l'appui, plusieurs habitants du quartier oot mis en cause une vieille dame solitaire qui affectioooe tellement la compagnie des pigeons que, depuis deux ans, elle leur jette, du haut de sa fenêtre, chaque jour, des kilos et des kilos de grains de blé (Le Monde du 1º oovembre). Il en résulte sur le trottoir les rassemblements de ramiers qu'oo imagine, avec les inconvénients qu'on peut subodorer. Ce rappel a opportunément confirme que la grandeur d'âme des uns fait parfois le malheur des

5ud ; Le ministre et les magistrats ;

Pechiney: les préparatifs de la priva-

5ports : le basket-ball américain

Marché de l'art : les ventes d'au-

L'avis du médiateur ;

ENTREPRISES

CULTURE

tomne a New York

Abonnements

Guide culturel

Météorologie

Radio-Télévision

grands marchés

Revue des valeurs,

SERVICES

Le courrier de nos lecteurs

Alain Griotteray rend publics les contrats des producteurs-vedettes de France 2

Jean-Pierre Elkabbach s'étonne de la « volonté de diviser » le service public

IL S'AGIT d'une première dans l'histoire de la télévision publique française: les mootants des contrats qui lient les principaux animateurs-producteurs de

France 2 sont tombés dans le domaine public. Les chiffres d'affaires prévus pour la saison 1995-1996 par les différentes maisons de productions de ces vedettes soot consignés dans un rapport parlementaire, rendu public à la veille de la discussion du budget de l'audiovisuel public, prévue lundi 6 novembre. Selon Alain Gnotteray (UDF-PR,

Val-de-Marne), rapporteur pour la Commission des finances, qui a eu accès à ce titre aux comptes de ces sociétés privées, les contrats représentent 640 millions de francs, sur un budget global de près de 4,8 milliards. Ils s'établissent de la manière suivante: 144,73 millions de francs pour Jacques Martin Productions: 134,75 millions pour la société de Jean-Luc Delarue ; 115,5 millions pour Case Productions (Arthur): 89.56 millions pour Productions DMD de Michel Drucker; 65 millions pour Air Productions, de garanties (Le Monde du la société de Nagui, hors « un avenant récent pour l'émission « Miroir, moo beau miroir », et qui ouro paur effet d'élever le chiffre d'affaires à environ 100 millions »; S2,SS millions pour Mireille-Dumas Productions.

Ces contrats passés entre France 2 et des maisons de productions privées ne datent pas de la présideoce de Jean-Pierre Elkabbach. Depuis la privatisation de TF1, en 1986, la chaîne du groupe Bouygues et France 2 - financée à 43 % par la publicité - se livrent une concurrence sévère. A TF 1, puis ailleurs, les animateurs, sollicités de toute part, ont vite compris le profit qu'ils pouvaient tirer de la création de leur propre société, où ils s'affranchissent des lourdeurs des structures de production publiques de l'époque, et eo premier lieu de la Société française de productioo (SFP). Après Christophe Dechavanne, les animateurs se sont transformés en cbefs d'entreprise et les contrats comportent désormais des clauses

24 août).

Interrogé à plusieurs reprises sur le montant et la nature de ces cootrats, Jean-Pierre Elkabbacb s'est toujours refusé à communiquer des chiffres relevant du secret industrie**L**

Sans nier les chiffres évoqués, le président de France Télévision, a assuré, vendredi 3 novembre à l'AFP, qu'il était « surpris » et « étonné » de « l'évidente volonté d'un élu de diviser le groupe public France Télévision en distinguant de manière outrancière et bioisée un bon et un mouvais élève olors qu'il s'agit de deux chaînes complémentaires ».

qui sera défendu à l'Assemblée par Philippe Douste-Blazy, évitait soigneusement de remettre en cause les équilibres du secteur (Le Mande du 3 octobre), une partie des députés de la majorité semblent vouloir profiter de la discussion pour faire valoir leurs vues sur l'organisation de l'audiovisuel public.

Les députés se feraient-ils le re-

lais d'une campagne de déstabilisation de Jean-Pierre Elkabbach? Peu après l'élection présidentielle. ce dernier avait dû défeodre, contre le cabinet du premier ministre, le projet d'un site unique – dans l'idée, sans doute, qu'il pro-tégerait ainsi la télévision publique des velléités de privatisation de l'une ou l'autre des deux chaînes ; (Le Monde du 28 octobre). L'examen, sur la base de « budgets bose zéro », des finances du secteur public, annoncé cet été par Philippe Douste-Blazy, et décidé par Matignon, avait été commandé dans un esprit d'économies visant en priorité les contrats liant France 2 et les maisons de productions, mais aussi les salaires de l'entourage direct de Jean-Pierre Elkabbach. « Cet audit pourrait déboucher sur des mesures de restructuration, qui pourront être prises en compte dans le projet de budget pour 1997 », a rappelé le ministre de la culture, mardi 10 octobre, lors de son audition par la commission.

Ariane Chemin

M. Debré dénonce « les professionnels de la désinformation » à propos des attentats détracteurs, Jean-Louis Debré a pu

FALLAIT-IL attendre l'eotrée en scèce du « premier flic de France », seloo l'expressioo consacrée, pour que règne un semblant d'ordre dans la discussion budgétaire? L'examen par les députés, vendredi 3 novembre, des crédits du ministère de l'intérieur (ainsi que ceux de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté) tendrait à le prouver. En ef-Editorlaux: Espoirs en Afrique du fet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, est parvenu sans mal à échapper aux amendements, désormais fameux, de la commission des finances de l'Assemblée nationale visant à réaliser 2 milliards de francs supplémentaires d'économles dans le budget 1996. Le groupe RPR ayant décidé, il y a une dizaine de jours, d'épargner les crédits de la place Beauvau, ouvre ses frontières au Canada 15 l'Assemblée n'a pas apporté la moindre retouche au projet de budget du ministère de l'intérieur, qui s'élève à 50,68 milliards de francs, hors recherche et collectivités locales, soit une progression de

1,84 % par rapport à 1995. Auréolé des récentes avancées de l'enquête sur les attentais terroristes, M. Debré a pu consacrer toute son énergie à la présentation d'un plaidoyer pro damo qui avait un peu des allures de revancbe. quelques semaines après la mise en cause par le président de la République lui-même de l'organisatioo des enquêtes sur les attentats de la fin de l'été. « Depuis trois

mois, la police a accompli un travail exceptionnellement remarquable. Depuis trois mois, sans me laisser influencer par qui que ce soit, j'ai œuvré pour une mabilisation et une coordination exemplaires des différents services de police », a-t-il af-

SCEPTIOUES ET IRRESPONSABLES En matière de terrorisme, le ministre de l'intérieur a assuré qu'il

« refuse tout amalgome entre Islam et intégrisme, entre extrémisme et banlieues ». « Cela doit être clair pour tout le monde. » Mais, « précisément parce qu'il refuse tout amalgome, a-t-il indiqué, le gouvernement ne se loissera pas intimider. lutte contre ceux qui utilisent notre sol pour régler des conflits extérieurs avec la plus grande rigueur, la plus grande déterminotian, la plus grande efficacité. » Et d'ajouter : « Les résultots obtenus sant lo réponse la plus cingiante que pouvaient recevoir ceux aui n'ont pour fonds de commerce que le dénigrement systèmatique, la manipulotion, la malveillonce. Aux sceptiques, aux blosés, oux irrespansables, oux professiannels de la désinformation, je dis simplement: « Messieurs, regardez le travail occompli depuis trois mois et ju-

iomais fait dons ce damoine aussi bien et aussi vite. » Après cette charge contre ses

gez-nous sur les résultats. On n'o

dérouler, comme à la parade, des communiqués de victoire sur tous les fronts: la diminution « de plus de 4 % » de la criminalité depuis le début de 1995 dans les zones sous la responsabilité de la police, le « recul de la délinquance de plus de 6 % sur la vole publique », la multi-plication des reconduites à la frontière pour lutter contre l'immigration irrégulière, on encore l'augmentation de 17 % des saisies d'héroine an cours du demier semestre. Avant de conclure que son budget « troduit en actes la volonté du président de la République et du

premier ministre de rétablir l'Etat dans son autorité ». S'il a recu les « ch citations » des députés RPR, M. Debré n'a guère convaincu socialistes et communistes. Daniel Vaillant (PS, Paris) a présenté un long réquisitoire contre « un budget qui démoralise la police et l'ensemble des citoyens » et qui « engendrera à l'évidence une déprofessiannalisation, au moment où les trafics de drogues s'intensifient et où la délinquance progresse ». De son côté, Patrick Braouezec (PC, Seine-Saint-Denis) a affirmé que « les crédits pour la police s'inscrivent dons une politique qui mise plus sur le specta-

Jean-Baptiste de Montvalon

culaire et le court terme que sur l'ef-

ficocité à moyen terme ».

Réduction des fonds spéciaux de Matignon

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, vendredi 3 novembre, les crédits des services du premier ministre. Au nom de la volonté d'être « exemplaire pour participer à l'effort collectif » de réduction des dépenses publiques, François Baroin, porteparole du gouvernement, a accepté plusieurs amendements réduisant, au total, ces crédits de 50,5 millions de francs. Il a notamment donné un avis favorable à un amendement réduisant de 30 millions les fonds spédaux de Matignon, dont le montant était initialement fixé à 454,8 millions de francs pour 1996.

de 1946 et 1947, selon lesquelles ces fonds soéciaux sont couverts par le secret de la défense nationale. M. Baroin ne s'est pas aventuré dans le débat auquel l'invitait le rapporteur de la commission des finances, Jean-Pierre Balligand (PS. Aisne). Ce dernier a en effet recomu que « pour des raisons de sécurité », il n'était pas possible de « toucher » aux crédits destinés à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), soit 223 millions de francs en 1995. Mais il a suggéré que les crédits destinés à d'autres affectations soient amputés de 100 millions de francs. M. Baroin a refusé de s'engager sur ce terrain, qui aurait pu le conduire à préciser ces affectations.

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

LES MYSTÈRES DE LA CHAMADE. I ~ « OMAR M'A TUER » : un Marocain, Omar Raddad, a été condamné pour le meurtre, à Mougins, de sa patronne, Ghislaine Marchal. Pourtant, de larges zones d'ombre demeurent. Enquête et contre-enquête.

Tirage du Monde daté samedi 4 novembre 1995 : 469 422 exemplatres

ALGÉRIE: les électeurs algériens vivant en France de dispose ront que de trois jours, les 11, 12 et 16 novembre, pour prendre part à l'élection présideotielle algérienne. Les autorités d'Alger souhaitaient étaler le vote sur six jours, mais le ministère français des affaires étrangères a indiqué, vendredi 3 novembre, qu'un tel délai impose « des contraintes de protection que nous ne pouvons accepter ». - (Reu-

■ OTAN : les Pays-Bas ont présenté officiellement, vendredi 3 novembre, la candidature de leur ancieo premier ministre, Ruud Lubbers, au poste de secrétaire général de l'OTAN. La Haye estime que plus rieo ne semble devoir l'empêcher de succéder à Willy Claes, dé-missionnaire. Toutefois, le candidat danois, Uffe Ellemann-Jensen, n'a toujours pas annoncé le retrait de sa candidature. - (AFR) ■ TURQUIE: au moins 40 personnes sont mortes dans la ouit du vendredi 3 au samedi 4 novembre, à Izmir, dans l'ouest do pays, dans

les mondations provoquées par des pluies diluviennes. - (AFP.) ■ PHILIPPINES: au moins 200 morts et disparus, tel est le bilan provisoire du typbon « Angela » qui a devasté, vendredi 3 novembre, le oord des Philippines. Selon les derniers rapports des organismes de secours parveous à Manille samedi matin, 135 personnes ont été tuées et 6S soot portées disparues, tandis que plusieurs milliers de familles dont les habitations unt été détruites unt dû être évacuées « Angela » a été le typbon le plus puissant à frapper les Philippines depuis huit ans, avec des vents de plus de 200 km/h. - (AFP.)

Nouvelles grèves à Air France et Air Inter

LES DEUX PRINCIPAUX syndicats du personnel navigant commercial (PNC, bôtesses et stewards) d'Air France, ont appelé, vendredi 3 novembre, à un arrêt de travail de trois iours, les 9, 10 et 11 novembre à Air France et Air Inter, pour protester contre le plan de réforme de la profes-

sion mis en place par la direction. Le SNPNC (plos de 40 % à Air France, près de 90 % à Air Inter) et l'UNAC-CGC (plus de 40 % à Air France) s'opposent notamment aux nouvelles conditions salariales prévues pour les jeunes PNC d'Air France, dont le salaire d'embauche devrait être de 113 000 F brut annuels, contre 142 000 F actuellement. Cette mesure, qui va de pair avec un plan de départs volontaires pour les plus agés, vise à réduire le coût salarial de la profession et à en rajeunir la pyramide des âges. Les syndicats affirment que la direction a refusé leur ultime proposition, consistant à ne pas verser aux futurs embauchés, durant cinq ans, le mois de salaire supplémentaire

CONDENSATION-HUMIDITÉ

Une étude récente a révélé que plus de 6 millions de foyers souffrent de problèmes d'humidité dus à la condensation. L'humidité devient très vite un danger pour l'habitation et ses occupants. Elle détériore la décoration tâches noires de moisissures, peintures doquées, papiers peints décollés, sols ternes, boiseries abîmées, piqures d'humidité sur les tissus et les meubles... et elle rend l'atmosphère malsaine - adeurs de renfermé, asthme, ollergies, bronchites et prolifération des accriens. L'ampleur du problème o poussé le constructeur anglais EBAC, spécialiste de la déshumidification à s'implanter en France. Sa méthode : l'assèchement de l'air par condensation au moyen d'un système de réfrigération. Pour cela il a mis au point le déshumidificateur domestique. De la taille d'une enceinte stéréophonique, il est capable de traiter à lui seul une habitation entière

Ce nouvel appareil électrique se branche simplement sur une prise avec terre. Un hygrostor régloble déclenche et arrête l'appareil automatiquement suivant le taux d'humidité sélectionné. Un ventilateur aspire l'air contre les tubes froids sur lesquels se dépose l'excès d'humidité. L'eau est récupérée dans un réservoir au drainée en cas d'absence prolongée. L'air asséché est ensuite renvoyé sèché. En quelques semaines, l'almosphère redevient saine, confortable, facile et économique à chauffer et le linge sèche plus vite. Un EBAC récupère jusqu'à 12 litres d'eau par jour dans l'air ambiant de toute la maison! il offre une solution sûre et rentable pour vivre dans un air

Revendeurs agréés Ebac : 3 SUISSES, ART DU BRICOLAGE, BHV. BOULANGER, BRICOFRANCE, BRICOMARCHE, BRICORAMA BRICOSPHERE, CAMIF, CASTORAMA, CATENA, CONNEXION, DARTY FORCE SUD, GEDIMAT, LA SAMARITAINE, LEROY-MERLIN, L'INDEX. MAISON CONSEIL, M. BRICOLAGE, OBI, SERPIE, et vos points de vente



Un nouveau remède



